


VE RI TAS
CHRISTO ET ECCLESIAE
SIGILLUM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG
HARVARD COLLEGE LIBRARY
HOHENZOLLERN COLLECTION
IN COMMEMORATION OF THE VISIT OF
HIS ROYAL HIGHNESS
PRINCE HENRY OF PRUSSIA
MARCH SIXTH, 1902
ON BEHALF OF HIS MAJESTY
THE GERMAN EMPEROR
PRESENTED BY ARCHIBALD CARY COOLIDGE PH.D.
ASSISTANT PROFESSOR OF HISTORY

M. DE MOLTKE

SES MÉMOIRES

ET

LA GUERRE FUTURE

M. DE MOLTKE

SES MÉMOIRES

ET

LA GUERRE FUTURE

PAR

Édouard LOCKROY

DÉPUTÉ DE LA SEINE

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

3, PLACE DE VALOIS, PALAIS-ROYAL

1892

M. DE MOLTKE

SES MÉMOIRES

ET

LA GUERRE FUTURE

LES MÉMOIRES

DE M. DE MOLTKE

Le livre de M. de Moltke a obtenu, avant même son apparition, un retentissement considérable en Europe. La chute de la France, l'écrasement de ses armées, la conquête de deux de ses provinces, ses défaites incroyables et sans précédents dans l'histoire militaire du monde; cette guerre se poursuivant dans des conditions si nouvelles et si pleines de péripéties

tragiques; cette longue résistance d'un peuple aux trois quarts vaincu, qui improvise encore des armées, dévorées à mesure qu'elles se forment, par l'hiver ou la bataille; ces désastres consolés par de rares victoires remportées par des conscrits qui n'ont jamais de souliers et qui n'ont pas toujours de cartouches; les aventures de ce gouvernement improvisé et nomade, voyageant de Tours à Bordeaux, traqué par l'ennemi et, en même temps, attaqué, calomnié, dénoncé, trahi par ses adversaires français; la Révolution corrigeant l'invasion, et la guerre civile s'ajoutant à la guerre étrangère; le canon de Reichshoffen et de Sedan abattant un trône par ricochet; le pouvoir de Décembre allant s'échouer sur la frontière belge; un empereur, le lendemain du plébiscite qui lui a donné huit millions de suffrages, découronné, déposé et emprisonné; une impératrice, simple bourgeoise avant la guerre, rentrant dans la vie privée après la défaite; les entreprises d'abord énigmatiques du maréchal Bazaine aboutissant à un procès qui révéle la trahison dans toute sa bas-

sesse et dans toute son horreur; les souffrances de l'armée de Metz; l'incendie de ses drapeaux, les combats incompréhensibles où le chef se dérobe à la victoire; la garde impériale immobilisée et Canrobert écrasé à Saint-Privat; les haines, les jalousies, les rancunes des généraux éclatant en présence de l'ennemi, devant la nation effarée, ensanglantée et prise à la gorge comme au coin d'un bois; des centaines de mille hommes en captivité, baraqués autour de villes fortes, qui ne sont plus assez grandes pour les loger; les débris de l'armée de Châlons arrêtés par les gendarmes flamands; les restes de l'armée de Bourbaki recueillis par les paysans suisses; les assauts, les bombardements, les incendies, les rapts, les réquisitions, les viols, les fusillades, les insultes, les ironies sanglantes, les chants de victoire, le hurlement des déroutes : tout cet écroulement de la France qui nous a semblé si long et qui a duré six mois à peine, préoccupe encore le monde et le remplit encore d'étonnement, d'admiration et de pitié.

Il est donc tout naturel que les *Mémoires* du plus impitoyable des auteurs de cette catastrophe soient traduits dans toutes les langues et trouvent des lecteurs dans toute l'Europe. On veut savoir par suite de quelles circonstances extraordinaires la France est brusquement tombée ; dans quelles conditions elle a été vaincue ; s'il est possible de compter sur son relèvement ou si sa déchéance est irrémédiable ; si elle ne doit plus jouer un rôle dans le monde ; si au contraire on peut espérer la voir réapparaître un jour plus puissante, rajeunie par l'épreuve et réhabilitée par le malheur.

Mais, c'est surtout en France que le livre posthume du feld-maréchal allemand éveille la curiosité et absorbe l'attention. Le souvenir de la défaite est encore vivace parmi nous : les ruines qui subsistent à Paris, le rétrécissement de la frontière, la plainte des provinces conquises, qui, passant par dessus les Vosges, arrive jusqu'à nos oreilles, les difficultés que rencontre sur tous les points du globe où elle veut agir, notre politique extérieure,

nous rappellent sans cesse l'année terrible. A tant de sujets de tristesse s'ajoute perpétuellement l'anxiété d'une guerre possible, et la prévision des luttes à venir nous oblige à méditer les grandes leçons du passé.

Jamais la France n'a été moins menaçante; jamais elle n'a été plus menacée. L'Europe n'est préoccupée que d'elle, et il semble que ses défaites aient déchaîné toutes les haines qui, au temps de sa suprématie militaire, se taisaient. C'est elle qui sert de prétexte et de raison d'être au système de la paix armée; c'est contre elle que se noue la triple et peut-être la quadruple alliance; c'est pour se défendre contre ses prétendues entreprises que l'Allemagne enrégimente trois millions d'hommes; que l'Autriche, oubliant la défaite de Sadowa, donne la main à la Prusse et, oubliant aussi la cession forcée de Venise, se rapproche de l'Italie. Tandis que les flottes alliées croisent le long de nos côtes d'Algérie, de Tunisie et de Provence, une armée prête à entrer en campagne, est massée entre le Rhin et les Vosges. La Belgique interdit la langue

française dans ses provinces flamandes. On arme le fort de Maddalena qui surveille la Corse, de canons Krupp; on accumule les munitions de guerre à Strasbourg et à Metz; l'escadre réunie à Wilhemshawen et à Kiel se prépare à l'offensive et, de temps en temps, au milieu du silence universel, un toast de l'empereur allemand résonne comme le premier coup de canon d'une bataille.

De quelque côté que nous tournions les yeux, nous ne voyons que baïonnettes dirigées contre nous et que canons braqués sur nous. Il n'est point d'injures, point de calomnies dont on n'essaye de nous accabler. M. Crispi prétend que la France veut se jeter sur l'Italie et rétablir, par la force, le pouvoir temporel du pape; M. de Caprivi, comme autrefois M. de Bismarck, toutes les fois qu'il demande un crédit au Reischtag, donne à entendre que la France rêve d'envahir inopinément l'Allemagne et de s'annexer la Belgique; lord Hamilton, quand il développe son programme naval devant la Chambre des Communes, déclare que la France

projette d'anéantir la marine anglaise et de recommencer l'expédition de Guillaume le Conquérant. Cette opinion est longuement développée par le général Wolseley dès qu'il est question de creuser un tunnel sous la Manche. Il n'est pas un homme d'État, et il n'est pas un homme de guerre étranger qui, ayant à parler de la France, ne prononce contre elle un réquisitoire.

Elle est, il est vrai, revenue de loin; en moins de vingt ans son matériel de guerre a été reconstitué; son armée, instruite, formée à la discipline et au devoir, est devenue une des plus formidables armées de l'Europe; son réseau de chemins de fer s'est développé, son trafic s'est augmenté, son influence industrielle et commerciale reconquise ont rétabli son crédit. Par son énergie, par sa sagesse, par son ardeur au travail, par sa prodigieuse vitalité, elle a étonné le monde : on ne lui pardonne pas cette résurrection.

Que maintenant, elle n'ait pas renoncé à certaines ambitions; qu'elle ait encore la préten-

tion de compter parmi les grandes puissances; qu'elle n'ait ni abandonné ses traditions ni oublié son histoire; qu'elle se réjouisse de tout événement qui lui rappelle sa gloire passée, du succès de son Exposition universelle comme des fêtes de Cronstadt; qu'elle cherche des alliances sérieuses et qu'elle batte des mains quand sa flotte assiste à ce spectacle inattendu : le tzar de toutes les Russies écoutant, tête nue, la *Marseillaise*, cela est certain, et personne ne songerait à le nier. Mais s'ensuit-il qu'elle soit redevenue belliqueuse et que son existence constitue une menace pour la paix européenne?

Le prétendre, c'est altérer sciemment la vérité. La France ne rêve pas de conquêtes. Seulement elle n'entend plus se laisser surprendre et égorger comme autrefois. Elle sait que la lutte qui s'engagerait serait une lutte définitive, et qu'en cas de défaite, elle aurait le sort de la Pologne. C'est pourquoi, injuriée et provoquée tous les jours; gardée à vue, au nord-est par les soldats allemands, au sud par les vaisseaux de la triple alliance, elle se préoccupe de la guerre à venir,

des désastres qu'on lui prédit, du moment où, pour prendre le fusil, elle sera obligée d'interrompre la besogne pacifique qui l'absorbe depuis vingt ans.

Cette heure trouble où tant de dangers l'environnent a été choisie par les héritiers de M. de Moltke pour publier ses *Mémoires* et pour raviver le souvenir de nos défaites. Nous devons les en remercier. Si jamais un instant a été favorable à l'étude des événements de 1870, de leurs effets et de leurs causes, c'est bien celui-ci. Le récit des fautes que nous avons commises à cette époque et des erreurs où nous sommes tombés, semble de nature à fortifier nos courages et, en même temps, à nous prémunir contre notre aveugle confiance en nous-mêmes. En nous rappelant la guerre passée, nous nous préparerons à soutenir, avec plus de fermeté et de prudence, celle dont on nous menace quotidiennement.

M. DE MOLTKE

En 1884, à Ragatz, en Suisse, je me heurtai en traversant le jardin de l'hôtel à un vieillard sec, anguleux, proprement mis et dont le torse de grenadier était surmontée d'une tête énergique de vieille femme. Complètement glabre, avec ses yeux clairs, ses mâchoires fortes, sa bouche qui semblait ouverte dans la peau par un coup de canif, son front haut et dénué

de sourcils, son visage avait une dureté tranquille et hautaine qui frappait au premier coup d'œil. On lisait la bonté sur la figure placide de Garibaldi. On devinait la cruauté sur celle-là. Ce personnage était M. le comte de Moltke.

Il marchait vite, suivi par un jeune homme blond, un aide de camp probablement, qui, sans ralentir le pas, s'efforçait de lui jeter sur les épaules une grande capote en drap noir. Ils tournèrent l'allée tous deux, sans que le jeune homme eût réussi à faire tenir la capote sur les épaules du maréchal, sans que le maréchal se fût arrêté pour se laisser mettre la capote.

M. de Moltke était depuis quelque temps en Suisse et, précisément Victor Hugo, logé au même hôtel, mais dans une « dépendance » au fond d'un parc, s'y trouvait comme lui. La présence du grand poète français excitait au dernier point la curiosité du chef de l'état-major général allemand. Il venait parfois, tout en ayant l'air de se promener, rôder sous les fenêtres du chalet; il s'arrêtait, levait la tête, et, n'apercevant personne, reprenait son chemin, mécontent.

Il voulait connaître Victor Hugo ; lui rendre visite ; causer avec lui, et il faisait tâter le terrain par les garçons qui, servant à table, disaient de temps en temps : « Le maréchal qui est ici, serait bien content de voir Monsieur. » Un jour enfin, le maître de l'hôtel se présenta officiellement et proposa une entrevue. « Dites à M. de Moltke, répondit simplement Victor Hugo, que je ne le recevrai pas. »

Peu de jours après, M. de Moltke disparut sans que personne, à l'hôtel, l'eût vu partir. On raconta, mais je ne me fais nullement garant de la vérité de ce bruit, que des gens suspects rôdaient dans la vallée depuis quelques jours, et qu'on avait prévenu le maréchal qu'il courait risque d'être assassiné.

Rien dans M. de Moltke, au moment où je le vis, ne répondait à l'idée que nous nous faisons d'un soldat. Malgré l'énergie de sa tête, il paraissait plutôt un philosophe, un homme de cabinet et de travail ou, mieux encore, un procureur général. Il y avait dans la raideur de ses gestes, dans sa façon de regarder le pu-

blic dans son attitude hautaine quelque chose du professeur ou du magistrat. Et, de fait, il avait longtemps occupé une chaire de stratégie et de tactique, et il avait dû prendre autant l'habitude d'enseigner que de commander.

Danois de naissance, on sait qu'il avait abandonné, à dix-huit ans sa patrie, où son génie serait demeuré inutile, pour se faire Prussien. C'est un trait de caractère qu'on ne lui reproche jamais, et il mérite d'être relevé. Il peint bien l'homme qui, indifférent à l'idée de patrie ainsi qu'à toute conception sentimentale, se choisit un pays où il pourra exercer son métier de soldat, comme un chimiste se choisit un laboratoire ou un médecin un amphithéâtre. Pour lui — il l'a dit dans une lettre célèbre — la guerre est une science indispensable à la marche de l'humanité. Il l'aime pour elle-même, comme un moyen puissant de progrès et de sélection, et s'il la fait pour le compte du plus fort, c'est parce qu'il juge la force adéquate au droit.

A partir du moment où il devint Prussien, pendant près d'un demi-siècle, sauf la

courte période de 1838-1839, sa vie s'écoule aussi calme et aussi tranquille que celle d'un petit employé. Attaché, presque tout de suite, au service de géographie à l'état-major général, il s'absorbe dans les calculs, dans l'étude des campagnes de Frédéric et de Napoléon et dans les paperasses militaires. Ce soldat ne voit pas le feu une seule fois. Benedeck, en 1866, disait à ses soldats, à la veille de Konigsgrætz : « Les généraux prussiens n'ont jamais rempli leur devoir sur les champs de bataille. » C'était exact. Excepté à la bataille de Nézib, qui, il est vrai, a peut-être décidé de son avenir et de son génie, de Moltke, non plus que ses collaborateurs, ne s'était jamais rencontré avec l'ennemi autrement qu'en hypothèse. La gloire ne ne lui devait venir qu'avec la vieillesse et les cheveux blancs. Il lui fallait attendre soixante-six ans pour que la victoire couronnât son existence de bureaucrate.

Quand on le voit se rendre au travail tous les matins, suivant toujours la même route, arpentant gravement les mêmes rues, revenant, le

soir, sa besogne achevée, régulier comme un chronomètre, on ne peut s'empêcher de penser à Emmanuel Kant et à la promenade quotidienne de l'illustre philosophe. C'est la même ponctualité, les mêmes habitudes automatiques, la même absorption intérieure. En y regardant de près, peut-être trouverait-on, entre ces grands hommes, plus de points de contact qu'on ne pense. Avec Kant et de Moltke on croit voir les deux faces de l'Allemagne. Il y a du stratégiste dans Kant, et il y a du philosophe dans de Moltke.

Cette existence bourgeoise, semée, çà et là de voyages, est cependant interrompue, comme nous l'avons dit, par un événement capital : la campagne de 1839 en Syrie. On a beaucoup discuté sur le rôle qu'a joué et sur le grade qu'avait obtenu M. de Moltke dans l'armée du sultan Mahmoud. Beaucoup ont prétendu qu'il n'y figurait qu'en qualité d'attaché militaire et que, dans la déroute qui suivit la bataille de Nézib, sa responsabilité est sauve. Aujourd'hui, nous sommes mieux renseignés : il com-

mandait l'artillerie, et au témoignage d'un acteur de ce drame, M. le comte d'Armagnac, attaché à l'état-major d'Ibrahim-Pacha (le général égyptien fils de Méhémet-Ali), il était un des « conseils » — le plus écouté probablement — du général turc.

Ici, il faut s'arrêter un instant. Cette campagne de 1839 a ceci de remarquable et d'intéressant pour nous, qu'on y voit l'armée du padischah, conseillée par M. de Moltke, commettre les mêmes fautes, tomber dans les mêmes erreurs qui allaient, trente-deux ans plus tard, conduire à la défaite et aux capitulations honteuses l'armée du Rhin. Les mêmes manœuvres qui devaient amener la chute de Metz et la soumission du corps de Mac Mahon s'exécutent, dirigées par un colonel français, sur le champ de bataille minuscule de Nézib. Le futur chef de l'état-major allemand succombe sous les mêmes coups qui devaient plus tard lui assurer la victoire et qu'à ce moment, il se trouve impuissant à parer.

Ce récit de la bataille de Nézib n'est point

pour diminuer M. de Moltke, mais plutôt pour l'expliquer. Né avec ce siècle, il a à ce moment près de quarante ans; il est dans toute la force de l'âge, dans toute la possession de son intelligence et de lui-même; il commande à des soldats turcs, qui, on l'a vu à Plewna, peuvent rivaliser avec les meilleurs de l'Europe; il a devant lui une armée jeune, assez indisciplinée, composée en grande partie de conscrits, soutenue par quelques tribus de Bédouins: cependant il est vaincu. Ses théories ne lui servent de rien. Il n'a pas la pratique de la guerre. L'échec est complet, irréparable. L'armée du sultan se disperse comme un flot de poussière.

Les plus grands hommes de guerre ont subi de pareilles aventures. Bonaparte a débuté par un échec. A Nézib, le grand professeur de guerre est à l'école. C'est lui qui reçoit une leçon. Elle semble d'ailleurs avoir influé sur toute sa vie.

Donnée par un Français, elle lui inspire cette haine de la France qui dictera plus tard tous ses actes, et qui éclatera dans ses discours au Reichstag. Elle ajoutera à ses colères, quand

il se promènera à la tête de ses troupes victorieuses au milieu de nos départements épouvantés, l'âpreté d'une rancune satisfaite.

Après ses premières victoires et la conquête de la Syrie, le colonel Selves, soldat des derniers jours de l'empire, réfugié auprès de Méhémet-Ali et plus connu sous le nom de Soliman-Pacha, qui commandait véritablement les Égyptiens sous l'autorité purement nominale d'Ibrahim, avait cantonné ses troupes dans le Liban, à Alep et sur la frontière de l'Asie-Mineure. Les puissances européennes travaillaient à la paix entre le Sultan et le Pacha révolté; une trêve avait été conclue, et la Porte en profitait pour rassembler une nouvelle armée, forte de 70,000 hommes environ, commandée par Hafiz-Pacha et conseillée par trois officiers prussiens, dont M. de Moltke. Celui-ci avait présidé aux opérations préliminaires de la mobilisation et de la concentration sur l'Euphrate. Comme l'Allemagne fournissait les officiers, l'Angleterre fournissait les canons. Ils arrivaient, tout emballés des fabriques de la Grande-Bretagne avec les trains d'artillerie

et les munitions. Cet outillage tout neuf ne laissait pas que d'inquiéter le colonel Selves, dont le matériel, déjà usé par la guerre, était visiblement inférieur.

Marcher sur l'armée turque avant qu'elle fût complètement rassemblée, la disperser, s'emparer de son camp, de ses vivres et de ses engins de guerre, semblait un plan tout indiqué ; mais des considérations politiques s'opposaient à son exécution. Méhémet-Ali n'entendait pas, en face de l'Europe, prendre l'initiative du recommencement des hostilités. Il voulait se laisser attaquer. La France, dont la politique timide n'osait jamais rien risquer, lui conseillait cette prudence, et la France était sa seule alliée. Ordre était donc donné à Ibrahim comme au colonel Selves de rester sur l'expectative et d'attendre les événements.

Rien ne pouvait être plus favorable aux Turcs, auxquels on laissait le loisir de se concentrer, de se fortifier et de donner à leurs troupes la cohésion qui leur manquait encore. L'armée du sultan n'étant point inquiétée, occupa bien-

tôt une situation très forte, Biredjick, sur l'Euphrate qui, en cet endroit, s'arrondit en forme d'arc. De fortes redoutes, s'appuyant à gauche et à droite au fleuve, étaient reliées entre elles par des fossés et un parapet. Le camp, ainsi retranché, était imprenable et, d'autre part, les communications se trouvaient assurées avec l'autre rive au moyen d'un va-et-vient de petits bateaux. Il n'y avait qu'à attendre l'armée égyptienne que le manque de vivres et de munitions, l'impatience, l'impossibilité de tenir longtemps la campagne, devaient obliger, un jour ou l'autre, et malgré les considérations politiques, à attaquer.

La prudence ordinaire de M. de Moltke lui fit défaut. Il commit la faute — il devait la payer bien cher quelques jours après — de conseiller de quitter les lignes de Biredjick, et,sans attendre Izzet-Pacha qui amenait une réserve, de s'avancer au devant de l'ennemi jusqu'au village de Nézib, laissant ainsi un large intervalle de trois lieues entre l'armée et les magasins installés près du fleuve. Les Turcs se trouvèrent ainsi, un

peu en l'air, loin de leur base d'opération, dans la situation où devaient se trouver plus tard le corps du général Douay, dont l'isolement a causé la défaite et la destruction.

La politique, il est vrai, imposa à Ibrahim et au colonel Selves une faute équivalente : au lieu de se porter rapidement entre l'Euphrate et Nézib et de rompre ainsi les communications de l'ennemi réduit à mourir de faim ou à combattre dans une situation désavantageuse sur la position occupée mais prise à revers, ils demeurèrent immobiles, se contentant de lancer leurs Bédouins contre les Batchi-Boujoucs qui venaient les observer de trop près.

La situation était devenue cependant tellement délicate, qu'il était impossible qu'elle se maintînt longtemps. Chaque jour, maintenant, on échangeait des coups de fusil entre les avant-postes, et les rencontres de cavalerie se succédaient à intervalles réguliers. Le colonel Selves et Ibrahim s'aperçurent alors que la position de Nézib, choisie par M. de Moltke qui avait étagé son artillerie sur des

collines, était à peu près imprenable du côté de Duzel, où se trouvait le centre de l'armée égyptienne. Le front était couvert par un ruisseau profondément encaissé, et la plaine, qui s'étendait jusqu'au camp des révoltés, toute coupée de ravines à pic, de broussailles et de rochers, rendait facile la défense et dangereuse l'attaque. Une reconnaissance armée le démontra bientôt.

Pour arriver jusqu'à Nézib il fallait que l'infanterie se déployât sous le feu plongeant des batteries; qu'elle franchît quelques rivières dont on ignorait la profondeur, enfin qu'elle montât à l'assaut. Vaincu, Ibrahim était perdu; vainqueur, il voyait son adversaire se retirer tranquillement à Biredjick et reprendre la position inexpugnable qu'il y avait conservée.

Il fallait cependant se décider à agir. Derrière l'armée se soulevaient les masses libanaises : Maronites, Druses, Ansariés, et Izzet-Pacha continuait d'avancer, à la tête de son corps d'armée, pour opérer sa jonction avec Hafiz.

On tint conseil. Le comte d'Armagnac, qui y assistait, rapporte le discours du colonel Selves.

En peu de mots, il conseilla de lever le camp, de tourner la gauche ennemie par une marche de flanc, et d'aller se jeter entre Nézib et l'Euphrate de l'autre côté, des collines occupées par l'ennemi. Si, dit-il, la position d'Hafiz est aussi forte de l'autre côté que de celui-ci, en lui coupant les communications et les vivres, nous l'obligerons à la quitter et à combattre où nous voudrons ; si elle est faible, nous attaquerons sans perdre une minute et en profitant du désarroi que notre manœuvre aura jeté dans les esprits. Il ajouta : « Si Hafiz-Pacha entend la guerre, il nous attaquera vigoureusement pendant notre marche de flanc, mais je prendrai mes dispositions pour me former rapidement à gauche en bataille. Frédéric à Kollin, Napoléon à Friedland, ont exécuté ce que je propose. »

Cette netteté de vue, cette promptitude de conception, cette sûreté dans l'exécution ne rappellent-elles pas les manœuvres ultérieures de M. de Moltke ? Lui aussi devait exécuter une marche de flanc autour de Metz ; lui aussi devait renouveler les hauts faits de Napoléon et de

Frédéric, et, peut-être, en accablant les armées françaises, se souvint-il du mouvement hardi du colonel Selves.

De fait, la marche de l'armée égyptienne ne fut pas un instant inquiétée, et soit que M. de Moltke l'ait ignoré, soit qu'il n'ait pas osé sortir de ses lignes, il la laissa s'accomplir sans rien tenter, démontrant ainsi que, selon l'expression de son adversaire, il « n'entendait pas encore la guerre ». Pourtant l'occasion était belle; les Égyptiens durent passer une rivière à gué, marcher tout un jour et toute une nuit à travers des ravins et des fondrières, risquant mille fois d'être coupés et écharpés. Ils arrivèrent sans encombre et s'établirent entre Biredjick et Nézib, à une lieue environ du camp impérial.

De ce côté, la position occupée par les Turcs était abordable de tous points et ne présentait plus d'obstacles infranchissables. On tint conseil pour savoir si l'on attaquerait immédiatement. Ce fut l'avis du colonel Selves, et l'on accorda aux soldats une journée pour se reposer.

Le 24 juin, le soleil en se levant éclaira l'armée égyptienne sous les armes, tout entière vêtue de blanc et coiffée de tarbouchs rouges, ce qui la faisait comparer par le comte d'Armagnac à un champ couvert de neige où fleuriraient des coquelicots. Le commandement de « colonne en avant ! » l'ébranla et, tranquille, en silence, elle marcha à l'ennemi. Détail curieux : les musiques de ses régiments jouaient alternativement la *Parisienne* et la *Marseillaise.*

La première ligne se composait de cent bouches à feu. Derrière, à peu de distance, douze bataillons en colonnes doubles et formant la première ligne d'infanterie, marchaient prêts à se déployer. La seconde ligne, reliée à la première par six bataillons, trois à droite, trois à gauche, pour couvrir les flancs en cas de besoin, comprenait aussi douze bataillons. Huit bataillons serrés en masse venaient en troisième ligne.

Huit autres bataillons étaient échelonnés sur la gauche et sur la droite, la tête de chaque échelon à la hauteur de l'intervalle de la deuxième à la troisième ligne. Ils devaient pré-

senter une ligne de carrés obliques en cas d'attaque sur les flancs de l'armée.

L'infanterie de la Garde, en arrière de la troisième ligne, formait la réserve-infanterie. La réserve-artillerie avait soixante pièces de canon. Une colonne de dragons marchait à la gauche ; une colonne de chasseurs et de lanciers à la droite de l'armée à la hauteur de la troisième ligne. Deux mille Bédouins chargeaient en tête, éclairant le pays.

Au bout d'une heure, les rangs sombres de l'armée turque apparurent. Elle avait fait face en arrière et acceptait le combat. Les Bédouins s'écoulèrent sur les flancs des corps égyptiens qui d'abord s'avancèrent comme s'ils voulaient aborder de front la position. Mais bientôt, sur l'ordre du colonel Selves, et sans que les généraux turcs ni M. de Moltke tentassent rien pour empêcher ou retarder une manœuvre qui les perdait, les troupes rebelles exécutèrent un « demi à droite », puis reprenant leur première direction par un « demi à gauche », elles parvinrent à déborder la ligne ennemie.

Tout l'effort se porta sur la gauche ottomane, accablée, tandis que la gauche égyptienne « refusait » et se dérobait aux coups que voulait lui porter la droite d'Hafiz. Cette manœuvre, qui semble renouvelée de celle d'Épaminondas à Leuctres, décida de la victoire. Les Turcs perdirent quatre mille hommes, leur artillerie tout entière, leurs munitions, leurs drapeaux ; et, dans sa fuite éperdue à travers champs, au milieu du bouleversement de la déroute, sur les chemins encombrés de soldats sans armes, de chevaux morts ou de caissons éventrés, M. de Moltke put entendre encore, au loin et s'affaiblissant par degrés, l'air de la *Marseillaise* que plus tard, dans un accès de vengeance longtemps couvée, il faisait jouer à ses musiques, en la mêlant de refrains d'Offenbach, devant l'armée française prisonnière.

Après cette défaite, M. de Moltke, découragé, revint à Berlin, fut décoré de l'ordre du Mérite, et nommé adjudant. Il reprit sa vie de bureau. On le retrouve à quelque temps de là, en Italie où il accompagne le prince Henri,

oncle du roi, qui meurt à Rome ; puis en Russie où il accompagne le prince royal, puis en Angleterre où il assiste aux fiançailles de Frédéric avec la fille de S. M. la reine Victoria. En 1858 seulement, son rôle commence à se dessiner nettement. De Roon, nommé ministre de la guerre, l'appelle à la direction du grand état-major général et, dès ce jour, il prépare, en même temps que la réorganisation de l'armée, la campagne de France.

Un voyage qu'il fit à Paris en 1851, le met en contact avec l'empereur Napoléon III. Il aime à le voir à cheval, mais il ne le trouve pas « imposant à pied ». Il est frappé de l'immobilité de ses traits « de la fixité de son regard presque éteint. » Il lui trouve un air de bonté « qui n'est guère napoléonien. » Plusieurs fois, dans ses lettres, il revient sur cette idée : « il n'a pas, dit-il, le regard sombre de son oncle ; il n'en a point le geste impérieux ni la démarche calculée. Ce n'est qu'à cheval qu'il a l'air impérial. » M. de Moltke observe soigneusement son futur adversaire, notant toutes ses faiblesses, cherchant à

lire au fond de sa pensée. Tel il le voit aux Tuileries, tel il le retrouvera, le lendemain de Sedan « l'air calme, la tête légèrement inclinée sur le côté, montrant dans la conversation de la bonhomie. »

Ce qui l'intéresse à Paris, au moins autant que la personne de l'Empereur, c'est notre organisation militaire et notre armée. Il visite les nouvelles casernes qu'il déclare « aussi somptueuses à l'extérieur que sales et malsaines à l'intérieur ». Il remarque que nous sacrifions trop à l'effet et que nos officiers ne « s'occupent point assez des choses sérieuses. » Les manœuvres des Saint-Cyriens l'étonnent, et il fait cette remarque qui montre bien son esprit méticuleux : « Les Français recherchent la précision et la percussion à l'intérieur dans l'exercice du fusil. Chez nous il serait impossible d'obtenir un son unique lorsque les crosses frappent la terre. Une arme abîmée peut seule résonner aussi longuement. »

Mais, l'heure sonne. La campagne de Danemark est ouverte. La France et l'Angleterre

laissent écraser leur allié. L'Autriche est, à la fois, dupe et complice du crime. Une crise belliqueuse sévit sur l'Europe, Benedeck se laisse écraser à Kœnigraetz et le vaincu de Nézib, le bureaucrate exact, le professeur consciencieux, se révèle grand homme de guerre.

Ses victoires lui ouvrirent la carrière politique. Il fut élu membre du Reichstag et y vint siéger. Doté par l'empereur d'Allemagne, créé comte, acclamé lors du retour des troupes par la population de Berlin, il conserva son sang-froid et il redevint l'homme correct, appliqué et soumis qu'il avait été jusque-là. Il vota toujours avec le Gouvernement. Quelque question qui fut soulevée : commerciale, économique, financière, militaire, maritime, agricole, il soutint le ministère avec la fidélité du soldat qui exécute une consigne. Jamais une pensée d'opposition n'effleura son esprit; jamais une hésitation n'arrêta sa main au moment de mettre un bulletin dans l'urne. Il introduisit dans les assemblées délibérantes la doctrine de

l'obéissance passive ; il ne se départit jamais en face du pouvoir d'une discipline sévère et respectueuse. Silencieux, raide et droit sur son siège, il assista pendant dix ans aux séances comme à la parade dans un Parlement qu'il avait l'air de prendre pour une caserne.

De loin en loin, il montait à la tribune pour appuyer des demandes de crédit au profit de l'armée ou pour donner des explications techniques. Sa parole était aride, claire, sèche, énergique. Point de fleurs de rhétorique ni de grands mouvements oratoires : des discours qui affectaient la concision d'un rapport. Pourtant, les arguments s'y accumulaient, nombreux, pressés, se succédant sans intervalle comme les coups de fusil d'un feu de file. La figure ne changeait pas d'expression, les bras ne faisaient pas de gestes, et l'absence absolue de mouvement donnait quelque chose de solennel à cette éloquence glaciale.

Les honneurs accumulés ne lui firent rien changer à son genre d'existence. Vainqueur de toute l'Europe, il continua à vivre modeste-

ment, solitairement, consolé par sa sœur, hanté par le souvenir de sa femme qu'il avait perdue et qu'il aimait. Rien, paraît-il, de plus simple que son intérieur, de plus rustique que sa petite maison de Kraisau. Dans les temps ordinaires il s'effaçait, laissant agir, parler et s'agiter les autres, peu soucieux d'occuper la scène, tout entier aux combinaisons scientifiques de la guerre moderne.

Chose curieuse ! Deux hommes bouleversent les empires et préoccupent le monde entier : un militaire et un diplomate : M. de Moltke et M. de Bismarck, et, après des guerres inouïes, des victoires qui rappellent celles d'Alexandre, de César et de Bonaparte, c'est le militaire qui rentre dans l'ombre, qui disparaît et dont on n'entend plus parler, et c'est le diplomate qui se dresse en pleine lumière, qui aspire à la dictature, qui veut régner sous le nom d'un empereur, qui prétend régenter l'Europe. Autant le militaire étonne par son mutisme et son humilité, autant le diplomate épouvante par son tapage et son orgueil. Les rôles semblent inter-

vertis et pour la première fois, l'histoire donne ce spectacle à l'humanité.

Le contraste est frappant et s'accuse en toutes choses : on le retrouve partout, dans la vie de ces deux hommes, dans leur manière d'être, dans leurs habitudes, dans leurs mœurs et jusque dans leurs costumes. Tandis que la jeunesse de M. de Moltke se passe dans l'étude et le silence, celle de M. de Bismarck est traversée d'aventures d'amour et de coups d'épée. Quoique diplomate, ce dernier mène l'existence d'un jeune officier galant et batailleur. Il a, sur son métier même, des mots à l'emporte-pièce, qui sentent le bivouac et que, certainement, M. de Moltke ne se serait jamais permis. « La diplomatie, dit-il, est un régime de truffes, de femmes et de décorations. » M. de Moltke est calme ; M. de Bismarck, emporté et violent. M. de Moltke se coiffe d'une petite casquette à galon rouge ; s'habille d'un dolman sombre, où paraissent à peine les signes de son grade ; M. de Bismarck endosse l'uniforme des cuirassiers blancs, met un sabre pour rédiger des protocoles, se pro-

mène partout avec un casque de cuivre dont la pointe ressemble à un paratonnerre, et fait sonner ses éperons sur le parquet du Reischtag. M. de Moltke, sa tâche terminée, va cultiver son jardin de Kraisau. M. de Bismarck, quand il est remercié par son maître, brise les chaises, se met en prières devant le tombeau de l'empereur mort, commande un cortège et quitte le ministère, des larmes de rage dans les yeux.

La grande force de M. de Moltke, c'est qu'il a été l'homme d'une idée. Il semble, tout jeune, avoir pressenti le rôle qu'il était appelé à remplir dans le monde et ne s'être pas écarté une heure de son chemin. C'est cette concentration intérieure qui fait la puissance des spécialistes, et il n'est point de plus terrible spécialiste que M. de Moltke. A un certain point de vue on peut le considérer comme un ouvrier. Un journal satirique d'outre-Rhin l'appelait assez plaisamment, un jour : « fabricant de victoires en chambre. » Il se confine dans son art, et fidèle au principe de la division du travail, ne veut point se mêler d'autre chose. Il rentre chez lui,

après ses victoires, comme un travailleur manuel dont la journée est finie.

De même, qu'il s'est engagé dans le grand atelier prussien, lui, Danois, peut-être aurait-il accepté de la besogne en Autriche, en Russie ou en France. Qui sait? Cependant, il s'est si bien pénétré de l'esprit allemand, qu'il n'y a pas d'Allemand qui paraisse plus Allemand que lui. Toutes les qualités guerrières et calculatrices de l'Allemagne se retrouvent en sa personne. Il s'est pour ainsi dire incorporé à sa patrie d'élection, et cette étroite assimilation fait de lui le plus étonnant comme le plus illustre des condottieri.

M. de Moltke n'a pas été seulement un grand homme. Il a été aussi un homme heureux. Si la fortune l'a laissé longtemps se morfondre dans le grade de lieutenant, — il est resté lieutenant douze ans; — si elle l'a condamné jusqu'à plus de soixante-dix ans au travail des bureaux, il semble qu'elle ne l'ait si bien gâté que pour le combler dans sa vieillesse et aux approches de la mort. Son plus grand bonheur, peut-être, est

de n'avoir jamais rencontré, dans ses campagnes, un adversaire au-dessus de la plus triste médiocrité. Soit qu'il lance les forces prussiennes sur l'Autriche ou sur la France, il ne trouve devant lui que des traîtres, des étourdis ou des indolents. Pas un n'est capable de lui résister, de le comprendre, encore moins de le deviner. Il peut toujours manœuvrer à sa guise, sans jamais être gêné dans ses combinaisons, et avec autant de sécurité que sur le champ de parade de Berlin. Menacé par lui, Benedeck reste inerte, attendant qu'on l'égorge à Kœnigratz, et Bazaine lui vient en aide. Quand par hasard, il se trouve en présence de véritables hommes de guerre, ces hommes de guerre commandent à des conscrits à peine habillés et à peine armés. Toute la campagne de France peut se résumer en un mot. Dans la première partie, M. de Moltke se trouve en présence d'une armée sans généraux ; dans la seconde partie il ne rencontre plus que des généraux sans armée.

Seul de tous les guerriers passés et présents, il a eu cette incroyable et prodigieuse chance.

Epaminondas rencontre Agésilas; Alexandre, Darius; Annibal, Fabius et Scipion; César, Vercingétorix et Pompée; Bonaparte, Wurmser, l'archiduc Charles, Blücher, Wellington. M. de Moltke, rien.

Qui sait, cependant, ce qui lui serait arrivé s'il avait trouvé en face de lui un homme d'initiative, d'intelligence ouverte, d'activité infatigable, de génie inattendu : un Marceau, un Hoche, un Masséna, un Napoléon ou même, comme à Nézib, un colonel Selves? Qui sait si cet homme n'aurait pas bouleversé ses combinaisons et dérouté sa science? Qui sait s'il ne lui serait pas arrivé ce qui est arrivé en 1806 aux élèves du grand Frédéric, ou pendant la campagne d'Italie aux généraux autrichiens, généraux méthodiques et calculateurs eux aussi, formés à la bonne école, de réputation bien établie et que l'Europe croyait invincibles? Qui sait si M. de Moltke, malgré son génie, ses plans de mobilisation et de concentration, malgré ses chemins de fer, malgré la landwehr et la landsturm, malgré la complicité de l'Alle-

magne du sud; malgré le dévouement des troupes bavaroises qu'il lançait sur les points dangereux pour épargner le sang de la Prusse, n'aurait pas été rejeté au delà du Rhin? Qui sait si la France n'aurait pas gardé ces deux morceaux d'elle-même la Lorraine et l'Alsace, aujourd'hui rivés à l'Empire, et qui protestent depuis vingt ans contre la dictature des statthalter?

LA POLITIQUE

DE M. DE MOLTKE

Le livre de M. de Moltke est aussi bref, aussi sobre de détails, aussi dénué d'agrément que son éloquence. Il se contente de raconter sans commentaires et sans phrases la campagne de 1870. L'œuvre est froide comme un livre de classe.

Quoi qu'en dise la presse allemande, la presse anglaise et même la presse française, on

trouve dans ce travail des traces de vieillesse. Par instants le style faiblit : la phrase n'a plus son énergie ordinaire. Elle est toujours simple et nette, mais elle manque de ce je ne sais quoi qui autrefois la faisait vivante.

Peu de très grands capitaines ont laissé le récit complet et détaillé de leurs opérations militaires. Les *Commentaires de César*, les quelques récits de Bonaparte, resteront comme chefs-d'œuvre. M. de Moltke, malgré sa concision et sa largeur de vues, ne s'élève pas à cette hauteur. Cela tient peut-être à ce que Bonaparte et César sont de grands politiques en même temps que de grands capitaines. De Moltke, lui, n'est qu'un soldat.

Il a cru devoir faire précéder son livre de quelques considérations générales, très courtes, qui tendent d'abord à établir une différence entre la guerre actuelle et la guerre d'autrefois ; ensuite à poser quelques principes politiques indiscutables. Ce n'est pas une des parties les moins curieuses de l'œuvre.

M. de Moltke commence par constater — et

le fait est indiscutable — que « le temps n'est plus où l'on voyait entrer en campagne des armées peu nombreuses, destinées seulement à soutenir des intérêts dynastiques. La guerre appelle aujourd'hui sous les drapeaux des nations entières, et il n'est point de famille qui n'ait à redouter l'issue d'un combat. Si les particuliers sont menacés, l'État ne l'est pas moins, et la paix n'est, à proprement parler, qu'une guerre latente. »

Ici se place la seule note un peu sentimentale du livre. « Il est permis d'espérer, dit M. de Moltke, que les guerres étant devenues plus terribles, seront de moins en moins fréquentes. » Mais peut-être n'a-t-il écrit cette phrase, si contraire à toutes ses doctrines passées, que pour affirmer les sentiments pacifiques de l'Allemagne.

« La guerre résulte surtout maintenant, non comme autrefois, de l'ambition des princes, mais bien du caprice des nations, des entreprises et des menées des partis qui se disputent le pouvoir, des embarras de la situation inté-

rieure, des intrigues des hommes politiques, des déclamations des chefs populaires. »

La résolution toujours si grave de déclarer la guerre sera, dit-il, bien moins souvent prise par un chef d'État responsable, par un empereur ou un roi absolu que par un gouvernement constitutionnel et libéral. En ce dernier cas, la responsabilité, s'éparpillant sur tous les membres d'une Assemblée, n'existe plus, et c'est bien plus facilement qu'on se lance dans les aventures. Cela conduit M. de Moltke à déclarer que les grandes guerres modernes ont pris naissance contre le gré des souverains, qui ne les désiraient pas.

Après cela, il examine la situation présente et trouve que l'Allemagne, unifiée et obéissant à son empereur, garantit la paix, tandis que le libéralisme du gouvernement français est une perpétuelle menace de guerre pour le continent.

Chacune de ces assertions exigerait un commentaire. Ce n'est certes pas le général qui parle ainsi : c'est le député ministériel, l'écri-

vain officiel ou officieux. Cette thèse qui veut quė les rois ne fassent plus la guerre dans un intérêt dynastique; qu'ils obéissent à leurs peuples en appelant tous les hommes valides sous les drapeaux; que le pouvoir absolu est une garantie de paix; que la France est dangereuse parce qu'elle est républicaine, est la thèse en tous temps soutenue par M. de Bismarck, développée cent fois par la presse allemande, rabâchée au Parlement par tous les ministres qui demandaient des crédits pour l'armée. Elle peut avoir, de l'autre côté du Rhin, une valeur parlementaire. Une valeur historique, elle ne l'a point, et elle ne l'aura jamais.

La contradiction d'ailleurs saute aux yeux. Après avoir établi que, seul, le pouvoir absolu d'un prince peut assurer la paix et que le sentiment de sa responsabilité empêchera toujours un homme tout-puissant de se lancer dans les aventures guerrières, M. de Moltke raconte que l'empereur Napoléon III a défié l'Allemagne pour des raisons toutes personnelles : parce qu'il avait besoin de prestige;

parce qu'il portait un nom qui l'obligeait aux conquêtes ; parce qu'il craignait les attaques de l'opposition ; parce qu'il sentait la nécessité d'amuser le peuple par un peu de gloire. Si jamais un exemple a infirmé une théorie, n'est-ce pas celui-là ? Et, lorsque M. de Moltke ajoute que la guerre ne se fera plus dans un intérêt dynastique, il semble oublier que ce même empereur Napoléon III, malade déjà et prévoyant sa fin prochaine, n'a désiré une victoire sur l'armée prussienne que comme un moyen d'assurer le trône à son fils.

M. de Moltke semble ignorer aussi comment la guerre a été déclarée par la France, à la suite de quelles intrigues de cour et de quelles supercheries législatives. Il semble ne jamais avoir entendu rapporter ce propos d'une malheureuse femme, aussi ignorante des choses que des hommes : « Cette guerre-là, c'est ma guerre à moi ! » Il semble n'avoir jamais pris de renseignements sur l'état des esprits à cette époque. Il semble ne pas savoir qu'à Paris, les bandes payées par la police criaient seules : « A

Berlin ! » Que les préfets, consultés sur les sentiments de la population, avaient unanimement répondu qu'elle voulait la paix; que toute la presse indépendante applaudissait aux protestations de Thiers, de Jules Simon, de Jules Favre ; que l'armée elle-même ne se sentait pas prête; que la nation, si enthousiaste lors de la guerre d'Italie, ne souhaitait que le repos et le travail.

Si jamais un acte du pouvoir personnel fut accompli malgré les vœux et en dépit du peuple, c'est celui-là. La France eut la main forcée. Elle fut lancée dans une guerre folle, qu'on sut rendre inévitable au moyen de dépêches supposées, de faux papiers et de fausses nouvelles. Si jamais il fut démontré que le pouvoir permanent est un danger pour une nation ; que la crainte des responsabilités n'arrête point un maître absolu ; que le vertige d'un seul homme peut précipiter un peuple à l'abîme, c'est ce jour-là.

Les faits protestent contre les théories de M. de Moltke. Il n'est pas vrai que les nations

libérales aient jamais, plus que les autres, menacé la paix européenne. La guerre, au contraire, a toujours été la conséquence de la tyrannie. Les princes guerriers ont été des princes tout-puissants. C'étaient des maîtres absolus que Louis XIV, Frédéric II et Bonaparte; c'était encore un maître absolu que Napoléon III. Les peuples, livrés à eux-mêmes, éprouvent rarement l'envie de se ruer les uns sur les autres; s'il est un régime pacifique, c'est la Démocratie. Elle a besoin de paix et de liberté; elle craint la guerre, d'où peut toujours sortir une dictature, et qui, heureuse ou malheureuse, lui devient également fatale.

Quand il expose de pareilles thèses, M. de Moltke ne cherche pas la vérité. Il plaide encore, comme à la tribune du Reichstag, pour son gouvernement, pour son empereur et pour son pays. Il emploie toute son autorité, toute la gravité de sa parole à persuader à l'Europe qu'elle n'a rien à craindre de l'Allemagne, et que la France est toujours l'ennemie universelle. Il ne parle pas en homme de guerre;

encore moins en homme d'État. Il parle en homme de parti, et la valeur de son livre s'en trouve diminuée.

On est frappé du soin avec lequel M. de Moltke énumère ensuite toutes les raisons qui peuvent obliger un souverain à déclarer la guerre. Il insiste sur « les malaises de la situation, » « les menées des partis, » « les dispositions des peuples. » Peut-être, ici, faut-il lire entre les lignes. Il semble que le feld-maréchal soit préoccupé de la situation intérieure de l'Allemagne et qu'il prévoie le cas où une diversion militaire deviendrait nécessaire soit pour échapper aux revendications socialistes, soit même pour souder définitivement entre elles les parties d'un empire nouvellement établi et que d'anciennes rivalités nationales, renaissant tout à coup, menaceraient de dislocation.

Ces inquiétudes du maréchal montrent combien est dangereux pour la paix le régime des monarchies absolues. Dans une démocratie, les questions les plus graves peuvent se ré-

soudre pacifiquement, sans que la guerre devienne un dérivatif indispensable. Nous en avons fait l'expérience. Trois fois depuis vingt ans, l'existence du gouvernement a paru menacée et personne n'a songé à la guerre : au 24 mai, en 1873 ; au 16 mai, en 1877 ; en 1889 enfin. Les élections générales ont mis fin aux conflits et ont apaisé les passions.

Dans un régime monarchique, que seráit-il arrivé ? Que ferait la monarchie allemande si le socialisme prenait un jour — et peut-être ce jour n'est pas loin — l'importance qu'avait prise en France le boulangisme ; si la guerre civile semblait imminente, si des provinces entières acclamaient les disciples de Karl Marx ; si dans les réunions électorales, dans les feuilles publiques, si de tous les côtés, dans les campagnes comme dans les villes, on réclamait un changement de gouvernement ? — Attendrait-elle patiemment l'heure fixée pour les élections générales ?

M. de Moltke a répondu à l'avance quand il a reconnu que les menées de partis et de leurs

chefs pouvaient conduire un souverain à déclarer la guerre. Les menées des partis et de leurs chefs n'acculent pas les républiques à cette extrémité. Elles offrent donc, plus que les autres gouvernements, des garanties de force, de stabilité et de paix à l'Europe. Les faits le démontrent d'une manière indéniable, et c'est l'histoire qui se charge de réfuter le feld-maréchal.

AVANT LA GUERRE

M. de Moltke établit, au début de son livre, en racontant les préliminaires de la guerre :

1° Que le gouvernement impérial avait une politique étrangère ;

2° Qu'il comptait, en entrant en campagne, sur la coopération de l'Allemagne du Sud ;

3° Que l'état-major français avait un plan de campagne ;

4° Qu'il avait préparé une expédition sur la côte allemande;

5° Que l'armée française était prête à la guerre.

M. de Moltke fait ainsi beaucoup d'honneur au gouvernement impérial, et il augmente intentionnellement la gloire du vainqueur.

Le gouvernement impérial n'avait pas de politique étrangère, ou plutôt il avait celle de l'impératrice, et cela revient au même. M. de Rothan et le prince Napoléon établissent d'une manière irréfutable que la France, avec un peu d'habileté, eût pu obtenir l'alliance de l'Italie et de l'Autriche. Le gouvernement italien voulait compléter son royaume en formation ; le gouvernement autrichien, poussé par l'archiduc Albert et le parti militaire, souhaitait prendre la revanche de Sadowa : tous deux désiraient que la France mît un terme à l'occupation de Rome. Le parti clérical, qui dirigeait l'impératrice Eugénie, ne le permit pas. Et le prince Napoléon, sans crainte d'être démenti, a pu écrire : « L'histoire impartiale dira que le pou-

voir temporel du pape a coûté à la France l'Alsace et une partie de la Lorraine. »

Voici pour la première assertion. Voyons la seconde. Le gouvernement impérial avait, il est vrai, compté sur la coopération des États de l'Allemagne du Sud ; mais, dès le 15 juillet 1870, il était fixé sur leurs intentions.

M. de Saint-Vallier les annonçait en ces termes :

« Vous voulez la guerre, disait le baron de Warenbühler, à notre ministre à Stuttgart, vous la voulez malgré toutes vos assurances pacifiques, malgré tous vos intérêts, malgré les mauvaises récoltes, malgré les gages de tranquillité et de calme que vous avez trouvés dans le plébiscite. Il y a huit jours vous aviez tout le monde avec vous; l'opinion en Europe approuvait votre juste susceptibilité; elle reconnaissait le bien fondé de vos griefs. Vos journaux ont commencé à détacher de vous vos amis, en prodiguant l'insulte à des souverains, à des peuples étrangers : ils ont donné prise sur nous

à la Prusse, ils ont facilité son action en lui permettant d'exalter les passions, ils nous ont rendu impossible l'attitude de réserve que nous étions déterminés à garder.

« Les actes du roi de Prusse avaient depuis quatre ans semé dans nos cœurs de graves rancunes; votre hautaine insistance nous force à nous rappeler qu'il est un des chefs de la nation germanique et que l'insulte qu'il subirait de la part d'un gouvernement étranger retomberait sur tous les États allemands. Vous rendez notre cause solidaire de la sienne, vous nous jetez dans les bras de la Prusse, vous cimentez notre alliance. *Hier, j'ai décliné les ouvertures prusiennes : tout à l'heure, je vais être forcé de les accueillir. Je sais qu'il en est de même à Münich. La Prusse va donc pouvoir compter sur l'alliance du Sud.* »

Passons à la troisième assertion. Il est bien vrai que M. le maréchal Niel avait préparé un plan de campagne. Mais en 1870, le maréchal Niel était mort, et son plan, enterré dans un

carton, n'en devait jamais sortir. La commission spéciale des chemins de fer, qui était parvenue, d'accord avec les grandes compagnies, à régler toutes les opérations de la mobilisation, avait elle-même été dissoute, à la fin de 1869, par M. le général Jarras.

Les faits parlent d'eux-mêmes :

Contrairement à l'avis du maréchal Niel, on crée une seule armée qui prend le nom d'armée du Rhin.

On décide d'abord l'offensive. On se résigne ensuite à garder la défensive, mais sans rien faire pour la rendre efficace. Les troupes, disséminées sur un espace immense, ne sont point reliées entre elles. Les différents corps s'ignorent et poussent les uns contre les autres des reconnaissances qui tombent dans les rangs français croyant rencontrer l'ennemi. Point de renseignements aux états-majors; point d'indications aux généraux ni sur les positions qu'ils doivent occuper en cas d'attaque, ni sur la route qu'ils doivent suivre en cas de retraite, ni sur la direction qu'ils doivent prendre pour se joindre,

ni sur les mouvements qu'ils doivent tenter pour se soutenir. Le 1er août, l'Empereur revient à l'idée de l'offensive. Une grande opération sur Sarrebrück est décidée à laquelle doivent prendre part Bazaine avec tout son corps d'armée, Frossard avec son corps d'armée, de Failly avec deux divisions et Ladmirault avec une. L'ordre de marcher est donné aux troupes. Le lendemain le contre-ordre arrive, et tout se borne à une escarmouche contre un poste frontière. Alors on revient à l'idée de la défensive, sans pourtant se soucier de l'ennemi, sans se demander ce qu'il fait, sans essayer de le savoir, sans tenter de l'inquiéter ou d'arrêter sa concentration qui s'opère tranquillement, à quelques kilomètres et comme sur un champ de manœuvre. Les magasins de vivres, le matériel, sont laissés sur la frontière ou dans des villes ouvertes à la portée des Prussiens. Pour passer le temps on fait imprimer des brochures sur les perfections du chassepot, qu'on distribue aux soldats. Arrive alors une dépêche du duc de Grammont disant que l'Eu-

rope s'étonne de notre inaction; que notre prestige diminue, que les sympathies se refroidissent, qu'il faut marcher en avant, ne plus tarder, livrer une bataille, et de nouveau l'offensive est résolue. Le major général va à Sarrebourg conférer avec Mac Mahon. On revient à la première idée de l'état-major : rabattre l'armée de Metz sur Strasbourg et, à la tête de 250,000 hommes, passer le Rhin à Maxau, tandis que Canrobert, avec les troupes de Châlons, ira surveiller la frontière. On résout de porter le 1er corps à Wissembourg et à Wœrth. On se décide à faire pour la première fois une reconnaissance sérieuse sur la Sarre, puis on renonce au projet, et la défaite arrive. Où M. de Moltke a-t-il vu un plan de campagne?

Parlant ensuite du projet de débarquement, M. de Moltke dit : « La flotte, très forte en navires de combat comme en transports, devait être employée à jeter sur le littoral allemand un corps de débarquement considérable afin de retenir dans le Nord une partie des forces prussiennes. »

Ce plan, au moment d'être exécuté fut reconnu inexécutable. Notre armée n'était point assez nombreuse pour qu'on en pût détacher 40 ou 50,000 hommes, chiffre fixé d'abord et au hasard. L'Allemagne avait pris ses précautions pour nous recevoir : la défense de son littoral admirablement organisée, la situation de ses ports de guerre et de commerce la mettaient à l'abri de toute attaque et même de toute surprise.

Les ports de l'Allemagne ont cet avantage d'être situés au fond de rades étroites ou d'estuaires qui en rendent l'accès à peu près impossible aux flottes ennemies : Wilhelmshaffen à l'embouchure de la Jahde qui commande la mer du Nord (acheté au duc d'Oldenbourg); Dantzig, qui surveille la Russie, forteresse à peu près imprenable, enfin Kiel au fond d'un fiord. Brême sur le Weser, Hambourg sur l'Elbe, Lübeck sur la Drave, Rostock sur la Warnow, Stettin sur l'Oder, sont militairement dans des situations aussi fortes. Au contraire, les ports français moins Brest, Rochefort,

Nantes, Bordeaux et Bayonne, se trouvent tous à fleur de côte.

La défense du littoral allemand avait été rendue aussi formidable que le comportaient les moyens alors connus.

Des compagnies de garde-côtes reliaient entre elles les stations télégraphiques établies sur toutes les hauteurs ; à l'entrée des fleuves, bouées et balises avaient été enlevées, et sur toutes les embarcations des pilotes, l'embargo avait été mis. Les pilotes avaient l'ordre de rester à terre. D'une rive à l'autre des fleuves des câbles de fer avaient été tendus et des torpilles, en grand nombre, immergées ; enfin, une armée de 200,000 hommes commandée par le général von Falkenstein, et abritée derrière les marais et les étangs qui presque partout bordent le rivage, se tenait prête à se porter sur le point où apparaîtrait la flotte ennemie.

L'expédition fut pourtant ébauchée. Un marché passé en 1870 avec les compagnies maritimes permit de réunir à Cherbourg une flotte de transports. Une division d'infanterie

de marine, celle qui devait plus tard combattre si glorieusement à Bazeilles, formait le noyau du corps de débarquement. Bientôt on s'aperçut de la folie de cette entreprise. « En effet, comme l'a fait remarquer un officier supérieur de la marine, une armée expéditionnaire ne peut franchir la Manche sur des transports que dans les conditions suivantes : 1,000 hommes par navire, 500 chevaux par navire, soit 36 navires pour 30,000 hommes et 15,000 chevaux seulement. Ces navires ne peuvent naviguer qu'à un câble de distance l'un de l'autre et tout au plus sur deux lignes de file; chaque navire, beaupré compris, ayant une longueur de 100 mètres environ, soit une longueur de 3,600 mètres pour cette double ligne. Pour être compacte et en réglant sa marche sur le plus mauvais marcheur, la vitesse moyenne ne pouvait excéder 8 milles. La traversée de la Manche aux rivages ennemis eût donc exigé au moins 48 heures de navigation. »

Le même officier général ajoute : « Quel est celui de nos amiraux qui aurait osé se charger

d'empêcher un navire à éperons filant 13 nœuds au moins, de faire une trouée dans l'escadre de transport? »

La marine se trouva donc réduite à son rôle ordinaire dès avant les hostilités. Nous avions deux escadres : une dans la Manche; l'autre, plus prête pour une action décisive, dans la Méditerranée. Celle-ci dut veiller d'abord sur l'embarquement et le transport de l'armée d'Afrique, qui aurait pu être entravé par l'escadre allemande. Mais l'escadre allemande s'empressa de rallier Wilhelmshaffen. Si elle avait voulu venir croiser entre Alger et Marseille, elle aurait pu nous créer de sérieux embarras. Mais, les Allemands ne veulent rien risquer et ne combattent qu'à coup sûr. Ils aimèrent mieux faire rentrer leurs vaisseaux au port que de courir la chance d'une défaite navale en empêchant notre mobilisation. L'armée qui devait périr à Reichshoffen passa tranquillement la mer.

L'escadre du Nord bloqua, pendant quelque temps les côtes allemandes. Elle était d'ailleurs

dépourvue de tout moyen d'action, ainsi que l'atteste la dépêche suivante recueillie dans les papiers des Tuileries :

Vice-amiral commandant en chef au ministre de la marine.

L'amirauté de Brest est dépourvue des cartes mer du Nord et Baltique. Envoyez quinze séries.

27 *juillet* 1870. M. Reybaud a expliqué pourquoi elle ne fit rien. « Pour bombarder Kiel, rançonner Hambourg, forcer les portes du fort de Jahde, dit-il, la première condition est de s'embosser à petite distance, et comment le faire avec de lourds cuirassés calant 8, 9 et 10 mètres ? Nul doute que pour mener à bien ces opérations de guerre mieux eût valu une escadre légère, armée d'un petit nombre de canons à pivot et installés dans le genre des monitors américains.

M. Merruau ajoute : « Notre flotte partie de Cherbourg sans préparations suffisantes, dépourvue des batteries nécessaires pour l'attaque des

défenses à terre, ne peut réaliser aucune de nos espérances. »

Cinquième assertion : M. de Moltke paraît croire que l'armée française était prête à la guerre. C'est un de ses compatriotes, M. le duc Guillaume de Würtemberg, qui s'est chargé de lui répondre sur ce point. Son livre, où la vanité allemande est atténuée par le respect de la vérité, constate que nos soldats n'étaient point formés à la tactique nouvelle et qu'on ne leur avait point appris à se servir de l'arme supérieure, le chassepot, qui se trouvait entre leurs mains. Ce qu'il en dit en trop instructif, tant au point de vue historique qu'au point de vue actuel, pour que nous ne le reproduisions pas :

« Dès les premières nouvelles de victoire qui nous arrivèrent au mois d'août de l'autre côté du Rhin, le télégraphe nous annonçait « que « les Bavarois avaient pris Wissembourg à la « baïonnette, et que les Prussiens avaient en- « levé le Geisberg du premier élan ».

« Deux jours après, Wœrth, Elsasshausen et Frœschweiler étaient emportés d'assaut, et les hauteurs presque inaccessibles du Spicheren, près de Sarrebrück, prises au pas de charge. Lorsque enfin parvint la nouvelle de la prise à jamais glorieuse mais sanglante du village de Saint-Privat par la garde prussienne, où la bataille près de Metz (appelée officiellement aujourd'hui bataille de Gravelotte) se décida en notre faveur, il ne fut plus permis de douter que la vieille tactique offensive, même avec les canons se chargeant par la culasse, ne fût le seul mode d'attaque fécond en résultats assurant la victoire (et tous les nôtres, ainsi que l'armée russe, s'en réjouissent), et que la vieille attaque en masse, que l'on croyait bannie par les nouveaux canons, ne fût remise triomphalement à sa place.

« Au commencement aussi on croyait devoir douter de l'exactitude des bulletins de victoire des Prussiens ; les brillants résultats qu'obtint si rapidement l'armée prusso-allemande prouvaient cependant que l'on ne pou-

vait plus discuter les rapports des premiers télégrammes. Par des relations plus détaillées il devint même évident que la tactique d'attaque à la baïonnette avait donné des résultats d'une incomparable importance.

« Une des causes principales qui me décida à courir, immédiatement après la conclusion de l'armistice, sur le théâtre de la guerre, fut de fixer mes idées sur la manière d'attaquer de l'infanterie prusso-allemande, et je crois, dans le peu de temps de mon séjour, avoir réuni assez de précieux détails pour pouvoir publier un document aidant à la solution partielle de cette question.

« Je me permets de faire part, dans ce qui va suivre, de tout ce que j'ai appris et des conclusions que j'en ai tirées.

« Avant de dépeindre l'offensive de l'infanterie prusso-allemande, je dois céder le pas à la défensive, et je m'adresse d'abord à l'armée française.

« Les Français, dès le commencement de la campagne, par les fautes stratégiques de leur

commandement, ainsi que par les ingénieuses conceptions de de Moltke et leur merveilleuse réalisation par les chefs de l'armée prussienne, avaient été contraints à la défensive et amenés à un genre de combat peu conforme à leur nature, auquel ni les généraux ni les soldats n'avaient été en temps de paix suffisamment habitués et rompus.

« La force de la défense repose principalement dans la justesse du tir. L'infanterie française était armée d'un fusil qui surpassait de beaucoup le fusil à aiguille prussien en légèreté, en rapidité pour charger, en portée, par la tension de la trajectoire, en justesse et en force de pénétration. Le chassepot est incontestablement une des meilleures armes qui existent présentement. Les désavantages qu'il présente disparaissent rapidement en face de ses qualités.

« Mais à quoi sert d'avoir la meilleure des armes entre les mains, si l'on ne sait pas s'en servir? Le soldat français connaissait les propriétés précieuses de son arme; mais une étude superficielle, qui comprend bien l'effet sans se ren-

dre compte des causes, le conduisit à un mauvais usage de cette arme remarquable, ce qui fut fatal au plus haut point à l'armée française.

« Depuis le combat de Mentana, où pour la première fois le chassepot avait été mis à l'épreuve, la confiance dans la supériorité d'une arme qui tirait en une minute sept ou huit projectiles à une distance de 2,000 pas, s'était fortement établie dans l'armée française.

« Couvrir de projectiles les divisions ennemies à une distance de plus de 1,000 mètres sans qu'elles pussent répondre, s'approcher des positions qu'elles occupent à une distance de tir efficace, était érigé en axiome par les tacticiens français et trouvait dans l'armée une approbation unanime.

« Pour le tir à la plus grande distance, il faut viser au-dessus du dernier cran de la hausse, afin que la poussée de haut en bas de la crosse soit annulée.

« Chacun sait combien l'art de viser est difficile. Mais on ne peut soutenir que le Français aime à se donner de la peine : l'insouciance et

la routine. la vieille coutume que les anciens soldats avaient de faire feu sans que l'arme ait été placée à la hanche, mettaient à jour la mauvaise habitude de placer l'arme la crosse en bas dans la main gauche, sous une inclinaison de près de 45°, de pousser précipitamment avec la main droite cartouche sur cartouche dans la chambre, et sans viser, de faire feu à peu près dans la direction de l'ennemi. On a trouvé pour cette manière de tirer le nom de « moulin à café ».

« Bien qu'on ne pût admettre que les désavantages d'un gaspillage aussi insensé de munitions dussent rester cachés, cette funeste habitude se conserva néanmoins pendant toute la campagne. Des preuves sans nombre confirment les récits des officiers et soldats prussiens; les Français, surtout dans les derniers temps, ont tiré exclusivement de cette manière.

« Placés derrière de hauts murs non crénelés, bien cachés dans des trous, derrière des retranchements, derrière des haies, ils lançaient leurs projectiles en quantité incroyable contre l'ennemi, vrais coups de hasard qui battaient un rayon

de 1,200 à 1,800 pas du point de départ ou de l'emplacement des abris, et couvraient de plomb toute une zone de terrain. Le nombre épouvantable de cartons que l'on peut trouver partout où ont tiré des détachements de tirailleurs français, la grande quantité de projectiles que l'on rencontre à des distanees de 1,200 à 1,800 pas de ces endroits, pendant que, plus près ils se montrent bien plus rares; les traces des balles aux arbres et aux maisons, qui prouvent avec évidence la direction fortement tendue de la trajectoire, ne laissent aucun doute sur la manière de tirer des Français.

« Ce tir exécuté commodément et en sûreté était désastreux pour les détachements qui tombaient au milieu d'une telle pluie de balles; mais il attirait aussi ses adversaires dans un rayon plus rapproché et moins exposé, d'où ils pouvaient, avec leurs armes, tirer des coups efficaces, et trouvaient bientôt le tireur sans défense par suite de son incessant gaspillage de munitions.

« Partant du principe vrai, que la défensive, même avec le meilleur choix et la fortification

la plus ingénieuse des positions (et dans cet art les Français ont déployé une habileté de maître), doit rester sans résultat et être bientôt brisée quand elle ne s'allie pas à l'occasion avec l'offensive, les Français ne manquèrent jamais de faire des attaques offensives.

« Mais là aussi se voyaient encore le caractère superficiel et le défaut de réflexion, qui sont évidemment le propre des nations latines.

« Ils agissaient d'après l'exemple, l'ordre une fois donné et adopté, sans se demander pourquoi l'offensive qu'ils cherchaient restait constamment sans résultat.

« L'offensive franche, directe, fut seule et exclusivement employée par la défense. Avec un courage hardi, une grande vivacité et un élan incomparable, leurs masses profondes se précipitaient des abris qui les couvraient contre l'ennemi, masquaient par leur sortie le feu de leurs propres tirailleurs, tombaient bientôt sous le feu à volonté ou de salve de leurs adversaires placés ou amenés en position, et étaient forcés,

avec des pertes énormes, de se retirer derrière leurs abris.

« Les mouvements de flanc, l'offensive par saccades et par bonds de petits détachements, qui s'assemblent et se renforcent peu à peu sous la protection du feu parti d'un bon abri, pour tenter alors à une plus faible distance une attaque vigoureuse contre l'ennemi, toutes ces manœuvres ne furent que le plus rarement possible mises en jeu par les Français.

« Si je me suis aussi longtemps appesanti sur ces deux points, c'est que j'y crois reconnaître les deux causes principales des désastres des Français. Les opérations stratégiques menées de main de maître, la supériorité incontestable de l'artillerie prussienne, les services extraordinaires rendus par les reconnaissances de cavalerie, n'auraient pas amené des résultats tels que cette campagne en présente, si l'infanterie française avait mieux combattu et avait été plus manœuvrière.

« J'arrive maintenant à l'offensive prussienne, La formation réglementaire pour une attaque

offensive est la formation par demi-bataillons, de manière que, dans chaque bataillon, deux compagnies marchent avec les pelotons de tirailleurs et entretiennent seules le combat aussi longtemps que possible, pendant que les deux autres compagnies suivent comme réserve ou soutien.

« Cette disposition du combat ne pouvait être maintenue en face du chassepot à longue portée, parce que la réserve, par suite du tir précédemment décrit des Français, souffrait plus que les troupes qui combattaient véritablement.

« C'est en tout cas une preuve du courage de la troupe, aussi bien que de l'intelligence des chefs, que les pertes énormes que subirent les détachements dès leur premier engagement avec l'ennemi ne causèrent pas de mouvement de retraite, mais amenèrent les compagnies de soutien à chercher un abri contre un feu meurtrier : la formation en demi-bataillons se transforma ainsi en ligne de colonnes.

« L'instruction supérieure des tireurs prussiens leur indépendance unies à la direction habile et

confiante des commandants de compagnie, produisirent dès le premier engagement de brillants résultats...

« De la bataille de Gravelotte, je n'ai qu'un épisode à peindre, et c'est l'attaque de Saint-Privat. Il est d'un tel intérêt, qu'il demande une courte description du champ de bataille.

« Le champ de bataille du 18 août est une des plus fortes et des plus remarquables positions que l'on puisse imaginer. C'est un terrain labouré montant faiblement par quelques douces ondulations : l'une d'elles, derrière la position capitale, représente un entonnoir dont le bord oriental dépasse le bord occidental et donne naissance à une position, qui est bornée à l'Est par la chute brusque du plateau, derrière lequel il est possible de couvrir des réserves, sans qu'elles aient cependant les mouvements libres. A droite, c'est-à-dire devant Roncourt et Saint-Privat, le terrain est complètement libre et découvert. Devant Amanvillers, s'étend à près de 2 kilomètres, le long de la position principale, le bois de la Cusse, qui est très clairsemé.

« Devant toute la gauche se trouve une dépression, qui finit par un ravin auquel conduit le chemin creux appelé le défilé de Gravelotte. Ce ravin est comblé au nord des défilés à travers les bois de Genivaux et l'on ne peut nier que ce bois et le ravin ne soient un moyen de couvrir l'approche de l'agresseur, c'est-à-dire un désavantage pour la défense. Mais la position principale reste encore à une distance de 1,200 à 1,800 pas du ravin, qui, même plus loin, sur la pente, est très difficile à franchir, de sorte que les avantages et les désavantages se balancent. La position n'offre pas véritablement d'appuis pour les ailes ; mais l'aile gauche était protégée par les ravins, dont le débouché se trouve dans le voisinage des forts de Metz, pendant que l'aile droite était fort éloignée des avant-postes ennemis.

« La partie occupée de la position avait 12 kilomètres d'étendue. Les Français n'avaient que faiblement défendu les approches, et, suivant leur habitude, n'avaient pas fait d'abatis. On avait creusé çà et là, sur les points principaux, des trous pour les tireurs, ce qui était une

exagération à cause des abris étagés dont nous avons parlé. Dans Saint-Privat, les murs des maisons étaient presque à la même hauteur les uns derrière les autres, de sorte que les défenseurs des premiers étaient fusillés par ceux des derniers. Quant aux autres constructions et aux villages de la position, ils n'offraient aucune défense particulière. Amanvillers se trouve presque invisible dans un pli de terrain, Roncourt et Saint-Privat comptent peu de maisons, Montigny-la-Grange, la Folie, Moscou, Saint-Hubert et le Point-du-Jour sont des maisons isolées, des fermes.

« On sait, par les nombreuses relations de le bataille, que l'aile droite prussienne (1re armée) était déjà engagée dans une lutte opiniâtre près de Gravelotte, que la gauche (2e armée) continuait vers le nord sa marche par échelons et conversait ensuite par mouvements successifs sur la ligne de bataille.

« La garde, ainsi que le 12e corps saxon, placés à l'extrême gauche, rencontrèrent à Sainte-Marie-aux-Chênes une très énergique

résistance, et, après l'avoir vaincue, le 12e corps continua sa marche vers le nord, pendant que la garde faisait une conversion à droite et marchait entre Habonville et Sainte-Marie-aux-Chênes, face et contre Saint-Privat.

« Déjà, pendant l'attaque de Sainte-Marie-aux-Chênes, le commandant d'artillerie de la garde, le prince de Hohenlohe, avait réuni 84 pièces contre Saint-Privat et canonné la position des Français d'abord à une distance de 2 kilomètres (2,640 pas), puis à environ 2,000 pas, de la manière la plus efficace.

« A cinq heures de l'après-midi le commandant de la garde crut l'ennemi suffisamment ébranlé pour oser tenter l'attaque sur un terrain découvert, complètement dépourvu d'abris et montant faiblement.

« La 4e brigade de la garde (Kessel) s'élança la première d'Habonville en deux lignes de colonnes dans la direction de Saint-Privat, précédée de pelotons de tirailleurs; un quart d'heure après, la 1re division de la garde (Pape) sortit de Sainte-Marie-aux-Chênes et dans le

même ordre. Sainte-Marie est à 2 kilomètres, Habonville à 3 environ de la clef de la position française; les deux brigades arrivèrent ainsi presque en même temps dans la zone dangereuse du feu ennemi.

« Le front d'attaque ne comptait guère plus de 2,000 pas, de sorte que les hommes étaient sur dix rangs : ce fut certainement la formation la plus profonde qu'aient employée les Prussiens dans cette campagne. L'effet du tir ennemi fut si meurtrier à plus de 1,500 pas, que, dans les brigades actives, plus de 6,000 hommes tombèrent en dix minutes : il fallut aussitôt suspendre la marche en avant.

« Ne pas se laisser rompre par la puissance terrible du feu ennemi provoquant un échec momentané, rester toujours prêt à combattre dans la main de ses chefs, pouvoir, cinq quarts d'heure après, lorsque les Saxons eurent poussé leur marche jusque sur les hauteurs de Roncourt et par un mouvement tournant parvinrent à déborder l'aile droite française, renouveler victorieusement l'attaque, de concert avec le 9e corps

placé à la droite de la garde : telles sont les marques brillantes de la bravoure et de la discipline, qui sont innées dans le corps de la garde prussienne.

« La détermination rapide du commandant de la garde, qui fait cesser au vrai moment l'attaque déjà commencée, et prévient ainsi la ruine inévitable de son corps, n'est pas moins digne d'admiration.

« Il faut cependant se garder, parce que les Prussiens ont réussi, d'en tirer une conclusion pour le succès futur de leur tactique.

« Il vaudrait mieux rechercher ce qui n'a pas réussi aux Français et pourquoi ils ont échoué. Il est un fait certain, c'est que presque aucune attaque des Français n'aboutit contre des murs ou des retranchements défendus par les Allemands. Les Français n'obtinrent que quelques succès d'avant-postes, pendant qu'un nombre dix, vingt fois supérieur n'arrivait souvent à aucun résultat.

« Ainsi : au Bourget le 21 décembre, à Villiers le 30 novembre et le 2 décembre, au com-

bat du Mont-Valérien le 19 janvier, à Beaune-la-Rolande le 28 novembre et à Bazoche-les-Hautes le 2 décembre.

Toutes ces attaques étaient des offensives directes, en ordre déployé ou plutôt en ordre irrégulier, sur des positions découvertes, contre des tranchées ou des murs défendus par l'ennemi.

« Au lieu de tenir ferme sur le front et d'opérer sur les flancs du côté où la supériorité du nombre promettait la victoire, ce ne fut qu'une suite d'attaques, qui firent chaque fois de nombreuses victimes.

« A Villiers, le 30 novembre, il y avait deux plateaux, à 600 pas des murs de jardins, occupés par deux bataillons wurtembergeois; on les prit et on les garnit de mitrailleuses, pendant que trois brigades françaises se trouvaient derrière. Au lieu de faire, couverts par les hauteurs, un mouvement de flanc, pour séparer Villiers de Noisy et s'avancer sur un terrain depuis longtemps, mais non suffisamment fortifié, contre l'endroit appelé Tilliers, il n'y eut que des attaques continuelles contre les murs de jardins,

dont les défenseurs résistèrent toute la journée.

« La même chose arriva aux murs des jardins de la Bergerie, non loin des retranchements de Montretout, au-dessus de Saint-Cloud, le 19 janvier.

« Je suis arrivé, en discutant toutes ces considérations, à être complètement persuadé que l'attaque à la baïonnette est seulement praticable avec un grand élan pour des détachements faibles ou déployés; autrement il faut toujours employer l'offensive par les feux.

« Le principe qu'on ne doit chercher la décision que dans l'offensive, et que la défensive ne peut être considérée que comme une préparation à l'offensive, ne se trouve ainsi nullement altéré; il ne peut être ruiné surtout par aucun changement dans l'armement.

« Depuis l'introduction du fusil se chargeant par la culasse, l'effet des feux, aussi bien dans la défensive que dans l'offensive, a atteint un tel degré de puissance, que l'attaque à la baïonnette, dont l'action est restée la même, ne peut plus être employée contre eux.

« La tactique des Français, dans la guerre qui vient de finir, nous donne la preuve, par l'insuccès de leurs nombreuses charges à la baïonnette, que l'offensive directe contre le nouveau fusil bien employé reste sans effet; par contre, la tactique prussienne nous montre que, par un habile emploi du fusil se chargeant par la culasse, l'offensive par les feux est un mode d'attaque auquel la défensive ne peut que momentanément résister, quand un terrain découvert ne place pas l'agresseur dans une position par trop désavantageuse.

« Tant que l'usage du fusil se chargeant par la bouche ne permit pas au fantassin le maniement vif et rapide de son arme d'ailleurs excellente, cette arme resta seulement défensive. Son emploi dans l'offensive était si difficile que, pour le succès d'un combat par les feux, il valait mieux des troupes bien dressées qu'une grande masse d'infanterie.

« D'ailleurs, on peut maintenant comparer.

« L'attaque et les feux, avec le fusil se char-

geant par la culasse, ne rencontre plus d'obstacles devant elle.

« Le plus grand mérite des généraux prussiens est assurément d'avoir réuni, avec une précision aussi extraordinaire, de grandes masses au point décisif et de s'être ainsi trouvés, partout où il était nécessaire, supérieurs à l'ennemi. Il ne faut pas moins louer la tactique prussienne de n'avoir prodigué les grandes réserves, qu'elle avait en main que dans les cas exceptionnels, dans des attaques en masse, en tâchant de soutenir la lutte avec les seuls forces engagées.

« Les Prussiens, et nous sommes, je crois, entièrement de leur avis, attachent une importance capitale à l'habile direction de l'offensive par les feux. Ils ont combattu avec un succès tel, qu'ils ne pouvaient rien espérer de plus brillant.

« Les Prussiens, pendant de longues années, n'ont ménagé ni l'argent ni la peine, pour apprendre à fond à toute leur infanterie les différents modes de combat par les feux.

« Ce fut le triomphe d'une instruction sérieuse et intelligente qui, dans un but toujours pratique n'épargna ni temps, ni travail, ni force, ni patience, d'être arrivée à donner aux soldats une éducation guerrière.

« L'habitude et l'habileté des marches, le sang-froid dans les feux, et par suite une plus grande adresse, l'individualité et la confiance qui en résulte, telles sont les qualités avec lesquelles l'infanterie prusso-allemande, dès les premiers combats, a tenu tête aux Français, puis brisé leur résistance et les a si bien ruinés, que des anciennes troupes françaises il ne reste plus que des débris inutiles, et, jamais au monde, armée n'a été si complètement abîmée et détruite que l'armée française dans la dernière campagne. »

On voit ce qui reste des assertions de M. de Molke.

Au point de vue diplomatique, la France s'était isolée et, pour sauver le pouvoir temporel du Pape, l'Empereur avait refusé les alliances qui s'offraient.

Au point de vue stratégique, ses armées étaient sans chefs, sans objectifs, sans pensée.

Au point de vue de l'instruction militaire, ses soldats n'étaient pas dressés à la grande guerre.

Au point de vue du nombre, la France pouvait à peine mettre en ligne la moitié des forces de l'ennemi.

Au point de vue maritime, elle était impuissante.

Cela diminue un peu la gloire de M. de Moltke et justifie cette appréciation de M. de Freycinet. « L'expérience a pris le change sur le compte de ce grand esprit. On a vu en lui un stratège inspiré du génie de Napoléon et d'Alexandre, tandis que ce n'est qu'un patient calculateur, un travailleur obstiné qui a cherché et trouvé le succès dans le soin accordé à chaque chose, dans la précision accomplie des détails. La gloire de M. de Moltke sera, non dans ses conceptions stratégiques, qui sont peu variées et ne sont pas très difficiles à pénétrer, mais plutôt dans la constitution de son état-major devenu un instrument de premier ordre. »

SPICKEREN, WISSEMBOURG,

WŒRTH

Avec beaucoup de bonne foi, M. de Moltke oppose la solidarité qui unit les généraux prussiens aux jalousies qui divisent les généraux français. La jalousie des chefs semble, en effet, être une maladie spéciale à l'armée française. La campagne d'Espagne, la campagne de 1806, beaucoup des campagnes de la Révolution, la guerre de Vendée entre autres, et, plus récem-

ment la campagne de 1859, en Italie, en ont fourni d'horribles preuves. Jamais, cependant, elle n'avait été poussée aussi loin qu'en 1870. Le mot de Bazaine pendant que Frossard est écrasé à Forbach : « Le professeur reçoit une leçon », les lenteurs du général de Failly qui ne va pas rejoindre Mac-Mahon comme il en a reçu l'ordre; les querelles des généraux à Metz, les dissentiments qui persistent en présence de l'invasion, les amours-propres qui luttent encore dans la débâcle, les rancunes qui éclatent au milieu de l'effondrement, tout annonçe et explique notre chute.

Le maréchal expose ensuite, dans tous leurs détails, les mesures prises pour amener la mobilisation et la concentration de l'armée allemande et il pose ce principe : (traduction de M. Jaeglé citée par le *Temps*.)

« C'est une erreur de croire qu'il soit possible d'établir longtemps à l'avance un plan de campagne et de pouvoir le suivre point pour point du commencement à la fin. La première rencontre avec le gros des forces ennemies créera,

selon son issue heureuse ou malheureuse, une situation toute nouvelle. Bien des choses que peut-être on aura eu le dessein d'exécuter se trouveront être irréalisables. Beaucoup d'autres, au contraire, seront possibles auxquelles on ne pouvait s'attendre d'avance. Saisir nettement les modifications que les événements auront fait subir à la situation, prendre les mesures voulues pour un laps de temps relativement restreint et les exécuter avec toute la résolution désirable, c'est là tout ce que l'état-major général saurait faire. »

Il ajoute, précisant sa pensée et énumérant son plan de campagne : « Paris devait être l'objectif de l'armée allemande. En France, plus que dans tout autre pays, la prise de la capitale est importante. Pour arriver là, il fallait s'efforcer de refouler les forces françaises, loin du Sud, dans la région plus étroite du Nord.

« Mais, avant tout, on devait attaquer brusquement et partout où l'on trouverait l'ennemi. »

On voit que M. de Moltke a été servi par nos

généraux, mieux encore que par les siens. Bazaine s'enfermant à Metz a ouvert la route de Paris, et, Mac-Mahon qui devait le couvrir, est allé se réfugier dans le Nord, à Sedan.

Quant à l'attaque brusque elle se dessina dès que l'armée allemande fut prête.

Wissembourg commence la série des défaites. On sait que les « lignes de Wissembourg » prises d'assaut par Wurmser, en février 1793, reprises par Hoche, s'étendent à l'est jusqu'à Lauterbourg et à l'ouest jusqu'à la forêt de Mundat. Elles avaient été construites lors de la guerre de la succession d'Espagne. C'est là, sur ces positions si souvent couvertes de notre sang, que se rencontrèrent les deux armées.

Il faut s'arrêter à ces deux batailles : Wissembourg et Spickeren. Les fautes commises par nous diminuent un peu la gloire de l'armée allemande, en mettant mieux en relief l'héroïsme de nos troupes. Pour Wissembourg, nous avons suivi de préférence le beau récit de M. L. D*** qui nous paraît le plus court et le plus complet.

L'extrême avant-garde de l'armée française

sur la frontière entre les Vosges et le Rhin, en arrière de la Lauter, à hauteur de Wissembourg, était formée par la division du général Abel Douay dont l'effectif, des plus restreints, n'était même pas au complet. Douay n'avait à sa disposition que 11 bataillons d'infanterie comptant un peu plus de 5,000 hommes, 3 escadrons de cavalerie et 3 batteries d'artillerie, dont une de mitrailleuses soit 5,500 hommes en tout. En face de lui 40,000 Allemands de toutes armes, largement pourvus d'artillerie et éclairés par une nombreuse cavalerie.

Tenir dans ces conditions et courir les chances d'un combat autre qu'un simple engagement d'avant-garde, était plus que de la témérité. Aussi, le soir du 3 août, après avoir reconnu d'importants mouvements dans les lignes ennemies, le général Douay était-il résolu à battre en retraite pour se rapprocher du gros de l'armée et en particulier de la division Ducrot, installée dans les environs de Reichshoffen. Il écrivit dans ce sens à Ducrot, sous les ordres duquel il était placé provisoirement.

Mais Ducrot lui prescrivit de maintenir sa situation coûte que coûte et d'accepter la bataille le cas échéant.

Le versant sud de la Lauter était territoire français. A quelques kilomètres au sud et coulant presque parallèlement, la Seltzbach forme une ligne de défense excellente. Entre ces deux rivières s'étendent des hauteurs assez élevées aux pentes difficiles à l'escalade, offrant une position défensive rendue plus forte encore par les anciennes lignes de Wissembourg qui offraient des abris utilisables ; le front étant partagé par la rivière elle-même, et la gauche couverte par de grands bois impénétrables qui couvrent les sommets du Pigeonnier. Wissembourg est une ancienne place forte déclassée depuis 1867, mais ses défenses n'avaient pas été détruites. Les remparts formaient une enceinte continue, entièrement fermée, à l'abri de l'escalade et protégée par des fossés pleins d'eau.

Dès le 3 août au soir, Douay avait fait occuper par un bataillon du 74e de ligne la ville gardée par quelques gardes nationaux organisés à la

hâte et répartis au hasard pour utiliser tant bien que mal les canons lisses oubliés dans la place. Il négligea, contrairement aux règles les plus élémentaires, d'occuper le gros village d'Altenstatt, à la sortie de Wissembourg, qui pouvait servir à défendre le chemin de fer et le petit fort de Saint-Remy commandant sur de rares points le passage de la Lauter. Mais les ordres n'avaient même pas été donnés pour la destruction des ponts. Or, cette destruction aurait dû être la première pensée d'un chef de troupe isolée, placé dans une situation critique, obligé de rester sur la plus stricte défensive et pouvant uniquement espérer de maintenir l'ennemi assez longtemps en respect pour pouvoir battre en retraite honorablement.

En arrière de Wissembourg, sur les hauteurs, le gros de la division fut massé et bivouaqua (le reste du 74ᵉ, le 50ᵉ, deux bataillons du 78ᵉ, un régiment de turcos et deux batteries de canons). La batterie de mitrailleuses avait été placée un peu plus loin entre le Schafbusch et le Geissberg, au sommet de la butte des Trois-Peupliers, point

culminant, avec le 16e bataillon de chasseurs.

Dès l'aurore du 4 août, à 5 heures et demie, par une pluie fine et pénétrante une patrouille composée de deux compagnies fut envoyée en reconnaissance, mais n'accomplit pas convenablement sa mission et revint sans avoir aperçu l'ennemi nulle part. Douay, rassuré par son rapport et persuadé qu'il ne serait pas attaqué de la matinée, donna l'ordre de cesser la veillée des armes, de faire la soupe et de se préparer aux corvées journalières. A 8 heures et demie les marmites n'étaient pas encore sur les feux allumés que le canon se faisait entendre sur la rive gauche. C'était le IIe corps bavarois qui attaquait et ouvrait le feu contre le corps de la place.

Douay prit aussitôt ses dispositions, établit la brigade Pellé en première ligne, avec mission de défendre Wissembourg et ses abords, et la brigade Montmarie en seconde ligne sur le Giessberg ; lui-même occupait la ferme de Schafbusch avec la batterie de mitrailleuses et un bataillon du 50e comme dernière réserve.

Douay, déjà si faible en nombre, avait eu le tort de réduire encore de moitié ses forces en ne les concentrant pas uniquement soit sur Wissembourg et la Lauter, soit sur la ligne du Geissberg.

En même temps que le IIe corps bavarois attaquait par les hauteurs de Schweigen avec quatre batteries et trois régiments d'infanterie, le Ve corps prussien s'avançait par la route de Spire avec cinq batteries, de sorte que Wissembourg était vigoureusement pressé par son front nord et son front est.

Après avoir concentré tous les feux de leur artillerie sur la position à enlever, les Bavarois formèrent leurs colonnes d'attaque et s'avancèrent jusqu'au pied des remparts. Repoussés par une vigoureuse sortie des turcos, ils furent refoulés à la baïonnette jusque sur leurs batteries, qui rouvrirent aussitôt leurs feux et forcèrent les turcos de chercher un abri dans la ville après avoir subi de grosses pertes. Pendant ce temps le Ve corps prussien s'emparait d'Altenstatt, et ensuite de la gare et du faubourg.

Malgré une vigoureuse résistance, il forçait le 78ᵉ à se replier dans la ville et tentait avec une de ses brigades de forcer la porte de Landau, tandis qu'une autre montait à l'assaut du Geissberg, d'où elle fut repoussée une première fois jusqu'à la voie ferrée. Notre succès ne fut pas long; le Xᵉ corps prussien débouchait des bois et entrait en ligne sur notre flanc droit avec deux batteries et deux régiments après avoir franchi la Lauter au pont de Bienwald et traversé la forêt de Niederwald sans trouver la moindre résistance.

Vainement Douay voulut faire replier, sous la protection du 74ᵉ toujours maître du Geissberg, la brigade du général Pellé, qui, trop engagé, ne put évacuer Wissembourg et se rallier à lui. Assailli à la fois par les XIᵉ et Vᵉ corps, il opposa une résistance héroïque au second assaut des Prussiens dont la masse devenait à tout instant plus compacte. Sans même brûler leurs cartouches, les turcos, baïonnette en avant, et poussant des cris, repoussèrent les premiers qui se présentèrent. Ils se faisaient un rempart de

leurs ennemis morts. La lutte toutefois était par trop inégale pour pouvoir se prolonger. Les portes ayant été défoncées par les batteries allemandes, les Bavarois et les Prussiens pénétrèrent presque en même temps dans la cité, mais le combat continua par toutes les rues où se répandaient les envahisseurs. Le nombre finit par l'emporter et après que chaque carrefour, chaque lot de maisons eut été enlevé, que les points principaux de la ville eurent été occupés et que toute résistance fut devenue impossible, le millier de soldats français survivants fut réduit à mettre bas les armes.

Pendant que Wissembourg était ainsi enlevé d'assaut, le XIe corps poussait vigoureusement l'attaque du Geissberg. Refoulés à trois reprises des murailles du château par le 74e, les Prussiens battent en retraite et cherchent un refuge dans un chemin creux, mais un mouvement tournant d'une de leurs brigades oblige le bataillon du 50e d'abandonner la ferme de Schafbusch après une belle résistance et de se rallier autour du Geissberg avec sa batterie qui avait dû laisser

entre les mains des assaillants une pièce dont les servants et les chevaux avaient été tués.

Il ne restait plus à Douay qu'à ordonner la retraite s'il ne voulait pas être réduit à la terrible extrémité de mettre bas les armes en rase campagne. Mais, avant de donner le signal, il voulut tenter un dernier retour offensif pour se dégager un peu et se donner de l'air. A pied, un bâton à la main, il se met à la tête du 74e de ligne, des débris ramassés du 50e et du 16e bataillon de chasseurs et s'avance héroïquement. La petite colonne repousse à la baïonnette et précipite des hauteurs tous ceux qui s'opposent à sa marche. C'est alors qu'Abel Douay tombe frappé à mort. Un avant-train de mitrailleuse ayant sauté, disent les Allemands, un éclat l'aurait frappé en pleine poitrine; selon d'autres versions, une balle prussienne lui aurait traversé le cœur. Sa mort fut le signal de la défaite, et une partie de nos soldats, poursuivie à outrance par les Prussiens jusque dans l'intérieur du château de Geissberg, fut contrainte de se rendre avec les deux compagnies qui l'occupaient encore.

Les régiments débandés s'enfuirent isolément, les tirailleurs algériens, le reste de la 1re brigade et l'artillerie, moins la pièce de canon abandonnée, se dirigea vers l'ouest sous les ordres du général Pellé, les débris de la brigade Montmarie par la route du sud vers Soultz, d'où ceux du 74e gagnèrent Haguenau et ceux du 50e Oberbentdorf, puis le corps d'armée de Mac-Mahon à Reischoffen.

Les pertes furent énormes des deux côtés; du nôtre elles n'ont jamais été relevées officiellement; les Allemands ont avoué 24 officiers tués et 67 blessés, 250 hommes tués, 1,119 blessés et 91 disparus. Nous leur laissâmes environ 1,500 prisonniers et une pièce de canon.

La retraite ne fut pas inquiétée.

Ainsi donc, le général Douay avait été laissé seul en avant, isolé avec sa brigade incomplète, devant les masses formidables qui s'avançaient pour l'écraser. Il ne pouvait être secouru; le général Ducrot, son chef direct, qui l'avait condamné à soutenir le choc de l'ennemi et qui

tenta de venir à son secours, se trouvait à 19 kilomètres.

Dans la défense, héroïque d'ailleurs, le général Douay commit des fautes. Il ne connut pas la marche des Allemands et ne devina pas leur approche; il négligea de faire sauter les ponts de la Lauter. Il ne sut que combattre et mourir en soldat.

Le combat de Spickeren est également instructif, et fait éclater ce manque de solidarité qui existait entre nos chefs, et qui, à juste titre, étonna M. de Moltke.

Le 2e corps avait dû quitter ses positions avancées devant Sarrebruck et il s'était rapproché de Forbach. La division Lavaucoupet occupait le plateau de Spickeren; la division Bataille se trouvait à gauche et en avant du village, sur la hauteur; la cavalerie en arrière de Forbach, tandis que la division Vergé couvrait la route et le chemin de fer.

Si le commandant avait fait exécuter des reconnaissances sérieuses; si le service des renseignements et de l'espionnage avait été organisé

comme il aurait dû l'être, on aurait su que derrière les forêts qui couronnent les hauteurs, de l'autre côté de la vallée de la Saare, trois corps d'armée étaient massés. On l'ignora.

Il me semble voir encore cette belle vallée de la Saare. On y descendait de notre côté, par une pente très raide où serpentait une route bien entretenue. Dans le fond, on apercevait Sarrebruck, désert, et le pont de pierre qui traverse l'eau sur deux arches; puis, derrière la ville, sur le coteau opposé, une gare vide, dont la facade avait été trouée par un obus français. Plus haut, la ligne sombre des bois.

A 9 heures du matin, la cavalerie ennemie et les tirailleurs de l'infanterie se montrent. Le 2e corps surpris prend les armes. La bataille commence.

Le maréchal Bazaine, dont le quartier général est à 17 kilomètres en arrière entend le canon. Il ne croit pas devoir se déranger et venir voir ce qui se passe. Le général Frossard, dont le corps d'armée est attaqué, qui est là, sur place, ne se dérange pas non plus. Il dé-

6.

jeune chez le maire de Forbach et laisse ses généraux se tirer d'affaire.

Pendant ce temps la 2me division à qui l'on vient demander son concours ne veut pas bouger de son poste d'observation sur la Rossele ; la 3me division promène, sans qu'on puisse avoir le secret de cette promenade, sur les derrières de l'armée, une batterie et un régiment ; la 1re division marche au canon et arrive trop tard.

Malgré tout les Prussiens sont repoussés et le combat cesse à deux heures de l'après-midi. Il reprend bientôt après : Le général Frossard se montre un instant et ordonne la retraite. Quelle retraite ! Au lieu d'indiquer Saint-Avold où se trouve Bazaine, comme point de concentration, il indique Sarreguemines et nos troupes vaincues se perdent en route.

Qu'ont fait les Allemands dans cette journée funeste ? Le duc de Wurtemberg nous le dit et la comparaison est triste :

« La position de Saarbruck se divise en trois

parties : d'abord tout près de la Saare, les hauteurs dominant la ville — séparées de la célèbre position de Spicheren par un profond entonnoir, dont la largeur est de 2,000 pas à l'ouest et de 1,000 à peine à l'est. La position de Spicheren est dessinée par une pente brusque très difficile à gravir et couverte de bois, qui appuie son flanc droit à la Saare à l'est, pendant que le gauche se replie vers Forbach, de sorte que le point où la route de Saarbruck conduit en arrière à Spicheren représente une sorte d'éperon, qui était en partie muni de retranchements. La roideur et les arbres de la pente,d'une utilité visible et capitale pour la défensive, sont précisément ce qui atténue le plus la valeur de la position. La défense énergique de la lisière du bois ne peut être soutenue jusqu'au bout, parce que le défenseur n'a pas de retraite sur ces talus à pic; la retraite par les hauteurs est même rendue très difficile par le bois et la roideur de l'escarpement. Il est incomparablement plus facile de pénétrer dans le bois par Saint-Arnuel (Darlen).

« La troisième position, celle des hauteurs

derrière Spicheren, est la meilleure des trois, parce qu'elle a devant elle un terrain découvert au loin et montant doucement. Vers Forbach la deuxième position se rencontre avec la troisième, et le point d'appui du flanc gauche est représenté par un bois épais. Mais si elle est désavantageuse pour la défensive, il est permis de l'apprécier beaucoup pour l'offensive, du côté où le flanc droit est bien appuyé à la Saare. Pendant le combat, les Français n'avaient occupé que les deuxième et troisième positions.

« Les 7e et 8e corps de la 1re armée et le 3e corps de la 2e armée, puis la 5e division de cavalerie, étaient le 6 août, sur les bords de la Saare, aux environs de Saarbruck. A chaque division avait été désignée une route particulière comme direction à suivre ; ces routes étaient la plupart éloignées les unes des autres d'un demi-mille : ainsi les détachements d'armée marchaient sur un front étendu. Les avant-gardes des divisions, de force et de composition différentes, allaient de trois quarts de mille à un mille en avant des troupes de soutien. La cavalerie avait déjà com-

mencé le service d'éclaireurs, et l'on connaissait assez exactement la position et les forces des Français.

« Remarquons ici qu'on n'avait pas en vue d'attaquer le 6, et que le général de Kameke, commandant la 14e division, n'engagea le combat que parce que, averti du dessein des Francais d'abandonner la position, il voulut les retenir, à cause de combinaisons stratégiques arrêtées d'avance.

« Les Français, en effet, avaient déjà presque complètement abandonné la position de la Saare et se tenaient sur les hauteurs au sud de Spicheren et près de Forbach. Mais à l'approche de leurs adversaires, ils occupèrent de nouveau le bois de Stiering et le bord escarpé des hauteurs au nord de Spicheren.

« La 14e division marcha, une brigade (la 27e) vers le pont de la ville, l'autre (la 28e) vers celui du chemin de fer, de sorte que les brigades d'infanterie se trouvèrent au moment du passage à 3,000 pas l'une de l'autre. Entre elles, quelques régiments de cavalerie et des batteries

de la 5e division de cavalerie (Rhin) passaient la Saare.

« L'aile droite (28e brigade), dès qu'elle eut traversé la rivière, se précipita dans le bois contre l'ennemi et, à l'abri des arbres, put se déployer. De même le Winterberg favorisa la marche de la 27e brigade; mais le régiment n° 39 paraît s'être avancé trop vite et trop directement contre le mont Spicheren, à travers l'entonnoir découvert sur une largeur de 2,000 pas, et éprouva des pertes énormes. Ce régiment dut-il se retirer jusqu'au Winterberg, ou s'est-il maintenu dans l'entonnoir? la question est encore peu éclaircie par les rapports. Un bataillon du 74e régiment se déploya sur le Winterberg et s'avança à la gauche du 39e; ses tirailleurs franchirent l'entonnoir et réussirent à atteindre la lisière du bois, qui, je l'ai dit, ne fut pas partout défendue avec opiniâtreté, parce que la pente était à certains endroits si roide, qu'il était impossible aux défenseurs de la lisière du bois de la gravir sous le feu ennemi, en battant en retraite. Les deux autres bataillons restèrent au

Winterberg; une marche directe n'était pas possible.

« Cependant l'artillerie divisionnaire de la 14ᵉ division et deux batteries de la division de cavalerie nᵒ 5 étaient parvenues au Galgenberg et canonnaient particulièrement la partie du mont Spicheren qui s'avance en forme d'éperon, et sur laquelle un mauvais chemin monte en tournant vers Spicheren, à une distance de moins de 2,000 pas. La cavalerie se tenait derrière, couverte par le Galgenberg.

« A trois heures de l'après-midi, le combat s'était complètement arrêté. Les Français n'entreprenaient rien, parce qu'ils s'occupaient de rallier leurs troupes, et les Prussiens étaient dans une situation assez critique, attendant des renforts et se bornant à présenter le combat.

« Le général de Goben, commandant le 8ᵉ corps, arriva enfin sur le champ de bataille avec le 40ᵉ régiment et le dirigea aussitôt vers l'aile gauche; il reconnut que le seul point attaquable de la position était l'endroit où l'entonnoir se rétrécit et où les hauteurs s'aplatis-

sant étendent leurs ramifications boisées vers Saint-Arnual jusqu'à la Saare.

Mais le 40ᵉ régiment ne suffisait pas pour atteindre le vrai point d'attaque; aussi envoya-t-on également à l'aile gauche la brigade Doring, du 3ᵉ corps, dès son arrivée, à trois heures et demie, afin d'entourer dans la direction de Saint-Arnual la position ennemie.

« Cette brigade dut remonter fortement à gauche, ce qui amena un vide entre elle et le 40ᵉ régiment. Une attaque de la 27ᵉ brigade resta sans résultat, et les tirailleurs du 40ᵉ régiment réussirent seuls à se fortifier sur la lisière inférieure du bois qui couvrait la pente.

« Pendant ce temps arrivait le 12ᵉ régiment (10ᵉ brigade, 5ᵉ division, IIIᵉ corps), qui garnissait l'ouverture entre le 40ᵉ et la brigade Doring. Deux bataillons de ce régiment franchirent avec la plus grande bravoure l'entonnoir, large dans cet endroit d'environ 1,000 pas, et amenèrent avec des pertes énormes non seulement leurs tirailleurs, mais encore quelques pelotons serrés, dans l'angle mort qui était formé par la

brusque déclivité de la hauteur appelée la Montagne rouge (Rothenberg). C'est un point déboisé de la ligne des hauteurs, qui finit rapidement vers le nord entre le Brenn-d'Or et Saint-Arnual. Les Français l'avaient garni de trous, d'où ils criblaient les assaillants de projectiles.

« La prise de ces hauteurs par le 12e régiment est ce que l'on entend vulgairement par l'assaut du mont Spickeren.

« Si héroïque qu'ait été cet assaut qu'il faut considérer comme une preuve de l'intelligence des troupes, on ne doit pourtant pas lui attribuer l'honneur d'avoir décidé du sort de la journée, qui appartient évidemment à l'attaque de la brigade Doring contre l'extrême droite des Français. La pointe de la brigade perçait à travers les bois sur le plateau de Spickeren, au moment même où les soldats du 12e s'emparaient des trous des tirailleurs.

« Malgré le succès de l'aile gauche prussienne, on ne put cependant pas déloger les Français de la saillie de l'éperon et les repousser sur la route de Spickeren : il fallut amener

deux batteries sur la gauche, pour forcer l'ennemi à évacuer complètement les bords du plateau. Ici se produisit le fait curieux d'une batterie d'artillerie traversant des sentiers à travers bois, que le chef d'un détachement de cavaliers avait regardés comme trop roides pour ses chevaux.

« Il faut remarquer la vitesse et l'habileté avec lesquelles la position gagnée par les Prussiens sur le bord du plateau, le long de l'étroite lisière du bois, fut occupée par l'infanterie et renforcée par l'artillerie, de sorte que tous les retours offensifs des Français, pour reprendre le plateau de Spickeren, restèrent complètement sans résultat.

« Du côté des Prussiens, on se contenta d'occuper fortement avec l'aile gauche la position gagnée, pendant qu'on pressait activement la marche de l'aile droite.

« Pendant ce temps, 6 bataillons frais de la 5e division (IIIe corps) étaient arrivés. On en forma tout d'abord un soutien placé au centre. Le défaut de réserve aurait pu devenir dangereux.

« Les hauteurs prises, sans lui laisser le temps de respirer, on envoya la réserve à l'aile droite, partie à gauche dans la direction de Brenn-d'Or, partie, après que la gauche ennemie eut été tournée, dans la direction de Stiering. Elle entra en ligne avec une efficacité et un succès tels, que les Français furent refoulés vers Forbach et Kreutzberg. Vers 8 heures du soir, la 13e division (VIIe corps) arriva de Rockershausen, près de Forbach, et fit encore une attaque contre la position faiblement occupée par les Français. Cette démonstration, qui menaçait leur principale ligne de communication, mit le plus grand trouble dans leurs rangs.

« Si je suis entré dans les détails du combat de Saarbruck, c'est qu'il est un bon exemple de la tactique de l'infanterie prussienne, et je voulais aller au-devant d'une opinion maintes fois répandue, que la position des Français près de Saarbruck avait été enlevée par une charge hardie à la baïonnette. Tout ce que l'on peut dire, c'est que des nombreuses attaques, menées par les Prussiens avec une bravoure extra-

ordinaire, une seule réussit, et encore ce succès fut-il dû au mouvement tournant préparé de bonne heure. »

Le combat de Spickeren n'avait point été prévu par l'état-major. Il fut le résultat de l'initiative des généraux allemands. Quelques écrivains militaires le condamnèrent au point de vue stratégique. Il est certain que si l'armée française avait eu des chefs expérimentés, les Allemands auraient été repoussés et écrasés; si le général Frossard était venu dès le matin sur le champ de bataille, comme son devoir l'y obligeait; s'il avait télégraphié à Bazaine pour lui demander les renforts dont il allait avoir besoin; si Bazaine avait fait ce que, de leur côté, faisaient les généraux ennemis; s'il avait usé du chemin de fer qui relie Saint-Avold à Forbach pour transporter ses troupes, nul doute que la victoire se fût prononcée pour nous. La longue défense du plateau de Spickeren par des soldats sans ordres, sans chef, et sans direction en est la

preuve éclatante et irréfutable. Tout changeait alors de face : la défaite de Wissembourg était effacée, celle de Wœrth, compensée, et le moral de l'armée, déjà atteint, relevé.

Les Allemands, en livrant ce combat, ont commis une faute, puisque, sans pouvoir espérer de grands résultats d'un succès, ils se sont exposés à un désastre. La théorie les condamne, le fait les absout. Aussi M. de Moltke est-il indulgent pour cette bataille, livrée en dehors de toutes les règles. « On acceptera toujours avec reconnaissance, dit-il, tout succès remporté par les armes, et l'on en tirera tout le parti possible ». C'est avouer d'une façon discrète qu'il ne fallait pas livrer combat dans ces conditions.

Notre défaite n'en est que plus pénible. Vingt ans après on en sent encore l'amertume. Il suffisait d'un peu de décision ; il suffisait de quelques ordres pour l'empêcher. L'armée de Metz était là, à quelques kilomètres, tout entière ; elle a eu toute la journée pour marcher, pour arriver, et elle n'a pas bougé ; et pendant

qu'on entendait la canonnade qui se rapprochait et se dispersait, les soldats, au bord des routes, regardaient le ciel rouge et écoutaient le bruit. Je me souviens que le soir, derrière Forbach, près du chemin de fer, je rencontrai un régiment de ligne couché au fond d'un vallon, dans un pré. Tout le tumulte de la lutte arrivait à nos oreilles, et au-dessus d'une colline noire les nuages s'illuminaient par instants de grandes lueurs. Pendant quelques minutes je causai avec le colonel, qui se promenait sur la voie. Il tenait une grosse canne dans sa main droite ; sa main gauche se cachait dans l'entre-bâillement de sa tunique et de temps en temps il disait : « Je n'ai pas d'ordres! » Je vis alors que sa chemise était ensanglantée, et je m'aperçus qu'il se déchirait la poitrine avec les ongles.

Le même jour avait lieu la bataille de Wœrth: 35,000 Français contre les 100,000 hommes de l'armée du Prince Royal. Cette bataille-là était préparée et prévue par l'état-major allemand. On sait que de Failly, qui devait soutenir Mac

Mahon, arriva trop tard et que son corps fut entraîné, moins une brigade, par la déroute de l'armée.

Dès lors M. de Moltke put continuer à exécuter ses projets en toute sécurité. Les deux armées allemandes, soutenues par la troisième, marchèrent de concert pour se réunir au delà des Vosges. L'Empereur, qui commandait encore, alla inutilement attendre l'ennemi en avant de Metz, sur les positions qui dominent Saint-Avold. Bientôt il devint évident que les Prussiens tournaient autour des Français, comme autrefois le colonel Selves avait tourné autour des Turcs campés à Nezib. On ne fit rien pour empêcher ou retarder ce mouvement. « Cependant, dit l'auteur de *Metz, campagne et négociations*, c'était le moment de se jeter sur eux et de venger nos premiers échecs ». L'ordre fut donné de se retirer à Châlons.

Quand on lit toute cette première partie de la campagne, on croit voir en présence l'armée d'une nation civilisée et l'armée d'une société encore en enfance: la première, prudente, bien con-

duite, sachant profiter de tous les avantages du terrain, sachant faire un sage emploi de tous ses engins de guerre, réussissant par le calcul et la connaissance approfondie de la science militaire plus encore que par la valeur de ses troupes ; l'autre, composée d'hommes intrépides, soldats et généraux, mais se battant sans ordre ; ignorante des combinaisons tactiques, toujours surprise et toujours trompée, manœuvrant mal ou ne manœuvrant pas, incapable de se bien servir des armes perfectionnées que le hasard a mises entre ses mains, supérieure individuellement à ses adversaires, inférieure en masse, héroïque et pourtant condamnée à la défaite.

Le livre de M. de Moltke fait bien ressortir cette différence, et c'est pourquoi, éclairant le passé d'une vive lumière, il contient tant d'enseignements et de leçons pour l'avenir.

METZ ET SEDAN

La volonté de Bazaine de se replier sous Metz étonne ou paraît étonner M. de Moltke. « On est porté à croire, dit-il, que c'étaient exclusivement des préoccupations politiques qui commandèrent sa résolution ». Ainsi se trouve confirmée la trahison.

L'Empereur avait humilié et blessé Bazaine inutilement. En premier lieu, il ne lui avait

point donné le commandement qui lui avait été promis; il l'avait placé un moment, sous les ordres du maréchal Le Bœuf, et Bazaine en avait été froissé à tel point qu'il avait quitté Metz ostensiblement, le jour de l'arrivée du ministre de la guerre, chef d'état-major général de l'armée. Puis on s'était montré défiant envers lui, en maintes occasions, lui interdisant toute initiative, lui déniant toute autorité, le confinant dans son corps d'armée. Quand, enfin, le 12 août, l'Empereur fut obligé d'abandonner la direction des affaires et quand le maréchal Le Bœuf et le général Lebrun donnèrent leur démission, Bazaine, investi enfin du commandement suprême, fut encore taquiné et contrecarré. On lui imposa un chef d'état-major dont il ne voulait pas : le général Jarras. On lui fit sentir que, quoique chef, il n'était pas maître.

Un autre homme aurait oublié toutes ces piqûres d'amour-propre; aurait songé au pays en danger. Mais Bazaine n'était point de cette trempe; il l'avait prouvé au Mexique. On crut

deviner ses projets le jour du départ de l'Empereur; sa figure s'éclaira et il poussa un soupir de soulagement. Il se sentait libre. Dès lors, probablement, la pensée de ne plus se retrouver en sous-ordre, de se débarrasser d'une autorité taquine et brouillonne, — peut-être de se venger — domina en lui.

Parti simple soldat, Bazaine avait successivement conquis tous ses grades et enfin le bâton de maréchal sur les champs de bataille. Il rêvait plus. Mais son intelligence n'était pas à la hauteur de son ambition. C'était un homme astucieux, rusé à la manière des paysans, chimérique et médiocre. Brave, cela va sans dire, intrépide à l'occasion. Mais les qualités du soldat ne rachetaient ni les défauts ni le manque de moralité du général.

Je le vis à la gare de Frouard lorsqu'il allait rejoindre son poste. Il avait une figure de troupier vulgaire, éclairée par de petits yeux aux regards faux. Je ne sais ce que lui racontait son aide de camp, mais il riait à gorge déployée, et les voyageurs étonnés se retournaient.

Sur le champ de bataille de Gravelotte, son plan se dessina nettement. Trois routes s'ouvraient pour conduire son armée à Verdun. Il n'en voulut utiliser qu'une, prétendant, sans renseignements d'aucune sorte, sans avoir fait faire de reconnaissances par sa cavalerie, et malgré tous les avis qui lui étaient donnés, que les deux autres étaient dangereuses et qu'on risquait d'y rencontrer des corps prussiens. Aussitôt que l'Empereur le quitte, il change les dispositions prises, et, à la stupéfaction de ses officiers, arrête la marche en avant. Il veut que toutes les colonnes arrivent à la même hauteur. L'ennemi qui ne songe qu'à retarder sa marche, attaque à Borny les corps restés encore sur la rive droite de la Moselle. C'est Steinmetz qui commande ; il est repoussé vigoureusement et, pour la première fois, les Français ont l'avantage. Mais le général allemand a rempli son but : il a fait perdre un jour à notre armée.

Frédéric-Charles se hâte pendant ce temps-là, et vient nous barrer le chemin. La manœuvre de Steinmetz lui a permis d'arriver. Avec la

décision dont ont toujours fait preuve les généraux prussiens, il attaque, quoiqu'inférieur en forces. Bazaine est forcé à la bataille. La lutte est effroyable. Les Prussiens perdent du terrain. Toute l'armée sent qu'un mouvement de notre droite pour les tourner, les perdrait. Bazaine ne se préoccupe que de la gauche, fortement appuyée, où le danger est nul. C'est là qu'il masse ses troupes, qu'il s'installe, que, se souvenant de son ancien métier de soldat, oubliant ou semblant oublier quelle responsabilité pèse sur lui, il pointe lui-même un canon. L'armée ennemie se retire en bon ordre, repoussée. Mais sur le soir, augmentée de nouvelles forces, elle tente un retour offensif. On échange des obus et la nuit vient.

L'armée française s'imagine qu'on va combattre le lendemain, dès l'aube. On se félicite du succès obtenu ; on s'en promet un décisif. On va se jeter sur les Prussiens ébranlés et décimés par notre feu, et leur passer sur le ventre ; les jeter dans la Moselle. Frédéric-Charles, de son côté, se sent perdu. Il demande des renforts

qui lui arrivent dans la nuit. Il se prépare à une lutte désespérée. La victoire semble changer de camp.

Eh bien, non! Au milieu du désespoir général, Bazaine prend ses dispositions pour rentrer sous Metz. Il refuse le succès qui vient à lui. Il stupéfie Frédéric-Charles qui voit l'ennemi vainqueur se replier et abandonner le champ de bataille.

Que Bazaine ait agi dans un but personnel, qu'il ait voulu satisfaire une vengeance contre ceux qui l'avaient humilié et offensé, qu'importe? La trahison est flagrante ; elle saute aux yeux ; si flagrante, hélas! que plus tard, malgré M. Thiers, malgré un conseil de guerre qui ne tenait pas à trouver un coupable, Bazaine a été confondu et condamné. Bien qu'il trouve encore des panégyristes tant en France qu'à l'étranger, le doute n'est pas possible. Chacun des actes du maréchal révèle son crime. Sa conduite à Gravelotte est un aveu. Il est là, en face d'un adversaire ébranlé, battu ; la route est ouverte : il peut ou passer et conduire son armée

à Verdun, ou détruire les Prussiens, et il revient sur ses pas s'abriter sous le canon de Metz! Qui le retient? Qui lui dicte les ordres étranges qui brisent l'élan des soldats, transforment une victoire en désastre? Où est la justification d'une telle conduite? où est l'excuse?

Ce jour-là, le sort du pays se décide. Tout est fini quand Bazaine revient à Gravelotte, après la bataille, pour coucher à l'auberge que Napoléon a quittée le matin; les cent quatre-vingt mille hommes qui composent l'armée de Metz sont condamnés. La famine et la honte les attendent. Leurs canons et leurs drapeaux sont déjà à l'ennemi; Mac Mahon qui, à Châlons, mêle des conscrits aux débris de Reischoffen pour tâcher de reconstituer une armée, est destiné à la défaite; on peut dès lors prévoir la chute de l'Empire, la prise de Paris, la conquête de l'Alsace-Lorraine. Le maréchal se venge de l'Empereur et livre la France.

Et la combinaison est absurde! Il croit, sans doute, et cette hypothèse est la moins déshonorante pour lui, qu'il va, une fois le reste de nos

armées vaincues, pouvoir traiter avec la Prusse, devenir Protecteur, obtenir la régence, régner sous le nom de Napoléon IV. Il ne voit pas que pour jouer ce rôle, il faut revenir de la frontière escorté de victoires; que l'autorité ne peut pas s'étayer sur la défaite et sur l'inaction; qu'un jour ou l'autre, il sera forcé de capituler; que la diplomatie allemande se moquera de lui et que le châtiment l'attend.

La retraite vers Metz s'effectue dans des conditions déplorables, comme une déroute; les voitures réquisitionnées sont abandonnées près de Gravelotte; on ne peut emporter les approvisionnements, on fait un tas des habits, des chaussures, des biscuits, des caisses, et l'on y met le feu. Tout est abandonné; tout brûle sous les yeux de l'armée prussienne émerveillée.

Deux jours après, Frédéric-Charles et Steinmetz attaquent. Ils ont réuni et rassemblé leurs troupes. C'est la plus grande bataille du siècle qui commence. Jamais tant d'hommes ne s'étaient heurtés. Le roi de Prusse est au milieu

de son armée avec M. de Moltke. Ils ont sous la main les deux tiers des forces qui ont envahi la France. La canonnade éclate dès le matin, enveloppant nos positions d'un immense cercle de fumée. Canrobert, qui est à droite, rectifie la position qu'on lui avait assignée et qui le plaçait en flèche, dans une situation dangereuse. Son corps, formé à Châlons, est incomplet : il n'a ni batterie de réserve ni mitrailleuse. C'est lui, cependant, qui doit supporter tout l'effort de l'ennemi.

Le maréchal est dans sa maison de Papple-ville; l'état-major, réuni dans la cour, a fait seller ses chevaux. On attend des ordres; on croit à chaque instant que Bazaine va sortir. Les courriers, les aides de camp se succèdent, accourant de tous les points du champ de bataille, chargés de nouvelles, annonçant les mouvements de l'ennemi, sollicitant des instructions, pressés de retourner au feu. Bazaine ne quitte pas sa chambre. Calme, au milieu du frémissement de tous, il écoute distraitement la lecture des dépêches; il répond aux officiers

qu'on lui envoie : « Dites à votre général qu'il se défende! (1). »

Toute l'infanterie de la Garde est en réserve et attend, loin du combat, l'arme au pied; toute la cavalerie de réserve est massée à côté d'elle et l'artillerie avec cent vingt pièces. Cependant les heures se passent; midi, deux heures, quatre heures, le maréchal n'a pas bougé de son fauteuil.

La lutte se poursuivait de plus en plus furieuse. La gauche prussienne où était la Garde royale, tente un mouvement qui doit décider du sort de la journée. Voyant Canrobert dépourvu d'artillerie, elle prononce une attaque de front sur Saint-Privat. « Les brigades, dit Frédéric-Charles, se précipitèrent avec une bravoure qu'on ne saurait dépasser contre des hauteurs fortement occupées et battues par un feu rasant de mousqueterie. Mais les pertes considérables qu'éprouvèrent nos bataillons les forcèrent à suspendre leur attaque ».

La Garde prussienne était donc repoussée avec

(1) Voir *Metz*, *campagnes*, *négociations*.

pertes : obligée d'attendre, pour agir encore, le mouvement tournant qu'à l'extrême gauche opérait le corps saxon. Il était alors possible aux Français ou de trouer le centre dégarni de l'armée prussienne ou, jetant la garde, l'artillerie avec ses cent vingt bouches à feu, la cavalerie de réserve à leur droite, de refouler l'ennemi, de le prendre lui-même à revers et de le rejeter en désordre sur la Moselle. Mais il fallait des ordres et il n'en venait point.

« Jamais, me disait plus tard un officier de l'ex-Garde impériale, jamais soldats n'ont passé une plus cruelle journée. Nous entendions la bataille tout autour de nous; nous savions que la victoire dépendait de nous et on nous laissait les bras croisés ».

A cinq heures du soir, enfin, le maréchal monta à cheval et parut au milieu des troupes. On crut à un mouvement; à une manœuvre : Point. Il se dirigea sur sa gauche, préoccupé toujours de la crainte d'être coupé de Metz, et il pointa quelques pièces de canon. A sept heures, comme il s'en retournait, il se heurta à la dé-

bâcle de la droite, tournée par les Saxons, qui commençait. Alors il ordonna à l'infanterie en réserve d'aller couvrir la retraite et il revint à Plappeville.

Le soir, quand les officiers lui racontèrent le désastre, il se contenta de répondre, oubliant la Garde qu'il n'avait pas employée, la cavalerie qu'il avait laissée au repos, les cent vingt pièces de canon restées inactives : « Je vous l'avais dit, c'était à vos généraux de vous défendre. »

Il recevait encore des dépêches de Mac Mahon et de Châlons par de braves gens qui risquaient leur vie pour les lui apporter; il les dissimulait à ses généraux. Il envoyait des lettres à l'Empereur et il lui donnait des renseignements faux. Au moment même où il prenait ses dispositions pour rester à Metz, il disait : « Je vais marcher. »

A ce moment, il ruse avec tout le monde; il essaye de tromper tout le monde : Mac Mahon, qu'il amuse avec ses dépêches; l'empereur, qu'il berne avec ses lettres; ses officiers, à qui il affirme son intention d'agir; son armée, qu'il lance

encore sur l'ennemi et qui ne peut croire qu'on lui fait verser inutilement tant de sang. Au fond de sa maison de Plappeville où, dans les derniers temps, il est forcé de se cacher, il joue la plus misérable comédie militaire et diplomatique, sans s'apercevoir qu'en dupant les autres, il se dupe lui-même et qu'il ajoute à la trahison la niaiserie.

Évidemment, son machiavélisme fait ce raisonnement : Si Mac Mahon est vainqueur, je me jetterai sur Frédéric-Charles ébranlé et j'aurai la meilleure part de la gloire; si Mac Mahon est vaincu, je me trouverai à la tête d'une armée intacte, je serai maître de la situation et la Prusse traitera avec moi. Et il se laisse prendre à tous les pièges que lui tend M. de Bismarck; et il profite des passeports qu'on lui offre pour envoyer ses émissaires en Angleterre, auprès de l'Impératrice ; et il s'entoure de personnages louches, et il se laisse jouer par des aventuriers, jusqu'au jour où il n'y a plus de provisions dans Metz, où les chevaux, les ânes et les mulets sont mangés, où ses cent quatre-vingt

mille hommes, décimés, meurent de faim.

L'armée n'a point été, à proprement parler, vaincue. Ce n'est point Frédéric-Charles, c'est la diplomatie allemande qui l'a forcée à capituler. Deux fois, à Borny et à Gravelotte, elle est victorieuse. Si elle est battue à Saint-Privat, c'est que son chef la condamne lui-même à la défaite. Si, plus tard, elle ne perce pas les lignes ennemies, soit le 1er septembre, soit à Noisseville, c'est encore que son chef l'empêche d'avancer : à ce moment, elle n'a presque plus rien devant elle; le cercle de l'investissement s'est aminci. Les Allemands ont envoyé la moitié de leurs troupes à Sedan.

« L'investissement de Metz, tel qu'il s'est produit, dit M. de Moltke, ne faisait pas partie du plan de campagne primitif ». On n'a pas de peine à le croire. Jamais l'Allemagne n'avait pu supposer un dénouement pareil. Ses pertes, après les batailles du 14, du 16 et du 18 étaient de beaucoup supérieures aux nôtres. M. de Moltke compte 20,000 hommes, dont près de 900 officiers tombés dans la lutte, et ce vide,

dit-il, n'a pu être comblé pendant tout le reste de la campagne.

Ce qu'il faut admirer, c'est la promptitude des décisions de l'état-major allemand et de son chef. Le soir même du 18 et dans la nuit, on règle, dans une maison du village de Rezonville, les dispositions à prendre pour une opération imprévue. On résout l'investissement de Metz. On en règle les détails, et le plan, dès le lendemain matin, est soumis à la signature du roi.

C'est la première fois que M. de Moltke change son plan de campagne. Il devait le modifier encore, quelques jours après, lors de la marche de l'armée de Châlons sur Sedan.

La logique voulait que Mac Mahon couvrît Paris. Il est vrai que des hommes de guerre éminents, et dans ces derniers temps M. le général Thibaudin, ne condamnent pas absolument la pensée d'une marche vers le nord-est. Mais, étant données les forces dont on disposait, l'état des esprits au camp, le peu de cohésion de troupes réunies à la hâte et où se rencontraient tant d'éléments divers, risquer une grande ba-

taille contre l'armée allemande, forte de ses victoires, c'était volontairement courir à la défaite. Quand d'Aurelles de Paladine, quelque temps après, créa le XVe corps, il s'attacha longtemps à le former et à le discipliner avant de le lancer sur l'ennemi. L'armée de Châlons aurait eu besoin d'un « entraînement » semblable et, sous les murs de Paris, tout en retenant les Prussiens et en permettant à de nouvelles forces de se rassembler sur la Loire, elle aurait pu se préparer au combat jusqu'au moment décisif.

M. de Mac Mahon condamnait la marche sur Metz. L'empereur lui-même — il l'a raconté dans une lettre célèbre — pensait que c'était une faute; le prince Napoléon suppliait son cousin de rentrer à Paris. Ce fut, comme on sait, l'impératrice qui disposa de tout, poussée par la crainte de voir la dynastie compromise, soufflée par M. de Palikao, auteur du plan de campagne. Alors commença cette marche de troupeau vers l'abattoir qu'a racontée, ces jours derniers, avec tant d'éloquence, M. E. Zola.

On se rappelle le plan de campagne du feld-maréchal : « Marcher sur Paris en refoulant l'armée française dans le Nord. » Cette armée découvrait Paris et s'en allait au nord d'elle-même. C'est alors que fut décidée la fameuse conversion à droite qui devait nous perdre et engendrer le dernier désastre. La façon dont M. de Moltke expose ses combinaisons, les précautions qu'il prend, les réflexions qu'il ajoute à son récit forment une admirable page d'histoire militaire.

Après avoir établi que c'est toujours chose difficile et scabreuse que d'abandonner un plan de campagne et d'en former un autre au cours des opérations, M. de Moltke énumère tous les embarras qu'entraîne une mesure semblable, quand elle est prise sans mûres réflexions, sans la certitude absolue des dispositions de l'ennemi : l'ordre des réserves et des ravitaillements forcément dérangé; l'inquiétude des troupes qui peuvent se trouver condamnées à des marches inutiles et qui perdent ainsi la confiance qu'elles doivent avoir dans leurs chefs, etc.

Il raconte ensuite que, craignant de se trom-

per, malgré les avis qu'il recevait, ne pouvant se persuader que les Français, après tant de défaites, allaient commettre encore de si énormes fautes, il ne voulut ordonner, d'abord, qu'un changement de direction peu sensible. Il donna pour objectif à ses troupes Reims au lieu de Châlons. Puis il commanda à la cavalerie de l'aile droite de pousser jusqu'à Barancey et Vouziers pour s'assurer de la vérité.

La probabilité à la guerre, dit-il, est toujours que l'ennemi choisira la solution la plus juste. On ne pouvait pas croire que l'armée française marcherait vers la frontière belge. Mais, dès que le fait fut avéré, en une matinée, M. de Moltke rédigea un ordre de marche de façon à concentrer à Damvillers, sur la rive droite de la Meuse, et en trois jours, deux corps bavarois et trois corps de l'armée de la Meuse, cette dernière formée à Metz avec le XIIe corps, la garde, le IVe corps, les 5, 6 et 12e divisions de cavalerie, placés sous les ordres du prince de Saxe.

Mac Mahon pressentit le danger; il voulut

revenir sur Mézières, quand il aperçut les forces allemandes sur son flanc droit. Il n'avait que 116,000 hommes et on lui en opposait 224,000. On peut se demander, dans ces circonstances, où est le devoir d'un chef d'armée? Doit-il prendre la responsabilité d'une opération qu'il condamne, qui doit entraîner la défaite de ses troupes et la chute de son pays, ou doit-il dire au prince et au ministre dont il reçoit les ordres, qu'il se refuse à les exécuter? En d'autres termes, doit-il préférer son souverain à sa patrie ou sa patrie à son souverain? l'intérêt dynastique à l'intérêt national ou l'intérêt national à l'intérêt dynastique? La réponse n'est pas douteuse.

On a cru justifier M. de Mac Mahon en disant : il a été forcé par l'empereur. Il ne pouvait faire autrement qu'obéir. L'obéissance peut-elle aller jusqu'à sacrifier son pays? Le devoir ne commande-t-il pas de résister; d'opposer sa volonté à la volonté souveraine et ministérielle; de répondre : non! Peut-être, si M. de Mac Mahon, malgré M. de Palikao, malgré l'empe-

reur, était revenu à Paris, la France aurait été sauvée; si seulement il avait abdiqué le commandement en déclarant qu'il ne prendrait pas la responsabilité d'un désastre, personne sans doute ne se serait trouvé pour le remplacer et pour conduire l'armée à Sedan.

Mais on avait peur, à Châlons comme plus tard à Metz, de la révolution et de la République. On redoutait moins l'ennemi de l'extérieur que celui de l'intérieur. On avait les Prussiens devant soi et on regardait derrière soi. On avait Metz pour objectif et on tournait les yeux vers Paris. On était écrasé par le prince royal et par Frédéric-Charles, et l'on ne craignait que M. Jules Favre. On ne songeait pas à la France vaincue, on ne pensait qu'à Napoléon III compromis.

C'est ce qui fait de la bataille de Sedan un événement d'ordre politique et non d'ordre militaire. Elle échappe aux critiques de la stratégie et de la tactique. L'homme qui, sortant du camp de Châlons, conduit l'armée au nord, ne peut plus être considéré comme un général,

mais seulement comme un partisan doçile et maladroit de l'Empire. Ce n'est pas pour défendre la France qu'a coulé la longue traînée de sang que nos soldats laissent derrière eux.

Quand l'armée française a capitulé, M. de Moltke se demande ce qu'il en va faire « tout acte de générosité inutile, dit-il, aurait pu amener les Français à oublier leur propre défaite. Le seul moyen à employer était d'insister sur le désarmement et la détention de l'armée toute entière ».

Ainsi, périt l'Empire au milieu de l'effondrement de la France, lui léguant une guerre sans merci ; des ennemis d'autant plus impitoyables qu'ils pensaient n'avoir plus rien à craindre ; laissant Paris découvert ; Bazaine emprisonné à Metz avec son armée, Mac Mahon détruit, cent cinquante mille hommes aux mains de la Prusse avec leurs drapeaux, leurs armes, leurs munitions, leurs chevaux, leurs voitures, leurs vivres, leurs équipements ; abandonnant nos départements de l'Est ; n'ayant point organisé d'ar-

mée de secours; ayant étonné l'Europe par l'incapacité de son personnel.

Le désastre matériel était grand; plus grand encore le désastre moral.

M. le Maréchal Lebœuf disant à la tribune: « Il ne manque pas un seul bouton de guêtre »; M. Ollivier s'écriant: « J'envisage cette guerre d'un cœur léger; » l'Impératrice disant: « C'est ma guerre; » M. de Grammont disant: « On a tort de croire que nous souhaitons la neutralité de l'Allemagne du Sud: nous n'en voulons pas: elle gênerait nos opérations militaires... » Nos états-majors n'ayant point de cartes de France; notre marine n'ayant point de cartes de la mer du Nord; nos généraux télégraphiant à Paris pour savoir où étaient leurs divisions ou leurs brigades, tout ce ridicule mêlé à toute cette honte retomba lourdement sur le pays. La France ne doit pas seulement sa défaite à l'Empire, elle lui doit une humiliation intellectuelle sans exemple, dont elle ne s'est pas relevée encore et qui lui a porté plus de préjudice que la dispersion et la capitulation de ses armées.

Son désastre fut accueilli en Europe par un sourire, tant il semblait mérité. La jugeant sur son gouvernement, on la déclara indigne de tenir le rang qu'elle avait jusqu'alors occupé parmi les nations. Son prestige disparut plus encore que sa puissance, et ce que la conscience publique ne peut pardonner aux hommes de l'Empire, ce n'est pas tant d'avoir perdu la Patrie que de l'avoir déshonorée.

LA RÉPUBLIQUE

M. de Moltke dit négligemment :

« Un certain nombre de personnages s'entendirent pour se constituer eux-mêmes en gouvernement du pays sans avoir consulté la nation et pour prendre en main la direction des affaires. »

Après Sedan, il croyait sans doute entrer à

Paris comme il voulait entrer à Vienne après Sadowa. Mais Paris ferma ses portes, rassembla sa garde nationale et se prépara à soutenir un siège.

L'assaut fut tout d'abord jugé impossible par l'état-major allemand; c'était s'exposer à un échec et nos ennemis ne voulaient opérer qu'à coup sûr. On aurait peut-être pu passer entre les forts; mais comment gravir les remparts? « Une opération semblable peut, à la rigueur, être exécutée par ceux qui sont sur les lieux et qui profitent d'un moment favorable, elle ne peut être ordonnée par le chef de l'armée ». M. de Moltke se résolut à l'investissement, quitte à bombarder ensuite.

Quelques jours après, Gambetta partit en ballon et arriva à Tours. C'est alors que la lutte recommença.

Dans son beau livre « *la Défense en Province* », M. de Freycinet résume ainsi le rôle militaire du nouveau gouvernement.

« Nous étions fermement résolus à ne pas lais-

ser recommencer les désastres de la période impériale; nous ne voulions pas que nos corps d'armée agissent à l'aventure et se fissent battre en détail. Nous avons établi et maintenu un lien entre eux. Grâce à ce lien, grâce à cette direction supérieure, nos armées n'ont point connu les catastrophes de Sedan et de Metz, non plus que les écrasements de Forbach, Wissembourg et Reischoffen.

« Il ne m'appartient pas d'exalter une administration dont j'ai eu l'honneur de faire partie et qui est loin d'ailleurs de se croire impeccable. Mais, sans manquer aux règles de la modestie, je crois pouvoir dire que la direction civile du 10 octobre ne redoute pas la comparaison avec la direction militaire du mois d'août précédent. Elle a réalisé à peu près ce qu'on est en droit de demander à une direction centrale, à savoir : éviter les surprises à ses armées et faire en sorte que partout où elles rencontrent l'ennemi, elles le rencontrent en nombre égal ou supérieur. Or, c'est ce qui a toujours eu lieu ; jamais une action importante ne s'est engagée en dehors de nos pre-

visions et sans que nous eussions fait converger à l'avance des forces au moins égales à celles de nos ennemis. Mais là s'arrête le pouvoir d'une administration. Si habile qu'elle soit, elle ne peut point changer la qualité des troupes, ni la nature de l'armement, ni les dispositions prises par le général sur le terrain. Tout ce qu'elle peut faire, je le répète, c'est que ses armées ne soient point, à la suite de mauvaises conceptions, entourées et écrasées par des forces supérieures, ainsi que l'ont été successivement toutes les armées de l'empire. On ne nous reprochera aucun fait de ce genre. Nous avons été vaincus, mais nous n'avons été ni surpris, ni forcés de capituler. A cet égard l'honneur de nos armées est intact. »

M. de Freycinet a raison. Les fautes grossières de l'Empire ne se renouvelèrent plus. Quelques victoires même, montrèrent que la France eût pu résister au premier choc et que les armées de Sedan et de Metz n'avaient dû leurs désastres qu'à l'insuffisance, à la mollesse ou à la trahison

de leurs chefs. Cette lutte désespérée, souvent habilement et toujours héroïquement soutenue, nous releva dans l'estime de l'Europe.

Le travail accompli en quelques mois à Bordeaux et à Paris est prodigieux. M. de Moltke semble le reconnaître. L'étonnement qu'il laisse voir à chaque page, quand il parle de ces armées de la Loire, du Nord et de l'Est créées en face de lui, pendant l'invasion, au milieu du tumulte de la lutte, montre l'immensité de l'effort. Au début, on n'avait rien : ni argent, ni généraux, ni officiers, ni soldats. A la fin, on se trouvait à la tête de cinq cent mille hommes et d'une artillerie respectable. On avait tenu tête aux meilleurs tacticiens de l'Allemagne et on en avait battu quelques-uns.

Cette grande œuvre accomplie en dépit de tout; ces vastes opérations conduites par les Chanzy, les Faidherbe, les Garibaldi, qui auraient sans doute réussi à délivrer la France, sans la capitulation de Metz et sans la chute de Paris, exaspérèrent, plus tard, les partis monarchiques rentrés en majorité à l'Assemblée nationale. Ils

ne purent pardonner au gouvernement républicain la gloire qu'il s'était acquise et, au moyen d'enquêtes ridiculement partiales, ils essayèrent de déshonorer leurs adversaires et le pays qui avait eu confiance en eux. Ainsi les armées prussiennes trouvèrent toujours, en France, des alliés conscients ou inconscients, depuis leur entrée sur notre territoire jusqu'après la signature du traité de paix.

Le rôle du gouvernement de la Défense nationale en province est admirablement résumé dans une lettre de Gambetta à Jules Favre. Elle justifie les craintes de M. de Moltke et elle répond aux railleries qu'il adresse à ce gouvernement de province, résolu, dit-il, à « démoraliser l'armée prussienne ».

Gambetta à Jules Favre, à Paris.

« Tours, le 26 novembre 1870.

« J'ai en mains trois dépêches, portant les numéros 20, 21 et 23, et les dates des 15, 16 et

17 novembre, et la première impression qu'elles me causent calme mes inquiétudes et diminue la crainte que j'avais de voir nos dissentiments s'accentuer. Il est clair, au contraire, que nous nous rapprochons. Je désire vivement que la dépêche que je vais écrire soit assez complète et assez persuasive pour vous renseigner sur tous les points, et en même temps pour établir entre nous deux une communion parfaite de vues, de sentiments et de conduite. C'est ce que, d'ailleurs, j'ai tâché de réaliser depuis mon arrivée à Tours, épuisant, par la voie des pigeons et des plus nombreux messagers, tous les moyens d'information et de communication possibles. J'ai la conscience, à ce point de vue, d'avoir pleinement tenu les engagements que j'avais pris.

« Sur la situation militaire, je vais tout vous redire. Quand je suis arrivé en province, rien n'existait, ni en fusils, ni en cartouches, ni en hommes, ni en officiers, ni en matériel d'artillerie, ni en cavalerie, ainsi que le démontrent les tableaux que j'ai eu soin de faire dresser, en prenant les affaires, le 12 octobre, à 5 heures du

soir. En quarante-sept jours, voici ce que j'ai fait : une armée de 100,000 hommes parfaitement organisée, très bien équipée, munie d'artillerie et de cavalerie comme n'en a jamais eu une armée de l'Empire, sévèrement disciplinée et commandée par des chefs **suffisants, sur le** caractère individuel desquels je vais m'expliquer, car je les ai tous choisis moi-même. Le général d'Aurelle de Paladines, qui appartient au cadre de réserve, est celui-là même qu'on avait été obligé de retirer de Marseille et qu'on avait relégué dans un commandement divisionnaire de l'Ouest. C'est à mon passage au Mans, en venant de Paris, que je l'ai rencontré à la table du préfet, et que j'ai pu apprécier ses qualités très réelles de bon sens, d'honnêteté et de fermeté militaires. C'était le moment même où les généraux de La Motterouge et de Polhès venaient, par leur incapacité, de perdre Orléans. Arrivé à Tours, je révoque de La Motterouge ; Polhès fut relevé également de son commandement, et je donnai au général d'Aurelle celui du 15ᵉ corps, qui était alors en formation pour l'armée de la

Loire. Depuis, successivement, on lui a donné le commandement du 16e et du 17e corps, à la cohésion et à la discipline desquels il a fortement présidé ; après la victoire d'Orléans, je lui ai donné le commandement en chef de l'armée de la Loire, comprenant maintenant 55,000 hommes de l'ancienne armée de Cambriels, sous les ordres du général Crouzat (1), et réunis depuis le 15 novembre à l'armée de la Loire. D'Aurelle nous a rendu les plus grands services par sa prudence et son excellente tenue militaire, qui ont servi merveilleusement à donner de la force et de la cohésion à une armée composée de jeunes troupes, dont la plupart n'avaient jamais vu le feu. Ses principaux auxiliaires sont : le général Borel, qui est la forte tête de l'armée et qui remplit auprès de d'Aurelle les fonctions de chef d'état-major général ; le général Chanzy, que j'ai fait venir d'Afrique sur la

(1) Au général Cambriels avait succédé le général Michel, qui ne commanda le 20e corps que pendant quelques jours et demanda à être remplacé. Le général Crouzat, récemment promu au grade de général de division à titre provisoire, fut appelé à ce commandement.

recommandation du maréchal de Mac-Mahon, officier dont l'ascendant sur les troupes, l'expérience militaire, l'esprit de décision, sont les plus saillantes qualités; le contre-amiral Jauréguiberry, à qui revient la gloire du combat de Coulmiers, qui est une véritable bataille, et dont il est impossible de louer assez la vigueur, la promptitude, et qui possède au plus haut degré l'art de commander les hommes; le général Martin des Pallières, le plus brillant divisionnaire de l'armée, sorti de l'infanterie de marine, dont on n'a besoin que de modérer l'impétuosité, mais qui a su créer, par son activité, son courage et son moral admirables la plus forte et la plus compacte division de l'armée. Les armes spéciales ont à leur tête des chefs du plus grand mérite, tous animés du meilleur esprit, tous pleins d'espoir; et enfin, pour diriger tous les services, l'intendant général Friant, dont il suffit de prononcer le nom. Je ne dirai jamais assez combien cette armée, qui, à mon arrivée ici, comptait à peine 18,000 hommes sans unité et sans décision, et qui est aujourd'hui le boule-

vard de la résistance nationale, fait honneur au pays par son patriotisme et son ardent désir de relever l'honneur de la France. Elle se trouve flanquée à droite, de Gien à Nevers, par le 18e corps, dont l'organisation est absolument terminée et dont j'ai offert le commandement à Bourbaki, qui n'a point réussi dans le Nord, qui est aujourd'hui absolument découragé, et sur le compte duquel d'ailleurs j'aurai à revenir plus loin. Un colonel d'état-major du plus grand mérite, M. Billot, échappé de Metz, assiste le commandant en chef provisoire, qui est le général Abdelal. Bourges est gardé avec des forces suffisantes par le général Mazure, et est en très bon état de défense. Pour le moment, notre droite est très forte. Nous avons remonté dans le nord du Loiret, direction de Pithivers et de Montargis : il a suffi d'un brillant combat à Bellegarde pour obtenir l'évacuation de Montargis par les Prussiens (1). Malheureusement, notre

(1) Cf. FREYCINET, *loc. cit.*, p. 3 et sq.; D'AURELLES, *loc. cit.*, livre IV, opérations sur Pithiviers, et *Grand État-Major prussien*, 13e livraison.

gauche est moins solide, faute de monde, à la suite d'événements militaires accomplis depuis six jours et dont je vais vous entretenir.

« Nous avons repris Châteaudun, point extrême de l'aile gauche de l'armée de la Loire, occupé par une partie du 17e corps sous le commandement du général de Sonis qui y est encore. Les 13e et 14e corps, ou armée régionale de l'Ouest, placés sous le commandement du général Fiéreck, — dont il a fallu se débarrasser parce que, à force d'inertie, il avait tout compromis, — étaient chargés de couvrir le Perche et le Maine. Outre que Fiéreck n'avait su ni organiser ni discipliner ses troupes, il les avait disséminées sur une ligne trop étendue qui a été facilement brisée par un effort des Prussiens. Ses positions allaient de Courville à quelques kilomètres de Chartres, à Dreux, Nonancourt, Conches, Pacy et Serpigny. Je vous épargne les détails de diverses affaires à la suite desquelles, par le fait de l'incapacité des généraux Malherbe et Kersalaun, chargés de défendre Dreux et Évreux,

l'Ouest a été complètement découvert (1); seul, le colonel Rousseau, chargé de protéger la ligne du Mans par Nogent-le-Rotrou et la Ferté-Bernard, s'est bien conduit (2).

« Malgré les longueurs, je dois tout vous expliquer.

« En face de notre solide situation à Orléans, menaçant la route de Paris par Étampes, le prince Frédéric-Charles a arrêté sa marche vers Lyon, évacué la Bourgogne et l'Auxerrois; il a rebroussé chemin pour venir se concentrer entre Chartres, Étampes et Nemours (3). On dit son quartier général à Chartres. Dans cette position, il a l'air de nous attendre, et il a renoncé à tourner notre droite, fortement gardée. C'est alors que le prince Albert et le prince royal ont résolu sur notre gauche un mouvement tournant qui est en train de s'effectuer (4). On a dégarni

(1) Le mouvement du 1er corps bavarois avait commencé le 17 novembre.

(2) 21 novembre.

(3) *Grand État-Major prussien*, 13e livraison, p. 825.

(4) « Un ordre du prince Frédéric-Charles prescrivit au grand-duc de Mecklembourg de se rendre promptement par le Mans sur Tours. » (*Ibid.*, p. 437.)

l'armée de Paris, et trois corps d'armée s'avancent vers l'Ouest, l'un marchant de Mantes sur Évreux, l'autre de Versailles sur Dreux, le troisième de Chartres sur Nogent-le-Rotrou, tous les trois convergeant sur le Mans pour venir, par le bassin du Loir, sur Vendôme et Blois. C'est cette manœuvre que les forces de l'Ouest, mal agrégées et mal commandées, n'ont pu déjouer. Le colonel Rousseau, qui s'est bien battu, a été forcé successivement d'abandonner Gourville, la Loupe, Bretoncelles, où l'on s'est battu deux jours (1); Nogent-le-Rotrou, le Theil, et s'est mis en retraite sur Bellême et Mamers, commettant la grosse faute de découvrir le Mans et livrant la vallée de l'Huisne et de la Sarthe au lieu d'appuyer, par la Ferté-Bernard et Montmirail, sur Châteaudun. Le général Malherbe a précipitamment évacué Dreux et la forêt de Senonches et s'est mis en retraite sur Argentan. Je l'ai révoqué et je prescris une enquête sévère sur son compte. Quant à Kersalaun, il a abandonné Évreux sans combat. Les Prussiens ont

(1) 20 et 21 novembre.

occupé un des faubourgs de cette ville; mais, grâce à l'énergie des autorités civiles, indignées de la conduite du général, et grâce au courage de la garde nationale sédentaire, l'ennemi à été repoussé au delà de Vernon ; la vallée de l'Eure est encore libre complètement. Ces malheureux événements qui se sont accomplis dans les journées des 20 et 21 novembre, grossis par l'imagination publique, avaient jeté une véritable panique dans l'Ouest et jusque dans la ville de Tours. Je suis parti sur l'heure pour le Mans (1); j'ai trouvé cette ville frappée de terreur et sur le point d'être évacuée. J'ai pris immédiatement les mesures les plus énergiques contre les fuyards et les incapables qui avaient été la cause de cette retraite (2). J'ai amené dans les douze heures, des dépôts environnants, des forces suffisantes pour couvrir le Mans ; j'ai ramassé dans toutes les directions les troupes disséminées et en retraite, je les ai toutes réunies au Mans, couvrant la vallée de la Sarthe et du Loir. Elles

(1) Le 22 novembre.
(2) Cf. ch. 11, p. 41.

ont été agglomérées et endivisionnées à nouveau. Les chefs ineptes sont supprimés et j'ai placé à la tête de cette armée refaite un brillant officier de marine, le capitaine de vaisseau Jaurès, homme plein d'énergie et très entendu comme administrateur.

« Pour la première fois, j'ai fait appeler Kératry pour savoir exactement ce que l'on pouvait obtenir des corps qu'il a rassemblés à Conlie sous le nom d'armées de Bretagne. Je me suis rendu au camp formé par Kératry à Conlie pour vérifier par moi-même les ressources immédiatement disponibles. Les forces qui y sont contenues, et qui ne dépassent pas 20,000 hommes, sont composées exclusivement de recrues bretonnes qui n'ont pas tiré un coup de fusil. Tout ce que j'ai pu prendre ne s'élève pas à 5,000 hommes et 2 batteries d'artillerie. J'ai vidé les dépôts de la Bretagne et j'ai pu constituer un rassemblement de 9,000 hommes que j'ai chargé Kératry de mettre en ligne entre la ville du Mans et Saint-Calais. Tous comptes faits, les forces rassemblées sous le commandement du

général Jaurès s'élèvent à près de 35,000 hommes, déduction faites des troupes de Kératry, mais tout cela d'une médiocre valeur. Il faudrait gagner quelques jours pour que ce travail d'organisation produisît ses fruits et relever le moral des troupes. A la suite de ce voyage, les Prussiens ont évidemment cru à une grande concentration de troupes sur le Mans et ont rebroussé chemin vers Chartres, menaçant Châteaudun. J'ai la conviction d'avoir sauvé le Mans, position importante, point d'aboutissement de cinq chemins de fer qui maintient nos communications avec le Nord. Mais le mouvement des Prussiens est grave, comme je l'ai fait savoir au général Trochu par une dépêche du 23, et vous commande une diversion puissante et immédiate (1).

« Vous me demandez avec une légitime anxiété, dans vos dépêches, où sont les armées du Nord et de l'Ouest. Voilà pour l'Ouest. En

(1) L'ensemble de ces dispositions paraissait devoir couvrir Tours et le Mans, mais l'aile gauche de l'armée de la Loire restait toujours menacée. » (FREYCINET, *loc. cit.*, p. 119.)

remontant vers le Nord, nous trouvons la vallée de l'Eure, Rouen, assez bien protégés par les gardes mobilisés du département, et surtout par le général Briant qui, depuis trois semaines, couvre avec efficacité ce beau pays et qui est fort aimé de la population. Le général Estancelin n'a montré jusqu'ici ni initiative ni compétence : on n'entend même plus parler de lui. Quant à la région du Nord proprement dite, elle est en très bon état en ce qui touche le côté défensif et les places fortes. Il n'en est pas de même de l'organisation des forces actives et offensives. Le général Bourbaki, que sur sa demande j'avais envoyé dans le Nord (1) alors que je lui offrais le commandement de la Loire, en ce moment non occupé, n'est pas précisément un organisateur, et il a mollement poussé le recrutement de ses forces, quoiqu'il fût investi d'un absolu blanc-seing pour les voies et moyens (2). Son découragement mal déguisé, l'entourage détes-

(1) Le 22 octobre.

(2) « Il faut dire que la confiance dans l'efficacité de la prolongation de la défense lui faisait défaut. » (FAIDHERBE, *loc. cit.*, p. 9.)

table qu'il s'était fait dans son état-major en attirant près de lui les Magnan et les Massa, sa sortie mystérieuse de Metz, son voyage toujours inexpliqué auprès de l'ex-impératrice, ses attaches avec la famille impériale, le voisinage de Bruxelles, foyer de conspiration bonapartiste ; ses relations fréquentes avec l'écuyer Raimbeaud, familier impérial, étaient autant de prétextes à la défiance et aux soupçons de l'opinion. Il s'est même produit contre sa personne des scènes regrettables et auxquelles je ne voulais pas l'exposer plus longtemps. Tous mes efforts pour lui ramener la confiance étaient impuissants. Dans son propre intérêt, je lui ai offert un commandement actif devant l'ennemi, avec des troupes toutes faites, rôle auquel il est infiniment mieux préparé par ses brillantes qualités militaires qu'à celui d'organisateur : il l'a refusé, n'ayant confiance que dans les vieilles troupes que nous ne possédons plus (1).

« Pour résumer la situation du Nord, outre cinquante et soixante mille mobilisés que Bour-

(1) Cf. FAIDHERBE, *loc. cit.*, p. 10.

baki se refusait à employer, le Nord compte 27,000 hommes (1) et 8 batteries. Cela suffirait cependant pour tenter un mouvement en avant, de nature à délivrer tout à fait la Somme et à reprendre l'Oise. A ce sujet, je vous apprends qu'Amiens n'a jamais été bloqué et que Montdidier, qui avait été pris par les Prussiens, a été repris par le préfet de la Somme et la garde nationale. J'ai donné le commandement au général Faidherbe (2), qui est trop connu pour que je fasse ici l'éloge de ses qualités militaires et civiques. La manière dont il a reconnu et proclamé la République lui a créé une véritable popularité, et sa nomination a été accueillie avec joie. Il a sous ses ordres, comme organisateurs, le général Farre (3) et le colonel Lecointe ? (4).

(1) « Environ 25,000 combattants. » (FAIDHERBE, *loc. cit.*, p. 14.)

(2) Décret du 18 novembre. Le général Faidherbe commandait alors la division de Constantine.

(3) Le général Farre, au départ du général Bourbaki, avait reçu à titre provisoire le commandement supérieur du 22e corps d'armée (19 novembre).

(4) Évadé de Metz, il fut promu général et reçut le commandement de la 1re brigade.

« J'arrive à l'Est. En dehors des corps francs de Garibaldi, qui se livrent tous les jours à de brillants coups de main dans la région de la Côte-d'Or, entre Autun et Châtillon-sur-Seine, poussant sur Dijon, je ne vois à vous signaler qu'un noyau d'armée, sous le commandement du général Bressoles (1). Lyon est dans un admirable état de défense, et vous pouvez compter sur une résistance aussi longue et aussi héroïque que celle de Paris.

Les populations de l'Alsace sont animées du plus ardent patriotisme ; elles s'échappent par la Suisse et, à l'aide de crédits ouverts, nous les rapatrions sur Lyon pour les encadrer dans cette armée encore embryonnaire.

Le premier ban des mobilisés est à peu près levé et équipé partout, et je vous envoie par le même courrier un décret (2) pour l'établissement de onze camps sur la surface du territoire, destinés à concentrer et à organiser militairement tout le monde. Joint au décret sur la

(1) FREYCINET, *loc. cit.*, p. 14.
(2) 25 novembre.

création des batteries d'artillerie par département (1), ce décret vous prouvera nos résolutions et notre manière de comprendre la guerre à outrance, avec la certitude, que nous avons pleine et entière aujourd'hui, de pouvoir la continuer avec des chances sérieuses, même après la chute de Paris, si un tel malheur pouvait venir s'ajouter à tous nos désastres.

« Tel est le tableau réel de notre état militaire. Je ne cherche pas à grossir nos ressources, car je m'abstiens de vous faire connaître quel sera, au 15 janvier, le formidable armement de la France en canons, armes et engins de toutes sortes. Si nous atteignons ce terme, nous serons réellement armés jusqu'aux dents et en état d'assurer une foudroyante revanche. De toutes ces choses, je n'ai pu accomplir les unes et proposer les autres qu'en faisant appel au génie civil de la France. J'ai mis à contribution, en réquisition et en œuvre, toutes les intelligences et toutes les aptitudes des hommes de science et d'industrie. J'ai certainement, mais je ne

(1) Décret du 3 novembre.

pouvais faire autrement, complètement transformé le ministère de la guerre. Les ingénieurs et les savants dominent un peu partout, à l'intérieur comme à la guerre ; mais leur coopération a été merveilleusement accueillie et appréciée par les militaires. Il ne s'est produit entre eux ni froissements ni conflits ; j'ai eu la bonne fortune de trouver des collaborateurs à la fois novateurs et prudents. Il me serait trop long de vous en donner la brillante liste, mais je ne peux cependant passer sous silence le plus éminent d'entre eux, mon délégué au ministère de la guerre, M. Charles de Freycinet, dont le dévouement et la capacité puissante se sont trouvés à la hauteur de toutes les difficultés pour les résoudre, comme de tous les obtacles pour les vaincre. »

M. de Moltke examine les fautes commises par l'armée nouvelle qu'il vient de trouver devant lui. Elle en commit assurément, et la plus grande de toutes fut de ne pas marcher sur Paris après la victoire de Coulmiers. Cette faute

est imputable au général d'Aurelle de Paladines qui manqua de confiance et d'audace, malgré le succès remporté.

M. de Molke critique aussi le plan de campagne adopté. On aurait dû, écrit-il, faire converger toutes les forces françaises sur Paris. Or, c'est précisément ce que l'on tâcha de faire tout d'abord, ainsi que cela résulte des déclarations mêmes de M. de Freycinet :

« Le premier danger écarté, nous nous préoccupâmes d'un plan pour reprendre l'offensive. Nous ne pouvions pas oublier, en effet, que le sort de la France était lié à la résistance de Paris, et que celle-ci ne serait pas indéfinie. Les approvisionnements, sinon les forces des défenseurs, marquaient un terme fatal qu'on ne supposait pas, à ce moment, devoir se prolonger beaucoup au delà du 1er décembre. Personne en province ne connaissait au juste la quantité de vivres qui avait pu être accumulée dans Paris; mais les rapports les plus favorables ne parlaient pas de plus de trois mois,

à partir de l'investissement qui avait commencé vers le milieu de septembre. L'opinion du général Trochu, telle qu'il l'a fait connaître à la séance du 13 juin 1871, était même que le siège ne devait pas durer plus de 60 jours, ce qui aurait porté la limite au 15 novembre seulement. C'est sous l'empire de ces idées que l'étude d'un plan fut abordée.

« Deux combinaisons se présentaient. L'une consistait à se jeter dans l'Est pour couper les communications de l'ennemi, l'autre à marcher sur Paris pour tenter de le débloquer. Elles avaient chacune leurs avantages. Par la première, si elle réussissait, on inquiétait sérieusement l'armée d'invasion; on empêchait ses renforts, on compromettait sa retraite, on arrêtait ses vivres et surtout ses munitions. Peut-être même obligerait-on l'ennemi à lever le siège de Metz, et alors, en se réunissant à l'armée assiégée, on formait une masse compacte de plus de 200,000 hommes qui, sous la conduite d'un chef hardi et habile, — Bazaine passait encore pour l'être, — pouvait

changer rapidement la fortune des armes. Enfin, ce qui était à considérer, on opérait, au moins pendant les premiers temps, dans une contrée relativement vide de forces ennemies et l'on évitait ainsi d'engager prématurément des troupes peu aguerries, que le moindre échec pouvait rebuter.

« Ce projet soulevait toutefois de graves objections. Sa réalisation était lointaine. En admettant même qu'on ne fût pas inquiété, il fallait trois semaines pour se rendre à Metz. Or, Bazaine attendrait-il trois semaines? Déjà des bruits inquiétants couraient sur son compte. Sans y ajouter entièrement foi, on pouvait y voir des avant-coureurs d'une capitulation peu éloignée. On signalait même des émissaires qui, disait-on, parlementaient avec M. de Bismarck. On allait jusqu'à prononcer le nom du général Boyer, et des personnes affirmaient l'avoir vu sur la route de Versailles. L'idée de trahison commençait à s'emparer des esprits. Dans ces conditions et avec de pareilles craintes, était-il bien prudent d'entreprendre une expédition de

longue haleine? Si Metz succombait sur ces entrefaites, quelle ne serait pas, en effet, la situation de l'armée expéditionnaire? Elle s'exposait à rencontrer à mi-chemin les 180,000 hommes du prince Frédéric-Charles, qui l'auraient taillée en pièces. On proposait, il est vrai, pour éviter cette rencontre, d'appuyer davantage au Midi et de prendre par le bas des Vosges; on remonterait ensuite plus ou moins vers le Nord, suivant les événements. Mais, ou bien cette manœuvre manquerait son but, en ce sens qu'on n'atteindrait pas les grandes lignes de ravitaillement de l'ennemi, par Saverne et par Forbach, ou bien l'on atteindrait effectivement ces lignes, au moins l'une d'elles, et alors le danger signalé plus haut réapparaîtrait. En tout cas, on découvrirait, pendant un long temps, ces mêmes positions de Bourges et de Tours qu'on avait pris tant de peine à protéger. Or, le simple départ du gouvernement de Tours, au moment où l'on se trouvait, après cette suite non interrompue de revers, aurait profondément abattu le pays et porté un coup mortel à la défense. Il

fallait avant tout, si l'on voulait obtenir de nouveaux sacrifices de la nation, lui rendre quelque confiance par un signe de vitalité et non en continuant de se retirer devant l'ennemi.

« Ces réflexions conduisaient à préférer la marche sur Paris. Tout d'abord on évitait l'inconvénient de découvrir les points qu'on voulait garder, car l'armée, en s'avançant, continuerait de les protéger. Ensuite, puisqu'on cherchait une occasion de relever promptement le moral de la France, cette occasion s'offrirait naturellement. En effet, dans la situation actuelle des troupes concentrées, comme on l'a vu, en avant de Vierzon et de Blois, pour aller à Paris, on passerait par Orléans. La campagne débuterait donc par l'attaque de cette ville, et si l'on était assez heureux pour s'en emparer, on agirait vivement sur l'opinion, qui y verrait une éclatante revanche de l'échec même qu'on venait d'y subir.

« D'ailleurs, beaucoup de personnes pensaient que la possession d'Orléans devait offrir, en tout état de cause, des avantages considérables.

On faisait ressortir sa position exceptionnelle par rapport à des opérations militaires engagées autour de Paris. Cette ville, remarquait-on, est comme la sentinelle avancée de toute la partie de la France qu'entoure la Loire. Elle donne l'avantage du fleuve à toute armée qui veut se porter par le chemin le plus court sur Tours ou sur Nevers. Elle est la clef de tout le centre. Orléans tombé, il faut multiplier les points de défense; Orléans debout, ce seul point bien défendu suffit. Une armée concentrée dans Orléans peut être forcée, mais elle ne peut pas être entourée et investie, comme à Metz ou à Sedan. Elle peut toujours battre en retraite en traversant la Loire, sur des ponts préparés d'avance, qu'elle détruit derrière elle, et elle trouve un refuge en Sologne. Si elle se retire à temps devant des forces supérieures, elle peut même rester sur la rive droite, attendant pour traverser l'heure et le lieu propices. Enfin, les environs d'Orléans offrent à une armée qui veut s'y fortifier des positions admirables. L'immense forêt qui l'entoure au nord-est, si elle est

convenablement occupée, la préserve de toute surprise de ce côté. A l'ouest, les bois de Montpipeau offrent également un abri précieux et restreignent le champ d'attaque. Il paraît donc facile d'établir à Orléans un vaste camp retranché où l'on ne sera jamais réduit par la famine, et d'où l'on s'élancera ensuite au moment opportun.

« Telles étaient les raisons mises en avant pour faire valoir la possession d'Orléans, et du reste, il faut bien le reconnaître, nos ennemis semblent en avoir jugé de même, d'après l'opiniâtreté qu'ils ont mise à nous la disputer (1). »

(1) Il est un troisième plan dont je n'aurais pas jugé utile de parler — car il n'a fait l'objet d'une véritable discussion — si le général Trochu ne l'avait développé dans son discours du 13 juin, en paraissant y attacher une certaine importance. Selon le gouverneur de Paris, nous aurions dû envoyer nos meilleures troupes du côté de Rouen, leur faire traverser la Seine, pour de là les ramener vers Paris en suivant la rive droite. J'avoue que je n'avais jamais cru à l'adoption délibérée d'une telle combinaison. La seule circonstance où j'en ai entendu parler est celle-ci. Le 16 ou le 17 octobre, le général Bourbaki me fit une visite, sans but défini, en compagnie du général de Loverdo. M. de Serres et une autre personne se trouvaient dans mon cabinet. Quel-

Les dernières hésitations furent levées par une dépêche de M. Jules Favre du 17 octobre, reçue par ballon le 21. Cette dépêche apprenait que dans les vingt jours de sa date, c'est-à-dire vers le 6 novembre, le général Trochu, comptant sur une expédition de la province pour lui donner la main, « serait en mesure de passer sur le corps de l'ennemi. »

Pour la première fois, depuis le commencement de la guerre, nos armées avaient donc une direction sérieuse, et à leur tête marchaient des hommes de guerre. Malheureusement, elles

ques instants après, le hasard amena M. Gambetta. On s'entretint de divers sujets, entre autres de la naissante armée de la Loire, dont le général Bourbaki déclinait le commandement, « ne se sentant pas en mesure, disait-il, de réaliser « ce que le public attendait de lui. » M. Gambetta indiqua le projet qu'aurait le général Trochu d'agir sur la Basse-Seine. Nous ajoutâmes qu'en ce qui concernait la coopération de la province, il n'y fallait pas compter; notre armée était trop jeune et trop peu aguerrie pour exécuter une pareille marche, de Bourges à Rouen, qui l'exposerait à tout instant à être prise en flanc par l'armée du duc de Mecklembourg, massée autour de Chartres ; qu'enfin la traversée d'un fleuve, en de semblables conditions, nous semblait tout à fait dangereuse.

n'étaient pas aguerries; elles étaient obligées d'apprendre le métier militaire sur le champ de bataille; leur armement, fourni à la hâte, se composait de canons et de fusils de modèles divers ou de fusils transformés ; elles ne pouvaient avoir ni la cohésion ni la discipline des vieilles troupes auxquelles on allait les opposer; elles étaient hantées par le souvenir de nos défaites; la confiance en elles-mêmes leur manquait et aussi ce sang-froid si indispensable dans les batailles modernes, et que donne, seule, une longue habitude du danger.

Je ne crois pas me tromper en affirmant que tout le monde fut du même avis, sans en excepter le général Bourbaki. Celui-ci demanda alors si l'on ne pourrait pas former une armée expéditionnaire au moyen des forces disséminées dans le Nord et la Normandie. Nous lui répondîmes que ces forces n'existaient pas, et qu'il s'en apercevrait lui-même dans son commandement de Lille ; qu'au surplus, s'il parvenait à les réunir, nous lui laisserions carte blanche. Cinq semaines après, le général n'avait pu grouper que 12,000 hommes.

Quand à moi, je n'ai plus entendu parler de cette affaire, si ce n'est 8 à 10 jours après, en lisant les lignes suivantes d'une dépêche du général Trochu, laquelle ne semblait pas indiquer que lui-même eût des idées très arrêtées sur la combinaison : « Gardez Bourbaki à tout prix, disait-il. Il sau-

Les cadres faisaient défaut. Les officiers et sous-officiers improvisés n'avaient ni l'autorité ni parfois les connaissances nécessaires pour mener convenablement les hommes au feu. On ne savait où recruter les états-majors. Les services les plus indispensables fonctionnaient à peine et les froids de l'hiver accablaient les soldats habillés, vaille que vaille, de mauvaises vareuses.

Malgré tout, l'armée de la Loire remporta une première victoire à Coulmiers.

« vera la province comme nous sauverons Paris. Réunissez « tous vos petits paquets qui paraissent tenir mal à propos « la campagne. Formez-en une armée et donnez-la lui. Il « avancera et reculera, sans jamais s'engager à fond, mais « il défendra à outrance les villes barricadées et crénelées. « — Ranc vous aura dit la ligne d'opération que j'ai en vue ; « *dites-moi ce que Bourbaki en pense.* » Dépêche du général Trochu à M. Gambetta, du 19 octobre.)

On remarquera que le général Trochu, qui ignorait ce qui se passait en province, croyait à tort que nous agissions par petits paquets, et nourrissait à l'endroit des villes « barricadées et crénelées » l'illusion que j'ai déjà signalée. Quant au général Bourbaki, j'ai su depuis que dans une réponse à l'amiral Fourichon, du 25 octobre, il avait expliqué les motifs pour lesquels le plan du général Trochu lui semblait impraticable.

M. de Moltke dit à ce propos : « Le général von der Thann, attaqué par des forces supérieures, sut se tirer habilement d'un mauvais pas. »

Ici apparaît, dans tout son jour, la vanité allemande. M. de Moltke ne veut pas avouer une défaite et il vante l'habileté d'un général que d'ailleurs il reconnaît implicitement battu. La vérité est que le général von der Thann ne dut son salut qu'à l'erreur d'un général français qui, chargé de cerner l'ennemi, prit pour un corps prussien les éclaireurs Lipowski et recula.

La phrase de M. Moltke rappelle la phrase du duc de Wurtemberg parlant de la garde prussienne à la bataille de Gravelotte : « La façon brusque dont elle cessa son attaque, dit-il, nous frappa d'admiration. » La garde prussienne avait été écrasée et elle ne pouvait plus marcher en avant.

On peut juger par ce rapport du général en chef de l'importance de la bataille de Coulmiers, sur laquelle M. de Moltke passe si légèrement.

« ... L'ordre de marche pour la journée du lendemain (le 9, jour de la bataille) portait qu'une partie des troupes du général Martineau irait prendre position entre le Bardon, à droite, et le château de la Touanne, à gauche; que le général Peitavin s'emparerait successivement de Bacon, de la Renardière et du Grand-Lus, pour donner ensuite la main à la droite du général Chanzy, en vue d'attaquer le village de Coulmiers, où, d'après nos renseignements, l'ennemi s'était fortement retranché.

« Ma réserve d'artillerie et le général Dariès, avec ses bataillons de réserve, devaient soutenir ce mouvement.

« Le général Chanzy devait exécuter par Charsonville, Épieds et Gémigny un mouvement tournant appuyé sur la gauche par la cavalerie du général Reyau, lequel avait pour instruction de chercher à déborder autant que possible l'ennemi par sa droite. Les francs-tireurs de Paris, sous les ordres du lieutenant-colonel Lipowski, avaient l'ordre d'appuyer sur la gauche le mouvement de la cavalerie.

« Le 9, dès huit heures du matin, toutes les troupes se mirent en mouvement après avoir mangé la soupe.

« La portion des troupes du général Martineau désignée pour agir sur la droite effectua son mouvement sans rencontrer l'ennemi.

« Une moitié des forces commandées par le général Peitavin, soutenue elle-même par la réserve d'artillerie, enleva d'abord le village de Bacon et se dirigea ensuite sur le village de la Rivière et le château de la Renardière, où l'ennemi était fortement établi dans toutes les maisons du village et dans le parc. Cette position, vivement attaquée par trois bataillons : le 6e bataillon de chasseurs de marche, un bataillon du 16e de ligne et un du 33e de marche, fut enlevée, malgré tous les efforts de l'ennemi pour s'y maintenir. Dans cette attaque dirigée par le général Peitavin en personne, qui ne pouvait être soutenue que très difficilement par l'artillerie parce que nos tirailleurs occupaient une partie du village, les troupes déployèrent une vigueur remarquable.

« La seconde partie des troupes du général Peitavin se portait en avant tandis que la position de la Renardière était enlevée, occupait le château du Grand-Lus, sans trouver de résistance, et faisait appuyer sa gauche vers le village de Coulmiers.

« Sur la gauche, les troupes du général Barry marchaient par Champdry et Villarceau, qui était le centre de la ligne ennemie et qui était très fortement occupé. Arrêtées dans leur marche par l'artillerie prussienne, elles ne purent arriver que vers deux heures et demie à Coulmiers, devant lequel se trouvaient déjà les tirailleurs du général Peitavin.

« Ces tirailleurs, auxquels se joignirent les tirailleurs du général Barry, se jetèrent au pas de course, au cri de : Vive la France! dans les jardins et les bois qui sont au sud de Coulmiers, y pénétrèrent, malgré la résistance furieuse de l'ennemi, mais ne purent se rendre maîtres du village. L'ennemi, qui s'y était retranché, et qui avait accumulé sur ce point une grande partie de ses forces et de son artillerie, faisait les plus

grands efforts pour s'y maintenir afin de protéger la retraite des troupes de sa gauche, qui se trouvaient d'autant plus compromises que notre mouvement en avant s'accentuait davantage. Pour faire cesser cette résistance, le général en chef appela le général Dariès et la réserve d'artillerie. Cette dernière s'établit en batterie à la hauteur du Grand-Lus, et, après un feu des plus violents de plus d'une demi-heure, finit par réduire au silence les batteries de l'ennemi. En ce moment les tirailleurs, soutenus par quelques bataillons du général Barry, conduits par le général en personne, reprirent leur marche en avant et pénétrèrent dans le village, d'où ils chassèrent l'ennemi vers quatre heures du soir.

« Dans cette attaque, les troupes du général Barry, 7e bataillon de chasseurs de marche, 31e régiment d'infanterie de marche et le 22e régiment de mobiles (Dordogne), montrèrent beaucoup de vigueur et d'entrain.

« A gauche du général Barry, une partie des troupes du contre-amiral Jauréguiberry, éclairées sur leur gauche par les francs-tireurs du

commandant Liénard, traversèrent Charsonville et Épieds et arrivèrent devant Cheminies, où elles furent assaillies par une grêle d'obus. Elles déployèrent leurs tirailleurs, mirent leurs batteries en position et continuèrent leur marche en ouvant un feu de mousqueterie. La lutte que soutinrent ces troupes fut d'autant plus sérieuse qu'elles furent longtemps exposées non seulement aux feux partant de Saint-Sigismond et de Gérigny, qui étaient devant elles, mais encore à ceux de Coulmiers et de Rosières, qui n'attiraient pas encore l'attention du général Barry. Il était à peu près deux heures et demie. A ce moment le général Reyau fit prévenir le général Chanzy que sa cavalerie avait éprouvé une résistance sérieuse, que son artillerie avait fait de grandes pertes en hommes et en chevaux, qu'elle n'avait plus de munitions et qu'il était dans l'obligation de se retirer. Pour éviter un mouvement tournant que l'ennemi aurait pu tenter par suite de cette retraite, le général Chanzy, qui dans cette journée a montré du coup d'œil et de la résolution, porta sa réserve en avant dans la

direction de Saint-Sigismond, en la faisant soutenir par le reste de son artillerie de réserve.

« Le contre-amiral Jauréguiberry était parvenu à faire occuper le village de Champ par un bataillon du 37e ; mais à peine arrivé, attaqué par de l'artillerie et des colonnes d'infanterie qui entraient en ligne, ce bataillon dut abandonner le village. L'énergique volonté de l'amiral parvint cependant à nous maintenir dans nos positions jusqu'à quatre heures et demie, où l'arrivée d'une batterie de 12 réussit à maîtriser l'artillerie ennemie.

« Pendant ce laps de temps, le 37e de marche et le 33e de mobiles ont été grandement éprouvés.

« A cinq heures, toutes les troupes de l'amiral Jauréguiberry se portèrent à la fois en avant et s'emparèrent, au pas de charge, des villages de Champ et d'Ormeteau.

« Après la prise de ces villages, dont le dernier avait été soigneusement crénelé et admirablement disposé pour la défense, l'ennemi en

pleine retraite fut poursuivi, tant qu'il fit clair, par le feu de notre artillerie.

« En résumé, dans la journée du 9, nous avons enlevé toutes les positions de l'ennemi, qui, d'après l'aveu d'officiers bavarois faits prisonniers, doit avoir subi des pertes considérables. Nous avons eu à lutter contre le 1er corps d'armée bavarois assisté de cavalerie et d'artillerie prussienne.

« Cette journée eut pour résultat d'obliger l'ennemi à évacuer non seulement toutes les positions retranchées qu'il occupait derrière la Mauve et dans les environs d'Orléans, mais encore d'abandonner en toute hâte cette ville pour battre en retraite sur Artenay, par Saint-Péravy et Patay, en laissant entre nos mains plus de 2,000 prisonniers sans compter tous les blessés.

« La pluie et la neige qui étaient tombées toute la nuit et dans la journée du lendemain, et qui avaient détrempé les terres, rendirent impossible une poursuite qui eût pu nous donner de plus grands résultats. Malgré ces difficultés, une reconnaissance poussée jusqu'à Saint-Péravy,

s'empara de deux pièces d'artillerie, d'un convoi de munitions et d'une centaine de prisonniers dont cinq officiers.

« Le général des Pallières, dont la marche sur Orléans avait été calculée sur une plus longue résistance de l'ennemi, marcha pendant quatorze heures, dans la journée du 9, dans la direction du canon, et, malgré tous ses efforts, ses têtes de colonnes ne purent arriver à la nuit que jusqu'à Chevilly.

« Nos troupes d'infanterie de ligne et nos mobiles, qui voyaient le feu pour la première fois, ont été admirables d'entrain, d'aplomb et de solidité.

« L'artillerie mérite de grands éloges, car, malgré des pertes sensibles, elle a dirigé son feu et manœuvré, sous une grêle de projectiles, avec une précision et une habileté remarquables.

« Nos pertes, dans cette journée, ont été d'environ 1,500 hommes tués ou blessés.

« Le colonel de Foulonge, du 31e de marche, a été tué.

« Le général de division Ressayre, comman-

dant la cavalerie du 16e corps, a été blessé par un éclat d'obus.

« Je ne saurais trop vous dire, Monsieur le ministre, combien j'ai eu à me louer de la vigueur que l'armée tout entière a montrée dans cette journée. Il serait trop long de citer tous les actes de courage et de dévouement qui me sont signalés. J'ai l'honneur de recommander à votre sollicitude les demandes de récompenses que je vous adresse, et qui sont justifiées par des faits d'armes accomplis dans cette circonstance. »

Le chemin de Paris ouvert par la trahison de Bazaine qui permit alors à Frédéric-Charles de descendre sur la Loire, arrêta tout et décida notre perte. Mais combien était proche le triomphe ! Qu'on suppose l'armée de Metz retenant encore six semaines l'ennemi autour d'elle, et cela eût été possible si l'on eût fait sortir de la ville les bouches inutiles, si, après Gravelotte, on n'avait pas détruit, volontairement et sans nécessité, nos approvisionnements ; qu'on

suppose les généraux de Paris faisant leur devoir; tentant sérieusement de donner la main à la province, l'armée d'invasion, prise entre les deux branches d'une tenaille, était, ou écrasée, ou obligée d'abandonner le blocus de la capitale et de battre en retraite vers l'Est. Et, alors, quel effet moral, quelle recrudescence d'énergie dans le pays, quel enthousiasme, quel retour de fortune ! Et cela aurait pu arriver !

C'est la grande leçon qui ressort, éclatante, de l'étude de la guerre de 1870, même après la lecture du livre de M. de Moltke : vingt fois, malgré les erreurs énormes commises pendant la première période, malgré la pénurie et le désordre forcé de la seconde, nous aurions pu résister et peut-être vaincre. Si Frossard avait été secouru à Sipckeren par les forces qui l'entouraient; si de Failly avait rejoint à temps Mac-Mahon; si Douay n'avait pas reçu l'ordre de rester à Wissembourg et de livrer bataille ; si Bazaine, le 16 août, avait gardé ses positions et dès le lendemain matin continué la lutte; si Metz avait tenu quelques semaines de plus, la

face des choses était changée. Mais sans doute nous devions succomber. Étant donné l'état des esprits, le caractère des hommes, le laisser-aller du régime impérial, l'absence du sentiment du devoir chez les chefs, nous ne pouvions pas éviter les fautes que nous avons commises. La force irrésistible des choses nous poussait à la défaite.

Frédéric-Charles rejoignit, sur la Loire, le duc de Mecklembourg. Ils tâtèrent nos forces et, tout à coup, par une manœuvre audacieuse, Frédéric-Charles, trompant le 17e et le 18e corps qu'il avait devant lui, fonça sur le centre de l'armée, le rompit et s'empara d'Orléans.

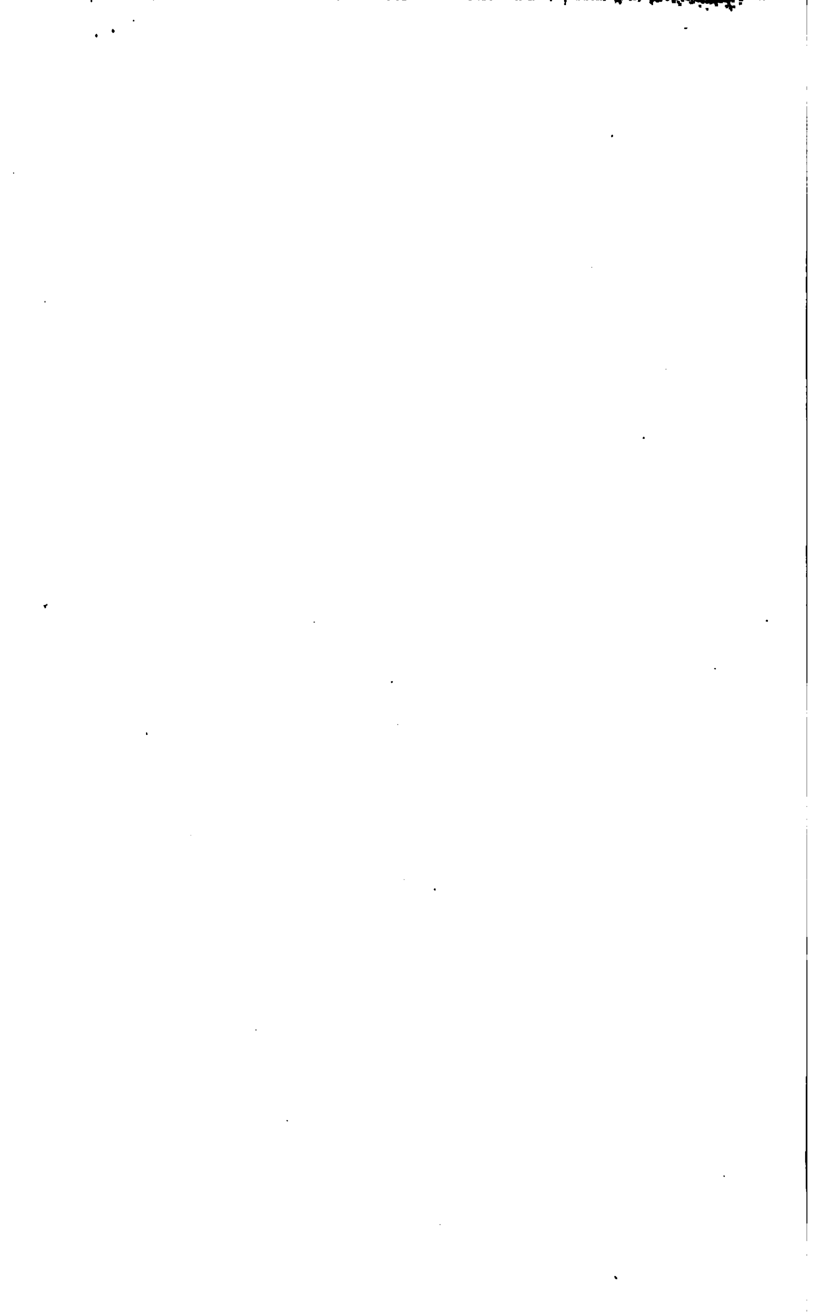
Pendant ce temps s'engagea dans le Nord le fameux duel entre Faidherbe et Manteuffel, où Manteuffel aurait été battu si les troupes de Faidherbe eussent été suffisamment exercées, armées et habillées. Elles remportèrent cependant, grâce à la profonde habileté de leur général, quelques succès glorieux pour nos armes.

A l'Est, un des plus grands hommes de guerre qui ait paru à notre époque, Garibaldi,

si odieusement insulté plus tard à Bordeaux; si ridiculement calomnié, à Versailles, par un nommé Perrot ou Perraud, avait, à la tête d'une troupe héroïque, deux fois pris Dijon et enlevé aux Prussiens un drapeau.

Pour le reste de la campagne, les réflexions de M. de Moltke, qui se continuent avec la même tranquillité et le même sang-froid, n'offrent plus de passages saillants ou qui, plus particulièrement, nous intéressent. On connaît, par le détail, tous les événements qui ont immortalisé le siège de Paris : le courage de sa population, l'héroïsme de ses gardes nationaux, des marins et de la ligne à Montretout, à la Gare-aux-Bœufs, au Bourget, à Champigny et à Buzenval; la mollesse du général Trochu, les fautes de Ducrot lors du passage de la Marne, l'admirable activité de Dorian, les souffrances des derniers mois, la misère générale, le dévouement tranquille des femmes, le bombardement éclatant à la fin, les obus pleuvant sur la rive gauche, le plateau d'Avron évacué, les forts écrasés, Saint-Cloud incendié, l'armistice conclu.

Le désastre avait eu trois causes : d'abord le manque incroyable de préparation au début ; ensuite la résolution de Bazaine de rester à Metz ; enfin la marche sur le Nord de l'armée de Châlons. La République a eu le mérite de montrer que, malgré des défaites sans précédents, notre pays n'était pas irrémédiablement perdu. Sur le champ de bataille de Sedan, M. de Bismarck avait dit : « La bête est morte. » Il se trompait. A la dernière heure, la France devait reprendre conscience de sa force et, en succombant, entrevoir sa résurrection.



LA GUERRE FUTURE

ET

LA GUERRE D'AUTREFOIS

Les partisans de la paix ont raison. Ils auraient raison tout à fait si la France était maîtresse de maintenir la paix ou de faire la guerre. Malheureusement il n'en est pas ainsi. Nous sommes certains qu'elle n'attaquera pas ses voisins, mais nous ne pouvons être sûrs que ses voisins ne l'attaqueront pas. Les insultes dont elle est tous les jours l'objet ; les convoitises

qu'elle excite dans le monde entier; les menaces qu'on profère contre elle dans presque tous les Parlements de l'Europe; les ligues qui se forment dans l'unique but de la contenir ou de la combattre témoignent des sentiments qu'on nourrit à son endroit. Chose curieuse ! C'est elle qui est vaincue et démembrée, et c'est elle qu'on affecte de craindre !

Il n'est pas de gouvernement qui, pour obtenir des crédits, soit pour sa marine, soit pour son armée, ne mette la France en avant comme un épouvantail. Ce n'est pas pour tenir en respect les marines allemande et italienne, et pour protéger contre leurs entreprises les colonies britanniques, que le ministre anglais a demandé au Parlement les milliers de livres sterling qu'exigeait l'exécution de son nouveau programme naval, c'est afin de garantir l'Angleterre d'une invasion française ; ce n'est pas pour résister à la Russie que M. de Moltke et M. de Bismarck ont demandé le septennat militaire, c'est afin de préserver l'Allemagne d'une agression de la France ; ce n'est pas pour prendre

contre l'Autriche une revanche de la défaite de Lissa que l'amiral Saint-Bon a rendu la Spezzia inabordable et entassé à la Maddlana tant d'engins de défense et d'attaque, c'est afin d'empêcher la France de rapatrier le 19e corps, afin de mettre la main sur la Corse et de détruire nos ports de la Méditerranée; ce n'est peut-être pas pour faire respecter sa neutralité que le roi des Belges a fait construire les forts de la Meuse qu'en cas de guerre, son armée, trop faible et obligée de se retirer à Anvers, ne pourrait jamais défendre; ce n'était pas pour réorganiser l'armée espagnole qu'il y a six ou sept ans, sous le règne d'Alphonse XII, des officiers de l'état-major allemand étaient allés étudier les Pyrénées, leurs cols, leurs routes et leurs débouchés en France. Depuis vingt ans, il n'a pas été prononcé une parole grave, il n'a pas été pris une résolution qui n'ait été dirigée contre nous.

L'unité allemande, livrée à elle-même, cesserait d'être; elle ne subsiste que parce qu'on effraye perpétuellement les nations groupées autour de la Prusse avec la menace d'une con-

quête française. C'est de vouloir rétablir le pouvoir temporel du pape que M. Crispi accuse aujourd'hui le gouvernement français, comme si les idées de l'empereur et de l'empire avaient jamais été celles de la nation et l'étaient encore ! C'est d'être un foyer révolutionnaire, dangereux pour la tranquillité de l'Europe que M. de Bismarck accuse la France ; c'est d'être un repaire de bandits où l'on assassine les voyageurs que l'accuse M. Titza !

D'un bout à l'autre de l'Europe, toutes ces voix se répondent et se répètent. De tous les côtés s'élèvent les mêmes menaces, les mêmes calomnies, les mêmes rodomontades, les mêmes violences ; et, plus la France proteste de sa volonté de garder la paix, plus elle donne de preuves, imprudentes souvent de sa sincérité, soit en engageant une partie de sa flotte et de son armée dans les aventures coloniales, soit en ne renforçant pas les corps d'armée de la frontière, plus les cris et les accusations redoublent et s'enveniment de haine.

Sur sa frontière, à Waterloo, un gouverne-

ment voisin laisse organiser une grande manifestation contre elle et il en interdit la contre-partie. Il n'est pas de jour où la presse officielle ou officieuse allemande ne nous attaque ; la presse anglaise ne nous est pas favorable ; la presse autrichienne, dans son ensemble, nous est hostile; en Allemagne on apprend la géographie aux enfants sur des cartes où la Franche-Comté et la Champagne font partie de l'empire ; en Italie sur des cartes où la Provence et la vallée du Rhône font partie du royaume ; on imprime une carte à Bruxelles où les Flandres, jusqu'au-dessous de Lille, sont annexées à la Belgique ; quelques écrivains politiques, en Espagne, ont réclamé le Roussillon. Le partage de la France, comme autrefois celui de la Pologne, est partout à l'ordre du jour en Europe.

Chose plus grave que les injures des journalistes à gage ou que les menaces des hommes d'Etat en quête d'argent : le budget de la paix armée devient de plus en plus lourd pour les nations. Il en est qui succombent sous le poids. L'état actuel semble ne pas devoir durer et

chacun redoute ce dilemme : ou la faillite ou la guerre.

Quelques personnes frappées de tant de dangers parlent de désarmement général. Et d'abord ce n'est pas au pays vaincu et démembré à le proposer. Les hommes politiques français qui le demanderaient ne feraient qu'ajouter une honte à beaucoup d'autres. Mais quelle nation prendrait l'initiative du désarmement? Laquelle voudrait, la première, en présence de l'Europe couverte de canons et hérissée de baïonnettes, licencier ses marins et ses soldats? Quel gouvernement assumerait cette responsabilité? Et qui nous assure que le désarmement ne serait pas un piège tendu à notre naïveté et à notre bonne foi?

Il faudrait d'abord, disent les partisans du désarmement, régler la question de l'Alsace et de la Lorraine. Mais qui la règlerait? S'imagine-t-on que l'Allemagne va volontairement, par amour de l'humanité, abandonner des territoires qu'elle a conquis dans tant de batailles et pour lesquelles elle a versé tant de sang? Est-

ce que le parti militaire laisserait faire? Est-ce que la nation consentirait? Est-ce que l'empereur pourrait avoir une autre volonté que la nation et l'armée ?

A ces rêves de rétrocession des deux provinces, les hommes d'États allemands ont répondu cent fois. Chacun des toasts de Guillaume II à son armée est aussi une réponse catégorique. M. de Moltke, faisant allusion à ces choses, a dit au Reischtag : « Ce que nous avons obtenu en six mois par la force des armes, nous aurons à le défendre pendant un demi-siècle par les armes, afin que nul ne puisse nous l'arracher. »

Et le major Von der Goltz, complétant, expliquant et analysant la pensée de M. de Moltke a écrit quelque temps après : « Il est nécessaire que nous comprenions et que nous fassions comprendre à la génération qui nous suit, que le temps du repos n'est pas encore venu; que la prédiction d'une lutte finale pour assurer l'existence de la grandeur de l'Allemagne n'est pas une chimère née dans la tête de fous ambitieux,

mais qu'elle viendra un jour, inévitablement violente et sérieuse, comme l'est toute lutte décisive entre peuples dont l'un veut faire reconnaître sa suprématie aux autres. »

Ne parlons donc plus de rétrocession des provinces annexées. Nous connaissons maintenant la pensée des chefs de l'armée et des patriotes allemands : entreprendre une lutte suprême, non pour défendre des frontières violées par un aggresseur, mais pour s'assurer l'hégémonie, pour régner sur l'Europe entière.

Cette idée, on ne la trouve pas seulement chez les écrivains militaires, mais chez les écrivains politiques; on la retrouve même dans les discours des socialistes; ceux-ci veulent bien aider les ouvriers dans la lutte des classes; ils consentent à la suppression de la patrie, mais à la condition, cependant, que la suprématie de l'Allemagne sera reconnue.

Dans ces conditions c'est un passe-temps puéril de déclamer contre la guerre. Il n'est pas en notre pouvoir de l'empêcher. La seule chose que nous puissions faire, c'est de nous préparer

à la subir quand elle éclatera, si elle doit éclater, à la soutenir victorieusement et à laisser intact « à la génération qui nous suit » l'héritage amoindri que nous avons reçu après la débâcle de l'Empire. Or, le meilleur moyen de nous préparer à un choc possible et certainement décisif, n'est-ce pas de rechercher les causes et les raisons multiples de notre faiblesse?

Ces causes, ces raisons, il est intéressant de les examiner. Il serait plus intéressant de savoir si quelques-unes subsistent encore aujourd'hui. Sûr ce point, on comprendra notre réserve.

Les fautes, les erreurs, les trahisons de certains chefs expliquent en partie le désastre. Mais son origine réelle est plus profonde. Il la faut chercher surtout dans l'apathie du pays entier, endormi par vingt ans de dictature; dans l'état d'esprit où, sous l'Empire, se trouvait la France; état d'esprit qu'on entretenait soigneusement pour écarter d'elle toute pensée virile; dans la crainte qu'on lui inspirait du service militaire; dans l'ignorance absolue qu'on lui imposait. Ainsi, elle avait perdu la « force mo-

rale » dont parle le major Von der Goltz et dont, selon lui, « tout dépend à la guerre »; dont Scharnhorst disait aussi, en 1806, « que si elle ne tend pas à monter, elle tombe et faiblit ».

Il ne manquait pas seulement à la France l'éducation individuelle et l'éducation politique ; il lui manquait l'éducation militaire et M. de Moltke, dans un discours inoubliable, nous a exposé la vraie cause de la puissance de son pays et de la faiblesse du nôtre :

« Les jeunes gens, dit-il, ne subissent que pendant un temps, relativement court, l'influence bienfaisante de l'école. Heureusement, chez nous, au moment où cesse l'instruction individuelle, commence l'éducation proprement dite, et aucune nation n'a reçu dans son ensemble une éducation comparable à celle que la nôtre a eue par le moyen du service militaire. On a dit que c'était le maître d'école qui avait remporté nos victoires. Messieurs, la science seule ne suffit pas pour élever l'homme

à un niveau moral tel qu'il soit prêt à donner sa vie pour une idée, pour l'accomplissement d'un devoir, pour l'honneur et la patrie, et c'est à cela que tend toute l'éducation de l'homme. Ce n'est pas le maître d'école, c'est le véritable éducateur : l'état militaire, qui a gagné nos batailles, qui a donné pendant seize ans consécutifs à nos générations leur entraînement corporel et intellectuel, les a dressés à l'ordre, à la ponctualité, à la probité, à l'obéissance, à l'amour de la patrie, à l'énergie virile. Messieurs, il vous est impossible de vous passer de l'armée, surtout maintenant que cet élément d'éducation est dans toute sa force, qu'il a pénétré la nation. Peut-être qu'une génération nouvelle, pour laquelle nous portons le fardeau, sera assez heureuse pour espérer sortir de cet état de paix armée, qui pèse depuis si longtemps sur l'Europe. Mais, pour nous, cette espérance ne saurait fleurir. Un grand événement de l'histoire universelle, tel que l'est la résurrection de l'empire germanique, ne saurait s'accomplir dans un court délai. »

Ce qui a manqué à la France de 70, c'est l' « entraînement physique et intellectuel ». Elle n'avait plus été « dressée à l'ordre, à la ponctualité, à la probité, à l'obéissance, à l'amour de la patrie, à l'énergie virile. »

La République lui a depuis donné l'instruction obligatoire et le service obligatoire, et c'est par là qu'elle peut se relever de la chute.

Sans doute l'armée de l'Empire était héroïque. Elle l'a prouvé en toute occasion : à Borny, comme à Gravelotte; à Spickeren comme à Wœrth et à Bazeilles. Mais l'armée était alors isolée du peuple et elle formait une caste à part. Elle ne sentait pas derrière elle, pour la lancer en avant, la poussée de la nation entière. Ses chefs, tiraillés entre leurs obligations envers l'empereur et leur devoir envers la patrie n'avaient ni la force morale ni l'autorité nécessaire pour la diriger.

« Il n'est pas difficile, dit Von der Goltz, de comprendre la guerre. Ce qui est très difficile, c'est de la faire. La difficulté ne réside pas en

ceci qu'il faille une science spéciale ou un grand génie pour comprendre les vrais principes de la guerre; tout homme intelligent en est capable s'il n'a pas trop de préjugés et que la chose ne lui soit pas totalement étrangère. Il n'est même pas difficile d'appliquer ces principes sur la carte et le papier et d'élaborer un bon plan d'opération. Voici la difficulté : c'est de rester fidèle, dans l'exécution, aux principes qu'on a établis. »

Il semble qu'en écrivant ces lignes Von der Goltz ait pensé aux généraux français lorsque la guerre fut déclarée. Tous ou presque tous auraient pu faire sur le papier un bon plan de campagne : tous ou presque tous en avaient fait un. Il y avait le plan du maréchal Niel; il y avait le plan du général Ducrot; il y avait un plan offensif; il y avait un plan défensif, mais il n'y avait personne pour exécuter l'un ou l'autre de ces plans. Et Von der Goltz nous en donne encore la raison :

« Si la distance qu'il y a entre savoir et pou-

voir est grande, dit-il, la cause en est que l'outil qu'on a entre les mains, une armée, exige une main vigoureuse pour qu'elle suive ponctuellement l'impulsion qu'elle reçoit ; que, de plus, tous vos desseins soient mis à exécution sous l'impulsion du danger et de l'action contraire de l'ennemi. »

Clausewitz comparait les opérations guerrières à une machine qui a un frottement énorme, de telle sorte que ce qui a été sans difficulté aucune couché par écrit, ne s'accomplit qu'au prix des plus grands efforts.

Von der Goltz trouve une image plus saisissante : « Le mouvement des masses ressemble à la marche lente du bœuf devant la charrue. On croit qu'il est bien facile de les maintenir dans la direction voulue. Pour une main exercée cela est facile en effet. Mais qu'un profane essaye, et ce qui paraissait un pas traînant devient une vitesse vertigineuse. Malgré vos connaissances profondes en géométrie et la netteté de votre coup d'œil, la ligne que vous voudriez tracer droite, décrit des courbes. »

Du côté de l'Allemagne, il y avait « la main exercée » ; du côté de la France, la main incertaine. L'une poussait droit la charrue. L'autre faisait décrire des courbes au sillon.

En Allemagne, le commandement avait un instrument admirable : l'état-major. « C'est grâce à son état-major, dit M. de Freycinet, que M. de Molke a imprimé aux armées prussiennes cette célérité et cette précision qui lui ont valu les succès. » Notre état-major était, à tous les points de vue, inférieur.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? Nos généraux ont-ils leur armée dans la main ? Ont-ils acquis l'autorité morale nécessaire? Ont-ils inspiré à leurs soldats cette confiance qui rend facile l'obéissance et la discipline? Notre état-major peut-il rivaliser avec l'état-major allemand, autrichien ou italien?

Autant qu'il est possible de le faire en temps de paix, on peut répondre affirmativement. Le changement est profond; considérable, le travail accompli. Chaque année, les grandes manœuvres, bien qu'elles ne donnent pas suffisamment

l'image de la guerre, que la convention y ait trop de part; que l'initiative des chefs, dont on craint trop les froissements d'amour-propre, ne soit pas assez complète, témoignent de progrès ininterrompus. L'armée qui vient de manœuvrer dans l'Est est prête à entrer en campagne et, de l'avis des étrangers eux-mêmes, à soutenir le choc des meilleurs soldats de l'Europe. Elle a conscience de ses devoirs; elle a pris possession d'elle-même. A sa tête se trouvent des chefs expérimentés, instruits, appliqués, connaissant la grande guerre et conscients de leur responsabilité. Les vingt années qui nous séparent de nos désastres ont été bien employées, et, dans la tenue des troupes, dans leur entrain, dans leur allure, dans leur application au travail, dans leur énergie à supporter les fatigues, il y a mieux que des espérances de victoire.

M. de Bismarck, après la bataille de Gravelotte, disait à un de nos soldats, recueilli dans une ambulance prussienne: Si nous avions vos fusils ou si vous aviez nos généraux, tout serait déjà fini. Dans le premier cas, nous serions

venus à bout de vous; dans le second, vous nous auriez écrasés. »

Cela revenait à dire qu'à la guerre tout dépend des chefs. Un grand général fera plus avec une armée médiocre qu'un mauvais général avec une armée héroïque. La campagne de 1870 l'a bien montré. L'armée allemande ne valait pas l'armée française. Il n'y avait pas, en Europe, de troupes comparables à la garde impériale. Peut-être, à l'heure présente, n'y a-t-il pas de soldats qui vaillent les nôtres. Le succès dépendra de la pensée qui les inspirera, de l'intelligence qui les mettra en mouvement.

Tandis que l'armée du Rhin ne savait si elle choisirait l'offensive ou la défensive, ballottée entre divers plans de campagne, les Allemands n'avaient pas un instant de doute ou d'hésitation. Ils passaient la frontière le 6 août et se jetaient sur nous à Wissembourg, à Spickeren et à Wœrth, obéissant ainsi au grand principe qui dicte, en toutes circonstances, de l'autre côté des Vosges, la conduite des généraux, des officiers et des soldats, et que, dans son admirable

livre « Rapport sur l'armée allemande » le major russe Kaulbars résume ainsi : « Les Prussiens doivent toujours attaquer. »

Ce principe, qui est la base de la tactique allemande, il est inscrit dans tous les livres d'instruction militaire; il est enseigné à toutes les troupes. Les généraux de l'Allemagne considèrent l'offensive comme la première condition du succès. L'événement leur a toujours donné raison. Contre l'Autriche, la Bavière, le Hanovre, ils ont pris l'offensive. Ils ont pris l'offensive contre la France. L'offensive étonne l'ennemi et paralyse ses mouvements; elle permet de diriger la campagne; elle inspire au soldat confiance ; elle augmente en lui cette force morale qui, ainsi que le dit Von der Goltz, « est tout à la guerre. »

Cette audace dans l'offensive ne va cependant pas sans prudence. Chacune des attaques inattendues, qui ont dérouté notre armée, ont été, (moins Spickeren), méditées et combinées. On n'est point arrivé à l'étourdie sur le champ de bataille; on a mesuré les forces et pris à l'avance

toutes les dispositions qui pouvaient assurer la supériorité du nombre et rendre inévitable la victoire. La brusquerie des assauts était le résultat d'un calcul.

L'offensive convient à toutes les armées, bien qu'elles y soient plus ou moins aptes. C'est une affaire de race et de tempérament. Il semble que l'armée turque, par exemple, qui est une des plus solides armées de l'Europe, ne donne bien toute sa mesure que, comme autrefois l'armée anglaise, dans la défensive. On l'a vu à Plewna comme on l'avait vu à Waterloo. Il en est tout autrement de l'armée française. C'est dans l'offensive qu'elle a toujours déployé ses plus belles qualités et qu'elle les déploierait encore. Si, en 1870, elle a été vaincue, c'est beaucoup parce que l'inaction de ses chefs l'empêchait de marcher à l'ennemi.

Prendra-t-elle l'offensive dans les prochaines guerres? Quelques personnes prétendent que la France étant résolue à attendre la guerre et à ne pas la déclarer, ses troupes doivent rester sur la défensive. C'est là une erreur profonde.

En 1870, c'est à l'Allemagne qu'on a déclaré la guerre et l'Allemagne a pris l'offensive. Attaquer est un moyen de se défendre et c'est quelquefois le plus sûr et le plus prudent. Nos désastres ne l'ont que trop démontré, puisque, en fait, nous étions les agresseurs. Si l'armée gardait la défensive, ce serait un malheur; si, comme certains écrivains militaires osent le lui conseiller, elle abandonnait la frontière pour se concentrer en arrière et livrer bataille devant Paris, l'Europe verrait dans cette retraite sans motif un aveu d'incurable faiblesse, la France l'équivalent d'une trahison.

Ce n'est pas tout que de bien « faire la guerre, » il faut encore savoir la préparer longtemps à l'avance, de sorte que le jour de la mobilisation tout soit en ordre et absolument réglé. A ce point de vue, nos adversaires nous ont donné une cruelle leçon. Alors que le désordre le plus affreux régnait dans nos services, les leurs fonctionnaient avec une régularité d'horloge. Rien ne manquait et l'on a pu dire qu'il a suffi au roi de Prusse de pousser un bou-

ton électrique pour mettre un million d'hommes en mouvement.

Leurs dispositions étaient prises non seulement à l'intérieur, mais encore sur la frontière, et le général Ducrot, qui commandait à Strasbourg, avait, dans une lettre célèbre, dévoilé au ministre de la guerre d'alors, leur plan de campagne.

Mai 1868.

. . . .

« En étudiant les faits qui se passent sur la Moselle et sur le Rhin, il est facile, ce me semble, de pénétrer les intentions de nos adversaires, intentions que j'avais déjà entrevues l'année dernière, à l'époque où la guerre faillit éclater, et qui chaque jour se dessinent plus nettement.

« De Radstadt à Coblentz, la Prusse possède une magnifique base d'opération qui lui permet, à volonté, de prendre l'offensive ou de rester sur la défensive entre Rhin et Moselle. Si aujourd'hui elle cherche à se créer de nou-

veaux points d'appui en amont de cette ligne du Rhin, déjà si formidable par la nature même du fleuve, par les places fortes qui y sont échelonnées, n'est-ce pas qu'elle a l'intention de garder la défensive en certaines parties, c'est-à-dire d'occuper le pays avec peu de forces, afin de porter la masse de ses forces actives sur quelques autres points. Trois corps d'armée, les 7ᵉ, 8ᵉ et 11ᵉ, placés à cheval sur le Rhin et dans un état permanent de concentration, forment l'avant-garde de ces nombreuses armées qui, en quelques jours, peuvent venir se masser sur notre frontière par les trois grandes voies ferrées de Stettin à Dusseldorf, par Berlin et Hanovre; de Kœnigsberg à Cologne, par Dantzig, Bromberg, Berlin, Magdebourg; de Breslau à Coblentz et Mayence, par Dresde, Cassel et Francfort, avec bifurcation, à partir de Cassel ou Leipzig, vers Darmstadt, Heidelberg et Carlsruhe, de telle sorte que nous sommes également menacés sur notre front entre Meuse et Rhin, sur notre flanc entre Bâle et Lauterbourg. La droite de l'ennemi étant cou-

verte par la Moselle et la Sarre, appuyée par les postes de Pellingen, Trarbach, Berncastel, Wittlich et probablement Birkenfeld, Kirchslerg et Stromberg; sa gauche couverte par le Rhin et la Queich, appuyée par les postes de Germesheim, Landau, Neustadt et Kaiserslautern, une grosse armée peut en toute sécurité envahir notre territoire par les trois routes de Sarrelouis à Château-Salins, de Sarrebruck à Dieuze, de Deux-Ponts à Sarrebourg. Au moment même où cette formidable démonstration attire la majeure partie de nos forces disponibles entre la Moselle et les Vosges, deux grosses colonnes franchissent le Rhin à Munchausen et à Markolsheim, se portent rapidement vers les crêtes des Vosges, se reliant par des corps secondaires, entre Mutzig et Wasselonne, chargés en même temps de bloquer ou d'observer Strasbourg. De telle sorte qu'à un moment donné, toutes les armées actives de la Prusse viennent converger avec un ensemble parfait sur Lunéville et Nancy, absolument comme en 1866 les trois armées parties des

bords de l'Elbe et de la Neiss venaient converger vers Gitschin, après avoir franchi les difficiles défilés des montagnes de la Bohême. De même encore qu'il y avait pour la Prusse, en entreprenant cette téméraire invasion, l'immense avantage de séparer l'Autriche de ses confédérés, de même il y aurait aujourd'hui pour elle l'avantage incalculable d'entraîner dans son mouvement tous les États du sud de l'Allemagne, et de contraindre à l'immobilité l'Autriche, déjà incertaine et inquiète par l'attitude au moins douteuse de l'Italie et de la Russie. »

Le général Ducrot ne se trompait pas puisque les trois corps, le 7e, le 8e et le 11e, ont fourni, comme il l'annonçait, l'avant-garde de l'invasion allemande. Le 7e corps s'est massé sur la Sarre, échelonné entre Trèves et Sarrebourg; le 8e corps a pris position à Waderens, entre la ligne de Trèves-Sarrebruck, Mayence-Sarrebruck; le 11e corps composait, avec le corps bavarois, l'avant-garde de la troisième armée. Il devait prendre une part décisive au combat de Wissembourg.

A Spickeren, le 7ᵉ et le 8ᵉ corps sont engagés.

Nous avions été induits en erreur par une démonstration de l'armée prussienne entre Sarrelouis et Bitche et, comme le prévoyait le général Ducrot, nous avions laissé la meilleure partie de nos forces entre la Moselle et les Vosges et il ne nous est resté qu'une armée insuffisante à opposer au prince royal.

Ainsi, le général Ducrot avait tout annoncé, tout compris, tout déterminé à l'avance : tant il est vrai qu'il est plus facile de prophétiser que d'agir !

Des dispositions analogues sont prises aujourd'hui sur nos frontières. On sait ce qu'en cas de guerre feraient les armées allemandes; quels rôles elles joueraient; comment se produiraient leurs attaques. On doit savoir les projets de leurs généraux : s'ils ont l'intention de violer la neutralité suisse ou la nationalité belge ; s'ils nous attaqueront de front ou s'ils déboucheront par la vallée de la Meuse; combien d'hommes ils peuvent nous opposer dans le Nord; combien

dans l'Est; et, en prévision de chaque hypothèse, on doit avoir dressé un plan.

Il y a une quinzaine d'année, — ce long temps écoulé m'autorise à citer cette anecdote, — je parlai à un personnage militaire important d'une attaque possible par le Nord, qui déjà préoccupait le public :

— C'est, me dit-il, une éventualité que nous n'avons pas envisagée.

Longtemps avant 1870, M. de Moltke avait envisagé toutes les éventualités : la guerre sans la participation des Etats du Sud; la guerre contre l'Autriche, la France et l'Italie; la possibilité d'un débarquement sur les côtes de la Baltique; la coopération du Danemark, et il était prêt à faire face à tous les événements. Dès 1831, Clausewitz avait rédigé le plan de campagne qui devait servir, trente-neuf ans plus tard, à l'état-major prussien.

Un des facteurs les plus importants de la guerre, c'est la vapeur. En 1870, les chemins de fer allemands ont fonctionné sans désordre et comme en temps ordinaire. Les nôtres, qui

étaient prêts, n'ont pu, grâce à la dispersion de la commission spéciale, remplir le programme arrêté entre le gouvernement et les Compagnies. Depuis, l'Allemagne a considérablement amélioré son système de voies ferrées; elle a construit des gares immenses, multiplié les lignes, évité les pertes de temps. Nous avons fait beaucoup aussi, mais il nous reste beaucoup à faire. Tous les problèmes relatifs à la mobilisation ne sont pas encore résolus. La plupart de nos gares sont loin d'avoir les proportions des gares allemandes. Rien n'est plus facile que de couper le chemin de fer de Marseille à Nice. Il suffit d'un petit navire et d'un bon canon pour détruire le viaduc de Bandol.

L'Allemagne a un grand avantage : ses chemins de fer appartiennent presque tous à l'Etat. M. de Bismarck les a rachetés. Les nôtres appartiennent à des Compagnies. Il est vrai qu'en cas de guerre ce seraient des agents du gouvernement qui en prendraient la direction. Mais trouveraient-ils un matériel suffisant? Des wagons en quantité voulue pour le charroi de centaines

de mille hommes ? Assez de locomotives pour traîner ces trains immenses? Assez de mécaniciens et de chauffeurs pour diriger ces locomotives ?

Les intérêts des Compagnies sont forcément contraires à ceux de l'État. L'État a besoin d'un personnel considérable et d'un matériel énorme. Les Compagnies ont besoin de restreindre leurs frais généraux. Faudra-t-il, le jour de la mobilisation, condamner les mécaniciens et les chauffeurs à un travail hors de proportion avec les forces humaines ? Utiliser pour le transport des troupes jusqu'aux plus vieilles voitures ? Que de dangers alors, et que de catastrophes possibles ! Nous avons tous encore présent à l'esprit l'accident de Saint-Mandé, causé par la multiplicité des trains se succédant sur une même ligne. La mobilisation entraînera un mouvement autrement grand et autrement prolongé qu'une fête communale des environs de Paris. C'est de tous les points de la France, au même jour, à la même heure, que vont partir, se suivant à court intervalle, se hâtant vers la frontière, à toute vi-

tesse et à toute vapeur, ces convois qui recueilleront en chemin l'armée active et la réserve, tous les hommes valides, tous les Français en état de se battre, les canons, les caissons, les affûts, les chevaux, les approvisionnements, les munitions; qui reviendront chercher de nouvelles troupes et de nouvelles armes, qui se croiseront dans un effrayant va-et-vient, le jour et la nuit, sans un instant de répit, sans une minute de relâche, se séparant aux embranchements s'accumulant dans les gares, s'accrochant, se divisant, manœuvrant au milieu du tumulte des embarquements, et des débarquements, de la foule massée sur les quais et communiquant à tous son impatience et sa fièvre. Une distraction du mécanicien, un oubli ou une erreur de l'aiguilleur et les trains se heurtent, les machines tombent éventrées sur la voie; la mobilisation est retardée; des centaines d'hommes meurent inutilement, que la défense du pays réclamait.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de transporter, comme en 1870, une armée restreinte, relativement peu nombreuse, deux cents ou deux cent

cinquante mille hommes. C'est une nation tout entière qui voyagera en armes, traînant après elle tous les engins de la guerre moderne. Il la faudra jeter saine et sauve en présence de l'ennemi. Et c'est peut-être de la rapidité de cette course que dépendra le succès des premières opérations et la victoire définitive !

Quand on songe à tous les dangers que nous courrons à ce moment, on ne peut s'empêcher de craindre. Il faudra sans doute que nos mécaniciens parcourent des lignes qu'ils n'ont pas l'habitude de parcourir, dont ils ne connaissent ni les courbes ni les pentes; peut-être sera-t-on forcé de leur imposer double et triple travail; déjà, en temps ordinaire, on les retient dix-huit et vingt heures de suite sur leurs machines. Que sera-ce quand le mouvement des trains sera centuplé par le transport d'une armée ?

On a fait un essai de mobilisation partielle. Il a réussi. C'est de bon augure pour l'avenir, mais cet essai ne peut donner de sécurité absolue. Il n'a pas prouvé que les mécaniciens

fussent en nombre suffisant; que le personnel fût entraîné, que le matériel fût au complet.

La rapidité du voyage est la condition primordiale. Il ne s'agit pas seulement de voyager vite: il faut voyager plus vite que l'ennemi. Sommes-nous sûrs de gagner le prix de cette course? Avons-nous fait tout ce que que nous pouvions pour l'abréger? Avons-nous essayé de toutes les améliorations? En Angleterre quelques chemins de fer ont adopté un système qui permet aux machines de s'approvisionner d'eau pendant la marche; chez nous il faut encore partout des arrêts de dix minutes ou d'un quart d'heure pour cette simple opération. Qu'on multiplie ces arrêts par le nombre des trains, et l'on verra combien de temps perdu!

Un chemin de fer est un instrument très fragile: une pierre sur la voie, une cartouche de dynamite sur un ouvrage d'art, voilà le service interrompu; la ligne fermée pour longtemps. Il faudra soigneusement surveiller les routes. Pour préparer un accident irréparable, il suffit d'un homme résolu.

Au commencement de la guerre, en 1870, l'Empire chassa tous les Allemands qui séjournaient en France. Ce fut une faute colossale, puisque, le service militaire étant déjà obligatoire en Prusse, on envoyait ainsi à l'armée ennemie des soldats qui lui avaient servi d'espions et qui allaient lui servir de guides. On aurait dû les retenir et en faire des prisonniers de guerre.

L'espionnage allemand était supérieurement organisé. L'espionnage français n'existait pas. Même quand les Prussiens ont été sur notre territoire nous n'avons été que mal renseignés sur leurs mouvements. Ils l'étaient, eux, sur les nôtres dès le début de la guerre. « Les espions allemands, dit l'auteur de *Metz, campagne et négociations*, avaient un signe de ralliement, un signe qui leur permettait de se reconnaître et de communiquer entre eux; de plus ils avaient des signes convenus à l'avance, tracés sur les arbres ou les maisons, ou par des fusées dont le nombre et la couleur avaient une signification connue. Nous le sûmes d'un espion

prussien, arrêté à la gare de Metz, architecte de son état et dont la correspondance se faisait en logarithmes. »

Nous sommes espionnés aujourd'hui autant que nous l'étions alors. Une affaire retentissante qui s'est déroulée dernièrement devant les tribunaux, nous en aurait fourni la preuve matérielle si nous n'en avions eu déjà la certitude morale.

L'éducation militaire, l'organisation militaire étaient en Allemagne bien supérieures. Il suffit pour s'en convaincre de relire le livre de Kaulbars, si instructif, si consciencieusement écrit, si complet. Il l'a vue de près, comme le colonel Stoffel, et il l'a considérée dans tout son mécanisme et dans tous ses rouages, cette armée prussienne, sur laquelle il renseigne le Tzar. Ce qui le frappe surtout, c'est que rien n'y est sacrifié au dehors, à l'extérieur, à la parade, comme dans nos armées de l'Empire, mais que les chefs n'ont jamais en vue que la préparation au combat. Les chapitres où il traite de l'enseignement du tir, des manœuvres et des exerci-

ces de la landwehr, de l'indépendance du soldat, qui n'est point du tout l'être passif que nous imaginons, mais qui raisonne au contraire, critique ses chefs et juge leurs opérations ; du sentiment de la discipline et du devoir qui en même temps existe chez lui à un haut degré ; de la part faite à l'élection dans la nomination des officiers, de la grande situation sociale réservée à tout porteur d'épaulettes, des avantages offerts aux rengagés et aux sous-officiers, des champs de manœuvres où l'on discute et où l'on résout de petits problèmes tactiques, de l'esprit d'initiative qu'on s'efforce de développer chez les chefs, de l'absence du favoritisme, mériteraient d'être médités encore. Tout est noté, décrit, peint, étudié par le major russe avec un soin qui montre bien ce que son pays et le nôtre peuvent avoir à redouter d'un instrument de lutte si formidable. Son livre se résume tout entier dans la phrase qui le termine et qu'il imprime en gros caractères : « L'armée prussienne est absolument prête à la guerre en tout, à toute heure et contre tous. »

L'exemple ne doit pas être perdu pour nous. En présence des menaces dont nous sommes l'objet; quand une alliance triple et peut-être quadruple nous enferme dans le cercle immense de ses armées et de ses flottes; quand on nous dénonce quotidiennement à l'Europe; quand tant de foyers d'incendie peuvent se rallumer brusquement; dans l'intérêt même de la paix que nous voulons conserver, il faut qu'en tout, à toute heure et contre tous, l'armée française soit prête à la guerre.

CONDITIONS

DE LA GUERRE FUTURE

Essayer de décrire la prochaine guerre, de combiner au pied levé des plans de campagne ; de dire ce que seront les prochains combats ; raisonner sur la situation respective des deux ou trois armées qui se heurteront, serait un jeu dangereux s'il n'était avant tout puéril. Et d'abord nous ne pouvons savoir à l'avance quand et comment éclatera le conflit européen,

13.

dans quelles circonstances il s'engagera, ni même quels engins de destruction les adversaires auront à ce moment entre les mains. Il est possible de supposer qu'avant la prochaine guerre, la science, continuant ses progrès, aura substitué aux armes actuelles des armes très supérieures et dont les effets ne peuvent pas même être soupçonnés aujourd'hui. Qui sait si l'électricité ne jouera pas un rôle prépondérant dans les luttes qui se préparent, et si au lieu d'employer la poudre on n'emploiera pas la foudre ? M. Jules Verne en écrivant *Quatre mille lieues sous les mers* ne se doutait pas que peu d'années plus tard sa fantaisie serait à moitié réalisée.

Nous vivons à une époque « fertile en miracles ». Une révolution dans l'art de la guerre est sortie du laboratoire de M. Berthelot. Ses études sur les explosifs ont été le point de départ de prodigieux changements. On peut croire à bien des surprises après qu'on a vu apparaître successivement et en si peu de temps le canon rayé, le canon se chargeant par la culasse, le

canon à tir rapide, le fusil à aiguille, le fusil à percussion centrale et à magasin, la dynamite, la mélinite, les torpilles, les bateaux sous-marins et la poudre sans fumée.

La tactique navale a été profondément modifiée par ces découvertes. La tactique militaire ne l'a pas moins été. Déjà le rôle de la cavalerie ne saurait être le même qu'autrefois ; déjà les combats à la baïonnette, qui si souvent ont décidé de la victoire en faveur des armées françaises, semblent devenus impossibles. La longue portée des armes, la violence du feu, l'invisibilité des tireurs, changeront l'aspect des champs de bataille, comme les procédés de reconnaissance, de défense et d'attaque. Ce sont probablement des fantassins qui désormais éclaireront les armées, rampant dans les herbes, se dissimulant derrière les buissons, se défilant le long des fossés, s'abritant derrière les arbres. La perfection de nos engins nous obligera à la guerre de ruse, d'embuscade et d'embûches des sauvages. Tant il est vrai que l'humanité tourne toujours dans le même cercle, et qu'après de

prodigieuses dépenses d'intelligence et de génie elle revient à son point de départ !

La marine, elle, ne livrera probablement plus de grands combats comme Trafalgar ou la Hogue, où deux flottes se disputent l'empire de la mer. Elle exécutera des expéditions rapides sur les côtes ennemies, tantôt bombardant un port sans défense, tantôt coupant une ligne de chemin de fer ; aux grands vaisseaux cuirassés, blindés, armés de canons énormes, on opposera des nuées de petits navires à peine visibles dans les plis de la mer, qui, le jour, apparaîtront et s'évanouiront à l'horizon, mais qu'on sentira s'approcher dans la nuit, armés de leurs formidables torpilles.

Peut-être, sur terre comme sur mer, ce sera dans l'obscurité, après le soleil couché ou quelques heures avant le lever du matin, qu'on tentera de grandes entreprises militaires. Beaucoup le pensent et préconisent les attaques et les surprises nocturnes. Elles annuleraient, disent-ils, les avantages des armes perfectionnées ; elles permettraient de nouveau les luttes à la baïon-

nette, toujours si favorables à nos troupes. C'est dans de profondes ténèbres, rayées de jets électriques, qu'on entrevoit les futures batailles.

Assurément, la prochaine guerre contiendra une part redoutable d'inconnu. Les armées auront de longues hésitations et de longs tâtonnements avant de s'aborder. On se cherchera sans se voir. La fumée des fusils ne renseignera plus les chefs sur les dispositions de l'adversaire ; le champ des probabilités s'agrandira, s'ouvrant à de multiples hypothèses, et de plus en plus, la réflexion, le calcul, l'ingéniosité d'esprit, la science, la décision raisonnée et hardie fixeront la fortune et décideront la victoire.

Au fond, les grands principes stratégiques ne seront point atteints. Ils sont de tous les temps et ils demeureront intacts, tels qu'ils ont été fixés par les Folard, les Jomini, les Maurice de Saxe, les Frédéric, les Bonaparte. C'est la tactique qui se modifiera. C'est le mode d'attaque et de défense, l'aspect et le caractère du combat. Avec nos outils de destruction perfectionnés, l'art militaire, si spécialisé autrefois,

se rapprochera chaque jour davantage, de l'art industriel. Celui des combattants qui aura le mieux fabriqué et qui saura faire rendre à ces machines le plus grand effet utile aura chance de l'emporter. La lutte entre deux nations ressemblera souvent à une concurrence sanglante entre deux usines.

A ce point de vue, la France est dans de bonnes conditions. Le fusil et le canon français, la poudre française sont de beaucoup supérieurs à tout ce que possède l'Europe. Nous primons l'Allemagne. Mais nos tireurs valent-ils les tireurs allemands ? Savent-ils aussi bien qu'eux manier leur outil ? Sont-ils aussi bien dressés ? Ont-ils, autant qu'eux, l'habileté, la sûreté de coup d'œil et le sang-froid ?

Quelques-uns, frappés de la puissance de l'armement moderne, prétendent qu'une nouvelle guerre serait courte et qu'une grande bataille rapide comme un coup de foudre la terminerait. C'est décider bien légèrement. Il paraît probable, au contraire, qu'une guerre éclatant aujourd'hui, si de part et d'autre elle

était bien conduite, devrait durer. Ce n'est pas une raison, parce que nos engins de destruction sont plus meurtriers qu'autrefois, pour que le dénouement du conflit soit prompt et qu'un des adversaires soit mis immédiatement hors de cause. Et d'abord, la période préparatoire du combat, pendant laquelle les armées se chercheront avant de se heurter, semble devoir être longue. Puis, nous ne pouvons plus raisonner aujourd'hui, comme on raisonnait au temps des armées restreintes. A cette époque, quand l'armée était anéantie, il ne restait rien à un pays pour se défendre. Nous avons fait cette expérience sous l'Empire. Mais aujourd'hui, c'est la nation entière qui va au feu : trois millions d'hommes se lèvent contre l'ennemi. Faut-il supposer qu'ils seront tous sur le même champ de bataille et qu'on les écrasera en un jour ?

Derrière une armée vaincue on trouvera une autre armée, puis une autre après celle-là. Le problème ne consistera plus à triompher de quelques centaines de mille hommes. Il faudra exterminer tout un peuple, enrégimenté, disci-

pliné, préparé à la bataille et qui luttera pour son indépendance et pour sa vie. Croit-on qu'on le forcera à demander grâce en vingt-quatre heures ?

La longueur de la prochaine guerre sera, à moins d'événements improbables, proportionnée à la force des armées en présence. Or, s'il a fallu à l'Allemagne six mois pour réduire à merci la France défendue par les 175,000 hommes de Bazaine et les 100,000 hommes de Mac Mahon, combien peut durer une lutte où nous ne serons, — nous en avons la certitude, — ni trahis ni toujours battus ?

Quant à la victoire définitive, aujourd'hui comme autrefois, comme toujours, elle appartiendra au plus énergique, au plus opiniâtre, à celui qui sera le mieux pourvu de cette « puissance morale » dont parle von der Goltz. La science peut inventer des machines encore plus perfectionnées que les machines actuelles; des engins de destruction plus rapides et plus effroyables; elle peut mettre au service des combattants les forces de la nature qu'elle n'a pas

encore maîtrisées ; elle peut agrandir le cercle des catastrophes possibles, et multiplier les formes de la mort : c'est encore à la force d'âme que restera l'avantage et, contre l'héroïsme du devoir, tous les efforts viendront échouer.

C'est en présence de la triple alliance que la France se trouve aujourd'hui. Ce sont les forces de l'Italie, de l'Autriche et de l'Allemagne qu'elle rencontrerait en mer et sur terre. Qu'elle soit seule ou alliée à la Russie, la lutte serait redoutable.

On se trompe fort sur l'Italie et sur le rôle qu'elle est appelée à jouer en Europe. C'est une erreur de croire qu'elle serait une quantité négligeable. Un peuple qui s'est transformé en quelques années, et qui a créé des industries florissantes, qui a couvert la Méditerranée de ses navires de commerce, qui a construit une flotte formidable, qui a enrégimenté une armée nationale, qui a organisé une administration dont le fonctionnement est pour les nations les plus expérimentées un sujet d'admiration; qui a, malgré des obstacles en apparence insurmontables,

malgré les dépenses de guerre et les expéditions coloniales, réalisé des opérations financières considérables; qui a relié, rejoint, fondu, agrégé tant de républiques séparées par des haines séculaires; qui a conquis son unité, tantôt à force d'habileté, tantôt à force d'héroïsme; ce peuple qui a obligé à travailler à une même œuvre, et qui a réuni dans une même idée patriotique, un politique comme Mazzini, un soldat comme Garibaldi, un homme d'État comme Cavour, ce peuple-là est un peuple redoutable, destiné à un grand avenir et qui doit peser d'un poids lourd dans les destinées du monde.

Qui a vu l'Italie il y a trente ans, qui la revoit aujourd'hui ne la reconnaît plus. Ce qui n'était qu'une agglomération d'hommes est devenu une nation. Un patriotisme national a remplacé les étroits patriotismes locaux; d'immenses ambitions sont nées dans ces multitudes hier encore inertes ou asservies. Un réveil secoue toutes les intelligences. On croit entendre sonner la diane dans l'aurore de cette résurrection.

Un irrésistible besoin d'aventures, de domi-

nation, de gloire que n'ont pu étouffer la défaite de Custozza et le désastre de Lissa s'est emparé de ce peuple, rendu après tant de siècles à la lumière. Malgré de terribles humiliations, il a confiance en ses jeunes forces. Il voit, à sa tête, fourmiller les intelligences supérieures ; à peine né d'hier, il a déjà produit des hommes politiques comme Ratazzi, comme Cairoli, comme Minghetti, des marins comme saint Bon, des savants comme Cannizaro, des hommes de guerre comme Cialdini ou Ménabréa. Il n'a pas oublié qu'il doit en partie son existence au seul homme d'État que l'époque actuelle puisse opposer au prince de Bismarck: M. de Cavour.

Tous les efforts de notre diplomatie auraient dû tendre à nous rallier l'Italie ou, du moins, à la neutraliser. Peut-être eût-il été possible, dans ces derniers temps, de l'empêcher d'adhérer à la triple alliance. Il eût fallu une autre politique économique; il eût fallu abolir le tarif de guerre que l'on avait établi contre elle; il eût fallu lui ouvrir des débouchés, favoriser l'essor de son industrie et de son commerce. Y aurions-

nous perdu ? Aujourd'hui, le marché italien est livré aux produits allemands ; la France a renoncé aux quarante millions que lui valait son exportation dans la péninsule, et si, sur les champs de bataille, son armée trouve devant elle, unie à l'armée allemande, les troupes italiennes, c'est peut-être à l'égoïsme protectionniste qu'elle le devra.

L'Italie peut nous opposer une flotte et une armée. C'est sur terre qu'elle est le moins à craindre. Enserrée par deux chemins de fer qui longent l'un, la côte de la Méditerranée, l'autre, la côte de l'Adriatique, et qu'il est possible de couper à plusieurs endroits, la mobilisation complète de son armée est difficile et dangereuse. Aussi a-t-elle réuni, sur sa frontière nord-ouest, prêts à entrer immédiatement en campagne, ses bataillons de chasseurs alpins. Faudrait-il s'en préoccuper outre mesure ? Il semble que nous ne devrons leur opposer que ce qui est absolument nécessaire à notre défense. Ce n'est point de ce côté que se décidera le sort de la guerre : c'est dans l'Est ou dans le Nord, et

c'est dans le Nord ou dans l'Est que la France devra concentrer ses forces. Si nous sommes victorieux, l'armée italienne reculera d'elle-même; si nous sommes vaincus, rien ne pourra l'empêcher de nous envahir.

En 1866, l'Autriche a voulu tenir tête, à la fois, à la Prusse et à l'Italie, et c'est ce qui l'a perdue. Si l'armée de l'archiduc Albrecht s'était trouvée à côté de celle de Benedeck sur le champ de bataille de Sadowa, M. de Moltke était écrasé, le roi de Prusse, en fuite sur Berlin, obligé de conclure la paix. Et à quoi a servi à l'Autriche sa victoire de Custozza ? N'a-t-elle pas été forcée de rendre la Vénétie le lendemain ? N'a-t-elle pas été démembrée après ce fait d'armes où le sang de ses soldats a coulé inutilement ?

Sur mer, l'Italie, unie à l'Autriche et à l'Allemagne et protégée par l'Angleterre, est formidable. Ses navires ont l'avantage de la vitesse, de l'invisibilité de l'armement, de l'outillage à tir rapide. Ses ports stratégiques, inabordables pour l'ennemi : la Spezzia, la Maddalena,

Tarente, menacent notre côte méditerranéenne, facilitent une descente en Corse, rendent impossible le transport du 19ᵉ corps en France, mettent en danger la Tunisie et l'Algérie. C'est donc de ce côté que nous devrions regarder et que nous ne regardons pas. C'est de ce côté que nous pourrions être atteints, et peut-être la blessure serait mortelle.

Au lendemain de la victoire, l'Italie se reprocherait sans doute sa conduite. Privée du contrepoids de la France, l'Italie, et l'Europe avec elle, ne serait plus qu'une dépendance de l'Allemagne. Pour vivre, il lui faudrait redevenir vassale. La lourde main des empereurs pèserait encore sur elle, et c'est en rêvant son indépendance qu'elle aurait travaillé à son asservissement. Les patriotes italiens voient clairement où les entraîne la politique de M. Crispi. Mais ils n'ont point la majorité dans les Chambres; ils ne détiennent pas le pouvoir; ils ne peuvent empêcher leur pays de courir à des aventures qui, même si elles se terminaient glorieusement, auraient pour l'avenir les conséquences les plus funestes.

L'Autriche, à la fois slave, tchèque, hongroise, allemande, semble toujours prête à se casser en plusieurs morceaux. Elle apporterait à la triple alliance sa belle cavalerie, ses tireurs redoutables et l'appoint de ses navires. La guerre cependant ne provoquerait pas son enthousiasme : forcée de marcher entre l'Allemagne qui l'a vaincue et l'Italie qui s'est enrichie de ses dépouilles, elle se trouverait condamnée au rôle le plus triste et le plus ingrat. La victoire, autant que la défaite, serait à redouter pour elle, car, si la défaite ajoutait une humiliation de plus à ses malheurs, la victoire, en grandissant encore le prestige de la Prusse, ne ferait qu'aggraver sa propre impuissance. C'est seulement si la Russie entrait en jeu que l'Autriche aurait quelque chose à gagner : mais il faudrait qu'elle battît la Russie, et peut-être n'y réussirait-elle pas facilement.

Si M. de Bismarck revenait au pouvoir, il essayerait sans doute de renouer l'alliance russe aux dépens de l'Autriche. Celle-ci se trouverait alors bloquée entre l'Allemagne au nord, la

Russie à l'est et l'Italie au sud. Elle serait condamnée à l'inaction, comme la France à l'isolement.

L'Allemagne du Nord, en cas de guerre, se retrouverait aussi compacte, aussi unie qu'elle l'a été en 1870. Il ne peut y avoir de doute à cet égard. Encore une fois, elle marcherait tout entière contre la France sous les ordres de son jeune empereur.

Depuis longtemps, l'Angleterre avait renoncé à s'immiscer dans les affaires continentales. Elle paraît aujourd'hui avoir adhéré à la triple alliance. Dans quelle mesure s'est-elle engagée? jusqu'à quel point? C'est ce que M. Labouchère n'a pu faire préciser par les orateurs du Gouvernement, et c'est ce qu'il importerait de savoir.

L'alliance de la France et de l'Angleterre semblait toute naturelle. Tant de liens existent entre les deux peuples, tant d'intérêts les rapprochent, qu'une rupture ouverte, à plus forte raison une guerre, prendrait, pour l'un aussi bien que pour l'autre, les proportions d'un désastre. Des questions nous divisent qu'il serait

peut-être bon d'aborder de front, de résoudre et d'apaiser. La puissance anglaise, en se portant du côté de la triple alliance, pourrait nous frapper d'un coup mortel et, d'autre part, en lançant quelques croiseurs rapides ou quelques torpilleurs sur les grandes voies commerciales de la mer, il nous serait possible d'affamer la Grande-Bretagne, de supprimer son commerce et de ruiner ses industries.

C'est le danger que signalent à la tribune, ses amiraux et ses hommes d'État. Ils ne redoutent point un grand combat naval dans le genre de ceux que livrait Nelson : ils montrent à la Chambre des Communes et à la Chambre des Lords, quand ils veulent leur arracher des crédits, une nuée de petits navires détruisant peu à peu la flotte de commerce, interrompant les relations entre la Métropole et les Colonies, arrêtant l'approvisionnement des matières premières, isolant les îles anglaises, et échappant, par la rapidité de leur marche, aux poursuites des vaisseaux.

Sans doute, l'Angleterre représente une for-

midable puissance avec ses quatre cents millions de sujets, ses 36,000 bateaux de commerce, ses cinq cents bateaux de guerre, ses ports cachés au fond des golfes ou des estuaires, sa population de marins. Mais elle est aussi partout vulnérable et sa prospérité est devenue, au point de vue militaire, une cause de faiblesse et un danger permanent.

Quoi qu'il en soit, ne nous souhaitons pas cet ennemi. Mais, en supposant que l'Angleterre garde sa neutralité, la situation de la France, en cas de guerre, serait encore grave, même en admettant que l'aide de la Russie ne lui fasse pas défaut. Prise entre les branches d'une équerre, la flotte de la triple alliance occupant la branche sud, l'armée italo-austro-allemande occupant la branche est, elle aurait à se débattre contre des forces supérieures, si la diplomatie, venant au secours de ses armes, ne réussissait pas, avant l'ouverture des hostilités, à la débarrasser d'un de ses ennemis.

Il faudrait voir, maintenant, quel serait le rôle des puissances neutres. La frontière fran-

çaise est protégée au nord par la neutralité de la Belgique; au sud-est par la neutralité de la Suisse.

Il est à supposer que la Suisse ne se laisserait pas envahir. Elle a une admirable armée, habituée à la guerre de montagne, très capable d'empêcher les alliés de se servir du chemin de fer du Saint-Gothard ou de traverser son territoire. Mais la Belgique est dans une situation différente.

Sur la frontière belge-allemande, tout semble préparé pour une formidable agression. Toutes les gares allemandes limitrophes de la Belgique ont été transformées en gares stratégiques. Telle petite gare qui n'abrite qu'une centaine de voyageurs par jour a reçu un développement tel que ses voies et ses quais, ses bâtiments et ses magasins suffiraient à l'embarquement et au ravitaillement de quelques brigades.

La gare de Dalheim, très peu importante au point de vue du trafic, offre un exemple frappant du soin avec lequel l'Allemagne a fait ses préparatifs : dix-huit voies chacune de mille mètres, avec quais d'embarquement pour la cava-

lerie et pour l'artillerie, y ont été construites sous les yeux du grand état-major. Ces voies sont raccordées aux voies principales vers Gladbach, et en cul-de-sac vers Klodrop, sur la frontière limbourgeoise-hollandaise. En quelques heures les XIIIe, XIe et VIIe corps d'armée peuvent être réunis et dirigés sur Bruxelles et Maubeuge par quatre grandes voies : 1° Gladbach, Ruremonde, Hasselt ; 2° Gladbach, Ruremonde, Neupold, Hasselt ; 3° Gladbach, Aix-la-Chapelle, Maestricht, Hasselt ; 4° Gladbach, Maeseek, Hasselt. Cette armée trouverait, pour appuyer ses opérations, les forts de la Meuse qui semblent l'attendre.

L'armée belge, en effet, qui compte vingt-sept mille hommes sous les armes et qui n'en réunirait pas cinquante mille en cas de guerre, serait dans l'absolue impossibilité de défendre à la fois les fortifications de la Meuse et le port d'Anvers. La défense des forts de la Meuse exigerait à elle seule, de l'avis de tous les généraux belges et de M. de Moltke lui-même, au moins cent cinquante mille hommes.

Un récent procès nous a révélé une particularité assez curieuse : le cahier des charges de l'adjudication des coupoles des forts portait cette clause secrète : « que lesdites coupoles fournies par la société Cokeril de Seraing seraient expérimentées, autant que possible, avec *des canons français* ». Le gouvernement belge, très dévoué au roi que tous ses liens rattachent à l'Allemagne, refuse toute aggravation des charges militaires en ce qui concerne les troupes et consacre des millions à l'achèvement des forts.

Telles sont les forces européennes en présence. La volonté d'un seul homme suffit pour les déchaîner.

Mais comment la lutte s'engagerait-elle ? Quelles en seraient les conditions ? Quel rôle aurait à remplir l'armée et la marine ? Sans se donner le ridicule de dresser un plan de campagne, on peut le prévoir et le déterminer.

La réunion, dans la Méditerranée, des flottes italienne, autrichienne et allemande, supérieures à la nôtre par le nombre, l'armement et la vitesse, nous séparerait brusquement de

l'Afrique et de nos colonies d'Extrême-Orient. Tous nos ports seraient menacés; les manœuvres navales de 1889, conduites par l'amiral O'Neil, ont montré qu'en quelques heures, si nous n'y prenons garde, Marseille, Nice, Cette, la Ciotat peuvent être bombardées, incendiées, détruites, anéanties, avec leurs immenses approvisionnements, leurs chantiers de construction, leurs docks, leurs quais, leurs monuments, leur marine. Combien cela nous coûterait-il de vies humaines et — je ne dis pas de millions, mais de milliards?

L'ennemi ne reculerait pas devant l'attaque des villes soi-disant ouvertes. Dans tous les pays on exerce les escadres à les bombarder. La flotte anglaise a déjà fait à Liverpool ce que la nôtre a fait à Marseille.

Nos ports de la Manche et ceux de l'Océan seraient-ils plus à l'abri? L'empereur d'Allemagne a déclaré, dernièrement, que la marine allemande devait passer de l'état défensif à l'état offensif. Trop faible et trop prudente pour agir en 1870, elle ne craindrait donc pas

aujourd'hui de tenter des expéditions contre Dunkerque, Calais, Boulogne ou le Havre. Tous nos ports sont à fleur de rivage. Rien ne les défend contre l'ennemi. Rien, si nous ne savons pas les armer, ne les protégerait contre une destruction systématique.

Sur terre, l'armée allemande peut nous attaquer ou par notre frontière est, ou en violant la neutralité belge, ou en violant la neutralité suisse. La *Gazette de Turin* prétend que l'armée italienne pousserait une pointe sur le Dauphiné. Aux forces des alliés nous pourrions opposer des forces presque égales.

Nous ignorons les dispositions prises en présence de ces diverses hypothèses. Nous savons seulement que la guerre défensive n'est point dans le tempérament du soldat français; que les forteresses comme celles que nous avons dans l'Est ne résisteraient plus aux engins modernes; que les forteresses ne servent qu'à immobiliser une partie de l'armée, à faire battre le reste et à être prises. C'est en rase campagne que devra se dénouer la situation.

Que si maintenant on envisage les choses dans leur ensemble, on reconnaît que les conditions faites aux nations par le service obligatoire pour tous et que la création des armées nationales change profondément le caractère et les conséquences de la lutte. Et d'abord, nous y revenons, il faut bien se pénétrer de cette idée qu'une bataille (à moins de circonstances impossibles à prévoir), ne décidera pas de la victoire définitive; que, contrairement à l'opinion reçue, la guerre peut se prolonger longtemps et durer au moins autant que celle de 1870 dans ses deux périodes. Assurément, nous ne reverrons ni la guerre de Cent ans, ni la guerre de Trente ans, ni même la guerre de Sept ans. Mais, quand on pense que des adversaires, de forces à peu près égales, au moins sur terre, défendraient leur existence nationale, et que six ou sept millions d'hommes se heurteraient dans des combats suprêmes, on ne peut admettre que tout soit fini du jour au lendemain.

Cela établi, si l'on veut se faire une idée des

guerres futures, il ne faut pas se préoccuper uniquement, comme on le fait d'habitude, de la situation militaire : il faut envisager aussi, — nous sommes tentés de dire : surtout — la situation économique qui présente, pour le moins, autant de gravité.

Supposons la guerre déclarée : Quelle sera, pendant cette épreuve, la situation du pays? La vie y est suspendue. Tout ce qu'il renferme de forces, d'intelligences, d'activités, est à la frontière, absorbé par la lutte dernière et définitive. Du coup le commerce cesse; les usines ne fonctionnent plus; les terres demeurent en friche; les bras manquent partout : plus d'industrie; plus d'agriculture; plus de travail ; plus de transactions; plus d'échanges. Le mouvement social s'arrête. On se croirait dans une immense ville assiégée.

C'est, en effet, de tous les dangers qui menacent une ville assiégée qu'est menacée la nation. Si elle ne parvient pas à se mettre en rapport avec l'extérieur, et à en tirer ce qui est nécessaire à son existence, — et peut-être à sa dé-

fense — sans même y avoir été réduite par le sort des armes, elle peut se trouver obligée à un traité de paix qui lui coûterait son indépendance.

Toujours préoccupé de l'ancienne guerre soutenue par des armées restreintes, on n'a pas songé assez à cette conséquence de la guerre moderne : le chômage forcé d'un peuple, la désertion des grandes exploitations industrielles ou agricoles, l'abandon des ateliers, l'arrêt subit des machines, la cessation immédiate de la production nationale, la solitude brusque des champs; l'inaction succédant à l'activité; le silence au bruit; la léthargie au mouvement de la vie laborieuse.

Combien de temps un peuple pourra-t-il supporter cette syncope économique? Qui ne voit que s'il n'a pas su conserver les moyens de s'approvisionner et de se ravitailler au dehors, il risque de ne pouvoir continuer la lutte; il est condamné à la défaite?

Mais comment la France pourrait-elle entretenir des relations avec le dehors? Sur toutes

ses frontières terrestres se pressent des armées ennemies. Sur toutes ses frontières terrestres elle est obligée de livrer bataille. Il ne lui reste que la mer.

C'est déjà la mer qui, en 1870, l'a aidée dans sa résistance finale. Si ses ports avaient été bloqués; si elle n'avait pas eu toute liberté au sud dans la Méditerranée, à l'ouest dans l'Océan, elle n'aurait pu s'approvisionner, comme elle l'a fait, en vivres, en munitions, en armes, en argent. Point de fusils à tir rapide pour remplacer ceux qu'elle avait perdus dans les batailles antérieures; point de canons; point d'effets d'habillement; point d'emprunt Morgan. La défense nationale se trouvait tout d'abord paralysée. On était obligé de renoncer à la lutte.

Si peu qu'ait duré le blocus des côtes ennemies par notre flotte, il avait jeté en Allemagne une perturbation profonde. Quelques bateaux croisant la mer du Nord avaient suffi pour donner à nos adversaires la sensation de l'étouffement. De notre côté, on éprouva une terrible inquiétude quand on apprit que l'*Augusta* avait

capturé, à l'embouchure de la Gironde, deux petits navires de commerce. Si le capitaine allemand avait continué ses opérations et renouvelé les hauts faits du commandant de l'*Alabama* pendant la guerre de la Sécession, qui sait ce qui serait arrivé?

Or, aujourd'hui, nous ne sommes malheureusement plus dans la situation où nous étions en 1870. Des flottes nombreuses menacent toutes nos côtes à l'ouest et au sud, prêtes à prendre la France à revers. Notre immense frontière de mer s'offre à leurs tentatives et à leurs attaques. Si nous voulons soutenir une guerre qui peut être longue, et nous ravitailler pendant la lutte, il faut les détruire ou les tenir en respect.

C'est donc avec raison que l'amiral Reveillière, que l'amiral Wallon, que les écrivains militaires comme M. Fontin, qu'avant eux tous, l'amiral Aube, tant calomnié parce qu'il était patriote, tant bafoué parce qu'il avait du génie, ont dit que dans la prochaine guerre la marine jouerait un rôle décisif.

Supposons un instant que les chances se ba-

lancent sur les Vosges, dans le nord ou sur les Alpes, mais que pendant de longues alternatives de succès et de revers les escadres ennemies bloquent le Tonquin, où la Chine déverserait ses bandes de soldats sans ouvrage; transportent un corps de débarquement en Tunisie; interrompent toute communication entre la Provence et l'Afrique; bombardent Ajaccio et s'emparent de la Corse; détruisent d'un côté les ports de la Méditerranée, de l'autre côté ceux de l'Océan; capturent nos bateaux de commerce, jettent la terreur sur nos côtes, que deviendrait la France réduite à ses propres ressources, mise dans l'impossibilité de se ravitailler, séparée de ses colonies, à demi ruinée et isolée sur le continent ?

La stratégie peut rester fidèle à son principe : « mettre hors de cause la principale puissance de l'ennemi », mais elle peut changer son objet, et au lieu de tendre simplement à l'anéantissement ou à la capitulation d'une armée, viser l'anéantissement et la capitulation d'une nation.

C'est donc du côté de la mer qu'il faut regar-

der. C'est peut-être sur mer que le sort de la France se décidera.

Cette hypothèse conduit à se demander si l'administration de la marine a depuis vingt ans bien rempli sa tâche. Hélas ! le célèbre rapport de M. Lamy, les rapports de M. Ménard-Dorian et de M. Gerville-Réache, le dernier rapport de M. Brisson, les livres si éloquents de Gabriel Charmes, de Pène-Siefert, de Paul Fontin, de Lanessan ; les discours de Georges Perin et de l'amiral Vallon, les écrits de l'amiral Aube, les aveux arrachés à M. Weil répondent. La Tunisie et l'Algérie sont à peine défendues ; la Corse ne l'est pas du tout. Dunkerque, Calais, Boulogne, le Havre sont sans protection effective ; le conseil général des Bouches-du-Rhône demande qu'on lui permette d'armer Marseille aux frais du département ; nos vaisseaux n'ont point de vitesse, ils manquent de canons à tir rapide ; la défense des côtes n'est pas organisée ; les bateaux sous-marins restent sur les chantiers, et nous continuons à sacrifier nos millions à la construction de gros cuirassés qui, peut-être

victimes des nouveaux engins de guerre, ne pourront que se faire couler héroïquement.

Si le personnel de la marine française est admirable, on n'en peut malheureusement pas dire autant du matériel. Or, que feraient des ouvriers instruits, intelligents, supérieurs même avec de vieilles machines et de mauvais outils ?

La situation est d'autant plus grave que, dans l'hypothèse d'une alliance offensive et défensive avec la Russie, il faut admettre une guerre prolongée. La Russie qui n'a pas assez de chemins de fer et qui n'a pas encore de fusils, semble mieux destinée par la configuration de son sol et par l'inaccessibilité de sa capitale, à la défensive qu'à l'offensive. Elle aurait avantage pour réunir ses forces et concentrer toutes ses troupes à traîner en longueur les hostilités avant de frapper les coups décisifs. Il nous faudrait pouvoir l'attendre, et tout l'effort de l'ennemi tendrait à nous détruire avant qu'elle fût prête, pour l'accabler ensuite librement.

Si maintenant on veut se faire une idée du caractère que revêtira la prochaine guerre, il

faut lire ce que dit Clauzewitz. Le général allemand semble l'avoir pressenti, et il l'a déterminé en termes énergiques :

« La guerre n'a qu'un but, terrasser l'adversaire et le rendre incapable de continuer la résistance. La guerre n'a qu'un moyen : la force. Il n'en existe pas d'autre. Son emploi ne doit se manifester que par des blessures, la mort, la destruction.

« Le droit des gens n'est pour la multitude qu'une restriction insignifiante du but et du droit de la guerre.

« Toute idée de philanthropie, à la guerre, est une erreur pernicieuse. Celui qui emploie la force physique dans toute son étendue, sans épargner le sang, acquerra toujours la prépondérance sur l'adversaire qui n'agira pas de même, et lui dictera la loi.

« Introduire un élément modérateur dans la philosophie de la guerre est une absurdité. »

Von der Goltz renchérit sur Clauzewitz.

« C'est avec une curiosité inquiète, toute par-

ticulière, que nous voyons venir la guerre prochaine. Chacun sait qu'elle sera d'une violence inconnue jusqu'à ce jour. Ce sera la rencontre de deux peuples et non plus la lutte de deux armées. On déploiera, de part et d'autre, toute la force morale pour la lutte à outrance ; toute la somme d'intelligence pour s'anéantir. »

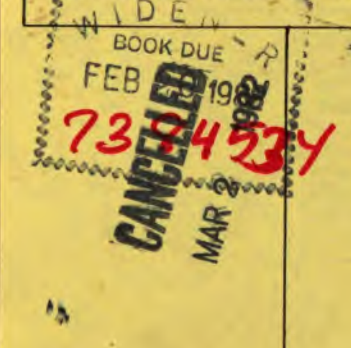
C'est donc la guerre sans merci, sans miséricorde, sans pitié qu'on nous annonce ; une guerre d'extermination, comme celles que raconte l'histoire ancienne, où l'on ne respecte rien : ni la propriété, ni la vie des particuliers, où tous les moyens sont employés, toutes les ruses excusées ; toutes les trahisons autorisées, toutes les cruautés justifiées, toutes les destructions ordonnées, toutes les violences commandées ; où, quand les armées passent, elles laissent derrière elles le désert ; où, quand la lutte est terminée, un des adversaires a disparu.

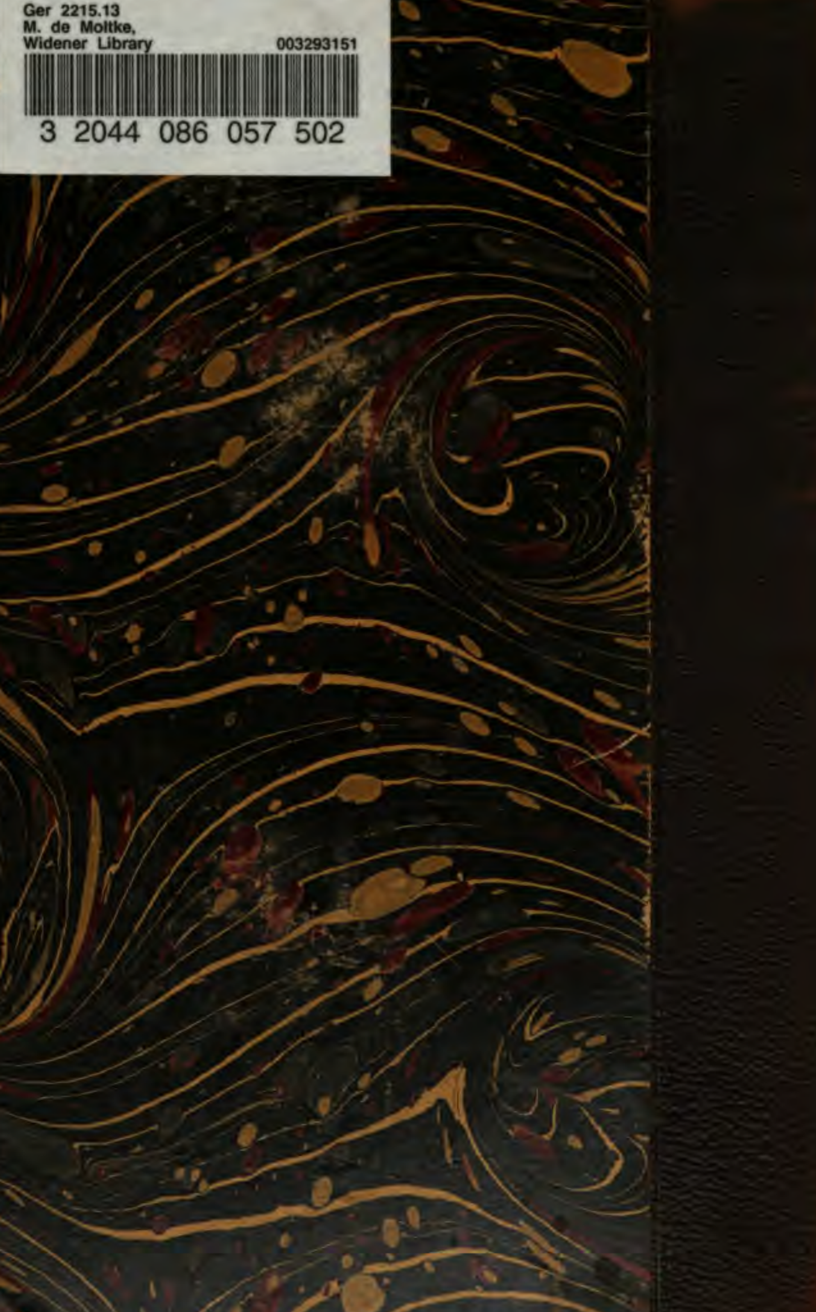
Unissons-nous donc tous pour la soutenir, cette guerre dont on nous menace depuis si longtemps et dont on veut nous épouvanter. Nous

avons pour nous le droit ; nous avons pour nous la justice, et le sentiment de la justice et du droit nous donnera cette force morale qui commande la victoire. Conjurer ou retarder la lutte n'est pas en notre pouvoir, et d'autres sonneront peut-être bientôt l'heure où la France devra jouer sa dernière partie.

FIN

Paris. — Imp. PAUL DUPONT, (Cl.) 96.10.91.


BOOK DUE
CANCELLED


Ger 2215.13
M. de Moltke,
Widener Library
003293151
3 2044 086 057 502